

## **CREDIT AGRICOLE S.A.**

Société anonyme au capital de 9 077 707 050 €  
Siège social : 12, Place des États-Unis – 92127 MONTRouGE Cedex  
784 608 416 RCS NANTERRE

la « Société »

=<>=<>=<>=<>=<>=<>=

### **EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

#### **ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE**

**DU MERCREDI 20 MAI 2026**

**L'an deux mille vingt-six,  
Le mercredi vingt mai à dix heures,**

Les actionnaires de CREDIT AGRICOLE S.A., société anonyme au capital de 9 077 707 050 euros, divisé en 3 025 902 350 actions de 3 euros chacune, dont le siège social est situé 12, Place des États-Unis – 92127 MONTRouGE Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 784 608 416, et les porteurs de parts du Fond Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) "Crédit Agricole Classique", se sont réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire sur convocation du Conseil d'administration au Palais des Congrès et des Expositions de la Baie de Saint-Brieuc, à SAINT-BRIEUC (22000), Rue Pierre de Coubertin.

Les actionnaires de Crédit Agricole S.A. et les porteurs de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique" ont été informés de la tenue de cette assemblée générale par un avis de réunion publié au Bulletin des annonces légales obligatoires le 20 mars 2026 (Bulletin n°34).

Les actionnaires et les porteurs de parts du FCPE précités ont ensuite été convoqués à l'Assemblée générale par un avis de convocation publié au Bulletin des annonces légales obligatoires (Bulletin 51) et au Journal Spécial des Sociétés le 29 avril 2026.

Par ailleurs, les actionnaires titulaires d'actions nominatives et les porteurs de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique" ont été convoqués par lettre individuelle ou par courrier électronique pour ceux qui ont opté pour la dématérialisation du dossier de convocation.

Enfin, conformément à la loi, la brochure de convocation ainsi qu'un communiqué précisant les modalités de mise à disposition des documents préparatoires à l'Assemblée ont été mis en ligne sur le site internet de la société : <https://www.credit-agricole.com/finance/actionnaires-individuels/assemblees-generales>.

Il a été établi une feuille de présence qui a été signée, à leur entrée de l'Assemblée générale, par les actionnaires et les porteurs de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique" présents ainsi que par les mandataires des actionnaires et des porteurs de parts non présents.

Le Président rappelle ensuite que les actionnaires ont été invités à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

## ORDRE DU JOUR

### COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- Approbation des comptes annuels de l'exercice 2025 ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2025 de Crédit Agricole S.A ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2025 du Groupe Crédit Agricole ;
- Affectation du résultat de l'exercice 2025, fixation et mise en paiement du dividende ;

- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités.

La Secrétaire de séance, chargé de cette mission par le Président, après un incident technique rapidement résolu, met successivement aux voix les résolutions suivantes après appel de chacune d'elles, en précisant l'objet de cette décision.

### DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

**Première résolution** (*Approbation des comptes annuels de l'exercice 2025*). – L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion, du rapport sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les rapports précités ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont présentés.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, ainsi que les actes de gestion accomplis au cours de l'exercice écoulé.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée générale approuve le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts non déductibles des résultats imposables, qui s'élèvent à la somme de 295 450 euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, ainsi que celui de l'impôt supporté par la Société du fait de la non-déductibilité, soit 76 315 euros.

Cette résolution est adoptée par 2 445 860 129 voix pour, 674 597 contre et 25 122 221 abstentions.

**Deuxième résolution** (*Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2025 de Crédit Agricole S.A.*). – L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion incluant le rapport de durabilité, du rapport sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les rapports précités ainsi que les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A. de l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont présentés.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée par 2 445 843 471 voix pour, 244 042 contre et 25 521 922 abstentions.

**Troisième résolution** (Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2025 du Groupe Crédit Agricole). – L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion incluant le rapport de durabilité et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les rapports précités ainsi que les comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole de l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont présentés. Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée par 2 445 884 302 voix pour, 244 713 contre et 25 521 780 abstentions.

**Quatrième résolution** (Affectation du résultat de l'exercice 2025, fixation et mise en paiement du dividende). – L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et, après avoir constaté que :

- le bénéfice net de l'exercice 2025 s'élève à 6 207 171 564 euros,
- le résultat distribuable s'élève à 22 073 543 676 euros compte tenu, d'une part, de l'absence d'affectation à la réserve légale, qui a déjà atteint le dixième du capital social et, d'autre part, du montant du report à nouveau de 15 866 372 112 euros,

Décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter comme suit le bénéfice distribuable de l'exercice social clos le 31 décembre 2025 :

|                                                                | (en euros)            |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------|
| Bénéfice de l'exercice                                         | 6 207 171 564         |
| Affectation à la réserve légale, qui a atteint 10 % du capital | -                     |
| Report à nouveau antérieur                                     | 15 866 372 112        |
| <b>Total (bénéfice distribuable)</b>                           | <b>22 073 543 676</b> |
| Dividende (*)                                                  | 3 418 823 838         |
| Affectation du solde au compte report à nouveau                | 2 788 347 726         |
| <b>TOTAL (nouveau report à nouveau) (*)</b>                    | <b>18 654 719 838</b> |

(\*) Ce montant, établi sur la base du nombre d'actions ouvrant droit à dividende au 31 décembre 2025, sera ajusté, le cas échéant, en cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende.

Elle fixe le dividende à 1,13 euro par action. Le dividende sera détaché de l'action le 26 mai 2026 et mis en paiement à compter du 28 mai 2026. Il est précisé qu'en cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende, le montant global du dividende serait ajusté en conséquence et le montant affecté au compte report à nouveau serait alors déterminé sur la base du dividende effectivement mis en paiement.

Le montant du dividende est éligible en totalité, lorsqu'il est versé à des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40 % prévu par le 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts. Il est rappelé que pour les dividendes perçus à compter du 1er janvier 2018 cet abattement n'est en tout état de cause susceptible de s'appliquer que lorsque le contribuable a opté pour l'imposition des revenus mobiliers selon le barème de l'impôt sur le revenu en lieu et place du prélèvement forfaitaire unique.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

| Exercice | Dividende par action | Montant éligible à l'abattement de 40 % | Montant total mis en distribution (éligible à l'abattement de 40 %) |
|----------|----------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| 2022     | 1,05 euro            | 1,05 euro                               | 3 174 744 443 euros                                                 |
| 2023     | 1,05 euro            | 1,05 euro                               | 3 177 129 565 euros                                                 |
| 2024     | 1,10 euro            | 1,10 euro                               | 3 329 891 772 euros                                                 |

Cette résolution est adoptée par 2 446 609 701 voix pour, 523 410 contre et 24 515 999 abstentions.

.....

.....

**Cinquantième résolution** (*Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités*). – L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée générale ordinaire et extraordinaire pour l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité relatives ou consécutives aux décisions prises aux termes des résolutions qui précèdent et/ou de résolutions complémentaires.

Cette résolution est adoptée par 2 446 539 364 voix pour, 422 848 contre et 24 594 065 abstentions.

.....

.....

Pour extrait certifié conforme

La Secrétaire Générale



Véronique FAUJOUR

# États financiers individuels

Certifié conforme à l'original

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a horizontal stroke at the end.

# COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. en date du 3 février 2026 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 20 mai 2026.

## BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2025

### ACTIF

| (en millions d'euros)                                | Notes    | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|------------------------------------------------------|----------|----------------|----------------|
| <b>OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES</b>       |          | <b>199 023</b> | <b>193 229</b> |
| Caisse, banques centrales                            |          | 37 767         | 35 027         |
| Effets publics et valeurs assimilées                 | 5-26     | 15 303         | 15 221         |
| Créances sur les établissements de crédit            | 3-26     | 145 953        | 142 981        |
| <b>OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE</b>        | <b>3</b> | <b>414 347</b> | <b>418 045</b> |
| <b>OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE</b>                  | <b>4</b> | <b>3 390</b>   | <b>3 604</b>   |
| <b>OPÉRATIONS SUR TITRES</b>                         |          | <b>133 692</b> | <b>131 662</b> |
| Obligations et autres titres à revenu fixe           | 5-26     | 133 644        | 131 624        |
| Actions et autres titres à revenu variable           | 5        | 48             | 38             |
| <b>VALEURS IMMOBILISÉES</b>                          |          | <b>73 067</b>  | <b>68 008</b>  |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 6-7      | 1 277          | 1 173          |
| Parts dans les entreprises liées                     | 6-7      | 71 635         | 66 681         |
| Immobilisations incorporelles                        | 7        | 43             | 42             |
| Immobilisations corporelles                          | 7        | 112            | 112            |
| <b>CAPITAL SOUSCRIT NON VERSÉ</b>                    |          | <b>-</b>       | <b>-</b>       |
| <b>ACTIONS PROPRES</b>                               | <b>8</b> | <b>7</b>       | <b>223</b>     |
| <b>COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>    |          | <b>33 764</b>  | <b>31 640</b>  |
| Autres actifs                                        | 9        | 14 641         | 12 034         |
| Comptes de régularisation                            | 9        | 19 123         | 19 606         |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                                   |          | <b>857 290</b> | <b>846 411</b> |

### PASSIF

| (en millions d'euros)                                   | Notes        | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|---------------------------------------------------------|--------------|----------------|----------------|
| <b>OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES</b>          |              | <b>249 730</b> | <b>247 057</b> |
| Banques centrales                                       |              | 2              | 13             |
| Dettes envers les établissements de crédit              | 11           | 249 728        | 247 044        |
| <b>OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE</b>           | <b>11</b>    | <b>85 298</b>  | <b>88 500</b>  |
| <b>COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE</b>               | <b>12-26</b> | <b>237 043</b> | <b>234 192</b> |
| <b>DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b>                 | <b>13</b>    | <b>167 578</b> | <b>162 481</b> |
| <b>COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>      |              | <b>26 026</b>  | <b>22 409</b>  |
| Autres passifs                                          | 14-26        | 3 249          | 2 535          |
| Comptes de régularisation                               | 14           | 22 777         | 19 874         |
| <b>PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNÉES</b>                |              | <b>31 072</b>  | <b>33 903</b>  |
| Provisions                                              | 15-16-17     | 1 453          | 1 377          |
| Dettes subordonnées                                     | 18           | 29 619         | 32 526         |
| <b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX (FRBG)</b>     |              | <b>1 625</b>   | <b>1 539</b>   |
| <b>CAPITAUX PROPRES HORS FRBG</b>                       | <b>19</b>    | <b>58 918</b>  | <b>56 330</b>  |
| Capital souscrit                                        |              | 9 078          | 9 123          |
| Primes d'émission                                       |              | 13 086         | 13 330         |
| Réserves                                                |              | 14 681         | 14 681         |
| Écarts de réévaluation                                  |              | -              | -              |
| Provisions réglementées et subventions d'investissement |              | -              | 2              |
| Report à nouveau                                        |              | 15 866         | 15 721         |
| Résultat de l'exercice                                  |              | 6 207          | 3 473          |
| <b>TOTAL PASSIF</b>                                     |              | <b>857 290</b> | <b>846 411</b> |

## HORS-BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2025

| (en millions d'euros)      | Notes | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|----------------------------|-------|----------------|----------------|
| <b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>  |       | <b>29 707</b>  | <b>29 050</b>  |
| Engagements de financement | 25    | 2 324          | 1 990          |
| Engagements de garantie    | 25    | 25 383         | 24 214         |
| Engagements sur titres     | 25    | 2 000          | 2 846          |
| <b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>   |       | <b>114 071</b> | <b>117 714</b> |
| Engagements de financement | 25    | 112 221        | 115 758        |
| Engagements de garantie    | 25    | 1 620          | 1 626          |
| Engagements sur titres     | 25    | 230            | 330            |

Les opérations de change hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en notes 23 et 24.

## COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2025

| (en millions d'euros)                                                                              | Notes | 31/12/2025   | 31/12/2024   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------|--------------|
| Intérêts et produits assimilés <sup>(1)</sup>                                                      | 27    | 32 438       | 36 567       |
| Intérêts et charges assimilées <sup>(1)</sup>                                                      | 27    | (32 786)     | (37 533)     |
| Revenus des titres à revenu variable                                                               | 28    | 5 626        | 4 346        |
| Commissions (produits) <sup>(1)</sup>                                                              | 29    | 114          | 1 546        |
| Commissions (charges) <sup>(1)</sup>                                                               | 29    | (100)        | (948)        |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation                                    | 30    | (14)         | (36)         |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés                         | 31    | (6)          | (189)        |
| Autres produits d'exploitation bancaire                                                            | 32    | 21           | 13           |
| Autres charges d'exploitation bancaire                                                             | 32    | (88)         | (92)         |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>                                                                        |       | <b>5 205</b> | <b>3 674</b> |
| Charges générales d'exploitation                                                                   | 33    | (956)        | (849)        |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles |       | (14)         | (11)         |
| <b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>                                                                |       | <b>4 235</b> | <b>2 814</b> |
| Coût du risque                                                                                     | 34    | 39           | (9)          |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>                                                                     |       | <b>4 274</b> | <b>2 805</b> |
| Résultat net sur actifs immobilisés                                                                | 35    | 1 625        | 482          |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>                                                                |       | <b>5 899</b> | <b>3 287</b> |
| Résultat exceptionnel                                                                              |       | -            | -            |
| Impôt sur les bénéfices                                                                            | 36    | 392          | 288          |
| Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées                                              |       | (84)         | (102)        |
| <b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>                                                                  |       | <b>6 207</b> | <b>3 473</b> |

(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 1 396 millions d'euros et une charge de 801 millions d'euros au titre de la marge collectée et des intérêts CDC, qui auraient dû être classés respectivement en "Intérêts et produits assimilés" et en "Intérêts et charges assimilées". Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de produit net bancaire présenté au 31 décembre 2024.

# NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

## NOTE 1

## CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

### 1.1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER

Crédit Agricole S.A. est une société anonyme au capital de 9 077 707 milliers d'euros (soit 3 025 902 350 actions de 3 euros de valeur nominale).

Les actions représentatives du capital de Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2025 se répartissent de la façon suivante :

- SAS Rue La Boétie à hauteur de 63,49 % ;
- le public (y compris les salariés) à hauteur de 36,50 %.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. détient 394 529 actions propres au 31 décembre 2025, soit 0,01 % de son capital, contre 16 247 289 actions propres au 31 décembre 2024.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### 1.2 RELATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE

#### MÉCANISMES FINANCIERS INTERNES

L'appartenance de Crédit Agricole S.A. au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

##### Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne-logement, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en "Comptes créditeurs de la clientèle".

##### Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les "avances" (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50 % des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites "avances miroirs" (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites "avances globales", auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50 % restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme de prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

##### Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine "monétaire" des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement

de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne "Prêts et créances sur les établissements de crédit" ou "Dettes envers les établissements de crédit" (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques "Opérations internes au Crédit Agricole".

##### Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

##### Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en "Dettes représentées par un titre" ou "Provisions et dettes subordonnées".

#### COUVERTURE DES RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE SOLVABILITÉ, ET RÉOLUTION BANCAIRE

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive UE 2014/59 (dite *Bank Recovery and Resolution Directive* "BRRD"), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un fonds de résolution bancaire unique. La directive UE 2019/879 du 20 mai 2019 dite "BRRD2" est venue modifier la BRRD et a été transposée par ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de "point d'entrée unique élargi" ("extended SPE") qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. À ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57-I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le Groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2 <sup>(1)</sup>. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette <sup>(2)</sup>, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le Groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au Groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

(1) Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF.

(2) Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF.

## 1.3 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS RELATIFS À L'EXERCICE 2025

### RÉDUCTION DU CAPITAL PAR VOIE D'ANNULATION D' ACTIONS AUTO-DÉTENUES

Le 17 décembre 2024, le Conseil d'administration, agissant sur autorisation de l'Assemblée générale des actionnaires du 22 mai 2024, a décidé de réduire le capital social de Crédit Agricole S.A. par voie d'annulation de 15 128 677 actions auto-détenues représentant environ 0,5 % du capital social.

La réalisation définitive de la réduction du capital est intervenue le 13 janvier 2025.

Ces actions ont été acquises entre le 1<sup>er</sup> octobre 2024 et le 6 novembre 2024, dans le cadre d'un programme de rachat d'actions, visant à compenser l'effet dilutif de l'augmentation de capital 2024 réservée aux salariés, pour un montant total de 208 465 605 euros, à la suite d'une décision du Conseil d'administration prise lors de sa séance du 22 mai 2024.

À la suite de l'annulation de ces actions, le capital social de Crédit Agricole S.A. s'élève à 9 077 707 050 euros composé de 3 025 902 350 actions.

### ACQUISITION DES TITRES CACEIS

Le 04 juillet 2025, Crédit Agricole S.A. a acquis 30,5 % des titres CACEIS détenus par Santander pour un montant de 1,3 milliard d'euros. Crédit Agricole S.A. détient désormais 100 % du capital de CACEIS, acteur majeur européen de l'*asset servicing*, et poursuit ainsi son développement dans ce métier stratégique pour le Groupe Crédit Agricole.

### AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALARIÉS

L'augmentation de capital de Crédit Agricole S.A. réservée aux 190 000 salariés du Groupe Crédit Agricole (ACR 2025), dont la période de souscription s'est déroulée du 24 juin au 8 juillet 2025, a été réalisée définitivement le 28 août 2025.

La formule d'investissement proposait une offre classique avec un prix de souscription comprenant une décote de 20 % sur le prix de l'action. L'émission et la livraison des actions nouvelles ont eu lieu le 28 août 2025.

Les souscriptions réalisées par les salariés du Groupe Crédit Agricole, en France et dans 18 pays, s'élèvent à un montant total de 294,5 millions d'euros.

Le nombre d'actions créées par cette augmentation de capital est de 22 886 191, portant le capital de Crédit Agricole S.A. au nombre de 3 048 788 541 actions pour un montant de 9 146 365 623 euros.

### ACQUISITION DES TITRES CRELAN

Le 07 octobre 2025, Crédit Agricole S.A. a acquis 6 % du capital de la société CRELAN, établissement bancaire belge, pour 141 millions d'euros. Cette acquisition permet à Crédit Agricole S.A. de renforcer sa présence et de se développer en Belgique.

### RÉDUCTION DE CAPITAL PAR VOIE D'ANNULATION D' ACTIONS AUTO-DÉTENUES ACQUISES DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Le Conseil d'administration, agissant sur autorisation de l'Assemblée générale des actionnaires, a décidé de réduire le capital social de Crédit Agricole S.A. par voie d'annulation de 22 886 191 actions auto-détenues représentant environ 0,75 % du capital social.

La réalisation définitive de la réduction du capital est intervenue le 13 novembre 2025.

Ces actions ont été acquises entre le 1<sup>er</sup> et le 30 octobre 2025, dans le cadre d'un programme de rachat d'actions, visant à compenser l'effet dilutif de l'augmentation de capital 2025 réservée aux salariés, pour un montant total de 374 414 014 euros, à la suite d'une décision du Conseil d'administration prise lors de sa séance du 14 mai 2025.

À la suite de l'annulation de ces actions, le capital social de Crédit Agricole S.A. s'élève à 9 077 707 050 euros composé de 3 025 902 350 actions.

## 1.4 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'EXERCICE 2025

Crédit Agricole S.A. n'enregistre aucun événement significatif postérieurement à l'exercice 2025.

## NOTE 2 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers de Crédit Agricole S.A. sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole S.A. est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

| Règlements / Recommandations                                                                                                                                                                         | Date de 1ère application opérations ou exercices ouverts à compter du : |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)                                                 | 01/01/2025                                                              |
| Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers | 01/01/2025                                                              |

## 2.1 CRÉANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du Groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

### CRÉANCES SAINES

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

### Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

Crédit Agricole S.A. constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et/ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

### La notion de perte de crédit attendue "Expected Credit Loss" ou "ECL"

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

### Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le Groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (*Loss Given Default* ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (taux d'intérêt effectif) ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que Crédit Agricole S.A. ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (*forward looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *forward looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Crédit Agricole S.A. applique des paramètres complémentaires pour le *forward looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagements de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

## Dégradation significative du risque de crédit

Crédit Agricole S.A. apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines/expositions qualifiées de dégradées/expositions douteuses).

Le *Stage 1* correspond à des ECL à 12 mois, le *Stage 2* correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le *forward looking* pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les critères suivants :

### 1. Exemption au faible risque de crédit

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption "pour faible risque de crédit" aux titres de dettes classés en "Investment Grade" (cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30 %).

### 2. Indicateurs quantitatifs

Le Groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en *Stage 2*, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en *Stage 2*. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

- a) **un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale ;
- b) **trois critères absolus**. Le Groupe a défini :
  - un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloises pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en *Stage 2* pour le calcul des ECL,
  - un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à un an (*forward looking*) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique,
  - un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en *Stage 2*.

### 3. Indicateurs qualitatifs

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en *Stage 2*. Ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (*Stage 2*).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateur de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'encours ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

## CRÉANCES DOUTEUSES

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteur(s) à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;

- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole S.A. distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis :

- créances douteuses non compromises :  
Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises ;
- créances douteuses compromises :  
Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

## Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Les prêts et avances accordées par Crédit Agricole S.A. aux Caisses régionales ne présentent pas pour Crédit Agricole S.A. un risque direct sur les bénéficiaires des prêts à la clientèle distribués par les Caisses régionales, mais éventuellement un risque indirect sur la solidité financière de celles-ci. À ce titre, Crédit Agricole S.A. n'a pas constitué de dépréciation sur les prêts et avances aux Caisses régionales.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

## Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisation des dépréciations.

## PASSAGE EN PERTE

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Crédit Agricole S.A. le détermine avec sa Direction des risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

## RISQUES-PAYS

Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaillance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays.

## CRÉANCES RESTRUCTURÉES

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problème d'insolvabilité ou de difficulté financière. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période d'observation à minima de deux ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de trois ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

## 2.2 PORTEFEUILLE TITRES

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

### TITRES DE TRANSACTION

Ce sont des titres qui, à l'origine, sont :

- soit acquis avec l'intention de les revendre ou vendus avec l'intention de les racheter à court terme ;
- soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.

Ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sont également considérés comme des titres de transaction :

- les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme ;
- les titres faisant l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage effectuée sur un marché d'instruments financiers organisé ou assimilé ;
- les titres empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt, reclassés en "titres de transaction prêtés") dans le cadre des opérations de prêts/emprunts classés en titres de transaction et compensés avec les dettes représentatives de titres empruntés inscrites au passif du bilan.

Hormis dans les cas prévus par le règlement ANC 2014-07, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

La dette représentative des titres vendus à découvert est inscrite au passif de l'établissement cédant pour le prix de vente des titres frais exclus.

À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des gains et pertes résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique "Solde des opérations des portefeuilles de négociation".

## TITRES DE PLACEMENT

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

### Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : "Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe".

### Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Les revenus des organismes de placements collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

À la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si Crédit Agricole S.A. dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note 2.1 "Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux").

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique "Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat.

## TITRES D'INVESTISSEMENT

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels Crédit Agricole S.A. dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique "Coût du risque".

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

## TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE

Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des "investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle".

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Crédit Agricole S.A. satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique "Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés", de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

## PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES, TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

À la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique "Résultat net sur actifs immobilisés".

## PRIX DE MARCHÉ

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent ;
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, Crédit Agricole S.A. détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Crédit Agricole S.A. utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

## DATES D'ENREGISTREMENT

Crédit Agricole S.A. enregistre les titres classés en titres d'investissement et en titres de transaction à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

## PENSIONS LIVRÉES

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

## RECLASSEMENT DE TITRES

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance ;
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Crédit Agricole S.A. n'a pas opéré, en 2025, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

## RACHAT D'ACTIONS PROPRES

Les actions propres rachetées par Crédit Agricole S.A., y compris les actions et options sur actions détenues en couverture des plans de stock-options, sont enregistrées à l'actif du bilan dans une rubrique spécifique.

Elles font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation si la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'achat, à l'exception des opérations relatives aux plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés selon le règlement ANC 2014-03 (Plan comptable général).

## 2.3 IMMOBILISATIONS

Crédit Agricole S.A. applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée "en magasin".

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

À l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en "Autres

immobilisations corporelles, incorporelles, financières...". Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Crédit Agricole S.A., à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

| Composant                | Durée d'amortissement             |
|--------------------------|-----------------------------------|
| Foncier                  | Non amortissable                  |
| Gros œuvre               | 30 à 80 ans                       |
| Second œuvre             | 8 à 40 ans                        |
| Installations techniques | 5 à 25 ans                        |
| Agencements              | 5 à 15 ans                        |
| Matériel informatique    | 4 à 7 ans (dégressif ou linéaire) |
| Matériel spécialisé      | 4 à 5 ans (dégressif ou linéaire) |

Enfin, les éléments dont dispose Crédit Agricole S.A. sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

## 2.4 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## 2.5 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif "Dettes subordonnées".

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique "Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe".

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

Crédit Agricole S.A. applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées par les Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique "Commissions (charges)".

## 2.6 PROVISIONS

Crédit Agricole S.A. applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Crédit Agricole S.A. a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer

l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le titre 6 "Épargne réglementée" du livre II "Opérations particulières" du règlement ANC 2014-07.

## 2.7 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX (F.R.B.G.)

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par Crédit Agricole S.A. à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

## 2.8 OPÉRATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME ET CONDITIONNELS

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

### OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie "b" article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie "c" article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique "Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture". Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

### OPÉRATIONS DE MARCHÉ

Les opérations de marché regroupent :

- les positions ouvertes isolées (catégorie "a" de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;
- la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie "d" de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- en position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- en position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

## RISQUE DE CONTREPARTIE SUR LES DÉRIVÉS

Conformément au règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole S.A. intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. À ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories "a" et "d" de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA – *Credit Valuation Adjustment*).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole S.A.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (*Credit Default Swap*) nominatifs cotés (ou *CDS Single Name*) ou les CDS indicels ;
- en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

## 2.9 OPÉRATIONS EN DEVISES

À chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les dotations aux succursales, les immobilisations, les titres d'investissement, les titres de filiale et de participation en devises financés en euros restent convertis au cours du jour d'acquisition (historique). Cependant, une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de Crédit Agricole S.A. à l'étranger.

À chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique "Solde des opérations des portefeuilles de négociation – Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés".

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole S.A. a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

## 2.10 INTÉGRATION DES SUCCURSALES À L'ÉTRANGER

Les succursales tiennent des comptabilités autonomes conformes aux règles comptables en vigueur dans les pays où elles sont implantées.

Lors de l'arrêté des comptes, les bilans et comptes de résultat des succursales sont retraités selon les règles comptables françaises, convertis en euros et intégrés à la comptabilité de leur siège après élimination des opérations réciproques.

Les règles de conversion en euros sont les suivantes :

- les postes de bilan sont convertis au cours de clôture ;
- les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction, alors que les charges et les produits courus sont convertis au cours de clôture.

Les gains ou pertes pouvant résulter de cette conversion sont enregistrés au bilan dans la rubrique "Comptes de régularisation".

## 2.11 ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole S.A.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

## 2.12 PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX FRUITS DE L'EXPANSION ET INTÉRESSEMENT

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord 21 juin 2011.

La participation et l'intéressement figurent dans les "Frais de personnel".

## 2.13 AVANTAGES AU PERSONNEL POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

### ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE, DE PRÉRETRAITE ET D'INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE – RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Crédit Agricole S.A. a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, Crédit Agricole S.A. provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des unités de crédits projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

### PLANS DE RETRAITE – RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Depuis 2021, Crédit Agricole S.A. applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2025, de Crédit Agricole S.A. maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

Crédit Agricole S.A. a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Crédit Agricole S.A. a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Par conséquent, Crédit Agricole S.A. n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en "Frais de personnel".

## 2.14 STOCK-OPTIONS ET SOUSCRIPTION D' ACTIONS PROPOSÉES AUX SALARIÉS DANS LE CADRE DU PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE

### PLANS DE STOCK-OPTIONS

Les plans de stock-options accordés à certaines catégories de salariés sont enregistrés lors de la levée de l'option. Cette levée donne lieu soit à une émission d'actions, enregistrée conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital, soit à la mise à disposition d'actions propres aux salariés préalablement acquises à la levée par Crédit Agricole S.A. et comptabilisées conformément aux dispositions détaillées dans le paragraphe "rachat d'actions propres".

### SOUSCRIPTIONS D' ACTIONS DANS LE CADRE DU PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise, avec une décote maximum de 30 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de cinq ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

## 2.15 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de Crédit Agricole S.A.

## 2.16 IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES (CHARGE FISCALE)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

Crédit Agricole S.A. a mis en place, depuis 1990, un dispositif d'intégration fiscale. Au 31 décembre 2025, 1 305 entités ont signé une convention d'intégration fiscale avec Crédit Agricole S.A. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

### NOTE 3

### CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT – ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

|                                               | 31/12/2025    |                    |                   |                |                       |                        |                | 31/12/2024     |
|-----------------------------------------------|---------------|--------------------|-------------------|----------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                               | ≤ 3 mois      | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans        | Total en<br>principal | Créances<br>rattachées | Total          | Total          |
| <i>(en millions d'euros)</i>                  |               |                    |                   |                |                       |                        |                |                |
| <b>ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>               |               |                    |                   |                |                       |                        |                |                |
| Comptes et prêts :                            |               |                    |                   |                |                       |                        |                |                |
| – à vue                                       | 6 285         | -                  | -                 | -              | 6 285                 | 3                      | 6 288          | 5 649          |
| – à terme <sup>(1)</sup>                      | 14 431        | 20 433             | 62 633            | 12 185         | 109 682               | 419                    | 110 101        | 112 101        |
| Valeurs reçues en pension                     | -             | -                  | -                 | -              | -                     | -                      | -              | -              |
| Titres reçus en pension livrée                | -             | -                  | -                 | -              | -                     | -                      | -              | 250            |
| Prêts subordonnés                             | 3 628         | 2 858              | 20 318            | 2 675          | 29 479                | 85                     | 29 564         | 24 981         |
| <b>Total</b>                                  | <b>24 344</b> | <b>23 291</b>      | <b>82 951</b>     | <b>14 860</b>  | <b>145 446</b>        | <b>507</b>             | <b>145 953</b> | <b>142 981</b> |
| <b>Dépréciations</b>                          |               |                    |                   |                |                       |                        | -              | -              |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                  |               |                    |                   |                |                       |                        | <b>145 953</b> | <b>142 981</b> |
| <b>OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE</b> |               |                    |                   |                |                       |                        |                |                |
| Comptes ordinaires                            | -             | -                  | -                 | -              | -                     | -                      | -              | -              |
| Comptes et avances à terme                    | 34 249        | 74 763             | 198 392           | 105 899        | 413 303               | 911                    | 414 214        | 417 912        |
| Titres reçus en pension livrée                | -             | -                  | -                 | -              | -                     | -                      | -              | -              |
| Prêts subordonnés                             | 20            | 12                 | -                 | 100            | 132                   | 1                      | 133            | 133            |
| <b>Total</b>                                  | <b>34 269</b> | <b>74 775</b>      | <b>198 392</b>    | <b>105 999</b> | <b>413 435</b>        | <b>912</b>             | <b>414 347</b> | <b>418 045</b> |
| <b>Dépréciations</b>                          |               |                    |                   |                |                       |                        | -              | -              |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                  |               |                    |                   |                |                       |                        | <b>414 347</b> | <b>418 045</b> |
| <b>TOTAL</b>                                  |               |                    |                   |                |                       |                        | <b>560 300</b> | <b>561 026</b> |

(1) La créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan (cf. note 26.2 "Épargne centralisée").

## NOTE 4

## OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

### 4.1 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE – ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

| (en millions d'euros)            | 31/12/2025 |                    |                   |         |                       |                        | 31/12/2024   |              |
|----------------------------------|------------|--------------------|-------------------|---------|-----------------------|------------------------|--------------|--------------|
|                                  | ≤ 3 mois   | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans | Total en<br>principal | Créances<br>rattachées | Total        | Total        |
| Créances commerciales            | -          | -                  | -                 | -       | -                     | -                      | -            | -            |
| Autres concours à la clientèle   | 383        | 691                | 1 156             | 1 139   | 3 369                 | 21                     | 3 390        | 3 604        |
| Valeurs reçues en pension livrée | -          | -                  | -                 | -       | -                     | -                      | -            | -            |
| Comptes ordinaires débiteurs     | -          | -                  | -                 | -       | -                     | -                      | -            | -            |
| Dépréciations                    | -          | -                  | -                 | -       | -                     | -                      | -            | -            |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>     |            |                    |                   |         |                       |                        | <b>3 390</b> | <b>3 604</b> |

### 4.2 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE – ANALYSE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

| (en millions d'euros)                     | 31/12/2025   | 31/12/2024   |
|-------------------------------------------|--------------|--------------|
| France (y compris DROM-COM)               | 3 055        | 3 314        |
| Autres pays de l'UE                       | 314          | 175          |
| Autres pays d'Europe                      | -            | -            |
| Amérique du Nord                          | -            | -            |
| Amérique centrale et du Sud               | -            | -            |
| Afrique et Moyen-Orient                   | -            | 91           |
| Asie et Océanie (hors Japon)              | -            | -            |
| Japon                                     | -            | -            |
| Non ventilés et organismes internationaux | -            | -            |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b>                 | <b>3 369</b> | <b>3 580</b> |
| Créances rattachées                       | 21           | 24           |
| Dépréciations                             | -            | -            |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>              | <b>3 390</b> | <b>3 604</b> |

## 4.3 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE – ENCOURS DOUTEUX ET DÉPRÉCIATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

|                                           | 31/12/2025   |                      |                                |                                   |                                                  | 31/12/2024   |                      |                                |                                   |                                                  |
|-------------------------------------------|--------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------|--------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------|
| (en millions d'euros)                     | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dont dépréciations des encours douteux compromis | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dont dépréciations des encours douteux compromis |
| France (y compris DROM-COM)               | 3 075        | -                    | -                              | -                                 | -                                                | 3 336        | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Autres pays de l'UE                       | 315          | -                    | -                              | -                                 | -                                                | 175          | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Autres pays d'Europe                      | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Amérique du Nord                          | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Amérique centrale et du Sud               | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Afrique et Moyen-Orient                   | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | 93           | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Asie et Océanie (hors Japon)              | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Japon                                     | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Non ventilés et organismes internationaux | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>3 390</b> | <b>-</b>             | <b>-</b>                       | <b>-</b>                          | <b>-</b>                                         | <b>3 604</b> | <b>-</b>             | <b>-</b>                       | <b>-</b>                          | <b>-</b>                                         |

## 4.4 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE – ANALYSE PAR AGENTS ÉCONOMIQUES

|                           | 31/12/2025   |                      |                                |                                   |                                                  | 31/12/2024   |                      |                                |                                   |                                                  |
|---------------------------|--------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------|--------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------|
| (en millions d'euros)     | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dont dépréciations des encours douteux compromis | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dont dépréciations des encours douteux compromis |
| Particuliers              | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Agriculteurs              | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Autres professionnels     | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Clientèle financière      | 1 209        | -                    | -                              | -                                 | -                                                | 1 498        | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Entreprises               | 2 181        | -                    | -                              | -                                 | -                                                | 2 106        | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Collectivités publiques   | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Autres agents économiques | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| <b>TOTAL</b>              | <b>3 390</b> | <b>-</b>             | <b>-</b>                       | <b>-</b>                          | <b>-</b>                                         | <b>3 604</b> | <b>-</b>             | <b>-</b>                       | <b>-</b>                          | <b>-</b>                                         |

## NOTE 5

## TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE

|                                                           | 31/12/2025                 |               |                                      |                |                | 31/12/2024     |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------|---------------|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
|                                                           | Transaction <sup>(1)</sup> | Placement     | Titres de l'activité de portefeuille | Investissement | Total          | Total          |
| (en millions d'euros)                                     |                            |               |                                      |                |                |                |
| Effets publics et valeurs assimilées                      | -                          | 2 236         | -                                    | 12 979         | 15 215         | 15 150         |
| – dont surcote restant à amortir                          | -                          | 48            | -                                    | 698            | 746            | 855            |
| – dont décote restant à amortir                           | -                          | (33)          | -                                    | (85)           | (118)          | (118)          |
| Créances rattachées                                       | -                          | 17            | -                                    | 101            | 118            | 104            |
| Dépréciations                                             | -                          | (29)          | -                                    | (1)            | (30)           | (33)           |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                              | <b>-</b>                   | <b>2 224</b>  | <b>-</b>                             | <b>13 079</b>  | <b>15 303</b>  | <b>15 221</b>  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe <sup>(2)</sup> | -                          | -             | -                                    | -              | -              | -              |
| Émis par organismes publics                               | -                          | 6 447         | -                                    | 6 971          | 13 418         | 12 176         |
| Autres émetteurs                                          | -                          | 12 801        | -                                    | 106 205        | 119 006        | 118 325        |
| – dont surcote restant à amortir                          | -                          | 59            | -                                    | 55             | 114            | 115            |
| – dont décote restant à amortir                           | -                          | (138)         | -                                    | (74)           | (212)          | (234)          |
| Créances rattachées                                       | -                          | 247           | -                                    | 1 017          | 1 264          | 1 197          |
| Dépréciations                                             | -                          | (44)          | -                                    | -              | (44)           | (74)           |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                              | <b>-</b>                   | <b>19 451</b> | <b>-</b>                             | <b>114 193</b> | <b>133 644</b> | <b>131 624</b> |
| Actions et autres titres à revenu variable                | 42                         | 6             | -                                    | -              | 48             | 39             |
| Créances rattachées                                       | -                          | -             | -                                    | -              | -              | -              |
| Dépréciations                                             | -                          | -             | -                                    | -              | -              | (1)            |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                              | <b>42</b>                  | <b>6</b>      | <b>-</b>                             | <b>-</b>       | <b>48</b>      | <b>38</b>      |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>42</b>                  | <b>21 681</b> | <b>-</b>                             | <b>127 272</b> | <b>148 995</b> | <b>146 883</b> |
| Valeurs estimatives                                       | 42                         | 21 351        | -                                    | 124 417        | 145 810        | 146 509        |

(1) À l'exception des titres de transaction empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt reclassé en "titres de transaction prêtés") présentés en déduction des dettes représentatives de la valeur des titres empruntés figurant au passif du bilan (cf. note 26.1 "Emprunts de titres").

(2) dont 300 millions d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2025 et 300 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant des cessions de titres d'investissement intervenues avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues par le règlement ANC 2014-07, s'est élevé à 1 572 millions d'euros. Les plus ou moins-values dégagées à cette occasion s'élèvent à - 16 millions d'euros.

### Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à - 278 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre - 459 millions d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 216 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre 2 302 millions d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à - 1 364 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre 2 313 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant des créances représentatives des titres prêtés concernant les effets publics s'élève à 1 361 millions d'euros et à 15 873 millions d'euros pour les obligations et les autres titres à revenu fixe.

## 5.1 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE (HORS EFFETS PUBLICS) : VENTILATION PAR GRANDES CATÉGORIES DE CONTREPARTIE

| (en millions d'euros)                                 | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|-------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Administration et banques centrales (y compris États) | 9 686          | 9 269          |
| Établissements de crédit                              | 113 266        | 112 822        |
| Clientèle financière                                  | 1 254          | 1 396          |
| Collectivités locales                                 | 3 733          | 2 907          |
| Entreprises, assurances et autres clientèles          | 4 533          | 4 146          |
| Divers et non ventilés                                | -              | -              |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b>                             | <b>132 472</b> | <b>130 540</b> |
| Créances rattachées                                   | 1 264          | 1 197          |
| Dépréciations                                         | (44)           | (75)           |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                          | <b>133 692</b> | <b>131 662</b> |

## 5.2 VENTILATION DES TITRES COTÉS ET NON COTÉS À REVENU FIXE OU VARIABLE

| (en millions d'euros)                  | 31/12/2025                                 |                                      |                                            |                | 31/12/2024                                 |                                      |                                            |                |
|----------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|--------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|
|                                        | Obligations et autres titres à revenu fixe | Effets publics et valeurs assimilées | Actions et autres titres à revenu variable | Total          | Obligations et autres titres à revenu fixe | Effets publics et valeurs assimilées | Actions et autres titres à revenu variable | Total          |
| Titres à revenu fixe ou variable       | 132 424                                    | 15 215                               | 48                                         | 147 687        | 130 501                                    | 15 150                               | 39                                         | 145 690        |
| – dont titres cotés                    | 126 548                                    | 15 215                               | -                                          | 141 763        | 124 149                                    | 15 150                               | -                                          | 139 299        |
| – dont titres non cotés <sup>(1)</sup> | 5 876                                      | -                                    | 48                                         | 5 924          | 6 352                                      | -                                    | 39                                         | 6 391          |
| Créances rattachées                    | 1 264                                      | 118                                  | -                                          | 1 382          | 1 197                                      | 104                                  | -                                          | 1 301          |
| Dépréciations                          | (44)                                       | (30)                                 | -                                          | (74)           | (74)                                       | (33)                                 | (1)                                        | (108)          |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>           | <b>133 644</b>                             | <b>15 303</b>                        | <b>48</b>                                  | <b>148 995</b> | <b>131 624</b>                             | <b>15 221</b>                        | <b>38</b>                                  | <b>146 883</b> |

(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :  
– OPC français de capitalisation 42 millions d'euros ;  
– OPC étrangers 6 millions d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2025 :

| (en millions d'euros) | Valeur d'inventaire | Valeur liquidative |
|-----------------------|---------------------|--------------------|
| OPC monétaires        | 42                  | 42                 |
| OPC obligataires      | -                   | -                  |
| OPC actions           | 6                   | 7                  |
| OPC autres            | -                   | -                  |
| <b>TOTAL</b>          | <b>48</b>           | <b>49</b>          |

### 5.3 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE : ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

| (en millions d'euros)                             | 31/12/2025    |                    |                   |               |                       |                        | 31/12/2024     |                |
|---------------------------------------------------|---------------|--------------------|-------------------|---------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                                   | ≤ 3 mois      | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans       | Total en<br>principal | Créances<br>rattachées | Total          | Total          |
| <b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b> |               |                    |                   |               |                       |                        |                |                |
| Valeur brute                                      | 14 086        | 5 951              | 38 478            | 73 909        | 132 424               | 1 264                  | 133 688        | 131 698        |
| Dépréciations                                     | -             | -                  | -                 | -             | -                     | -                      | (44)           | (74)           |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                      | <b>14 086</b> | <b>5 951</b>       | <b>38 478</b>     | <b>73 909</b> | <b>132 424</b>        | <b>1 264</b>           | <b>133 644</b> | <b>131 624</b> |
| <b>Effets publics et valeurs assimilées</b>       |               |                    |                   |               |                       |                        |                |                |
| Valeur brute                                      | 408           | 956                | 6 684             | 7 167         | 15 215                | 118                    | 15 333         | 15 254         |
| Dépréciations                                     | -             | -                  | -                 | -             | -                     | -                      | (30)           | (33)           |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                      | <b>408</b>    | <b>956</b>         | <b>6 684</b>      | <b>7 167</b>  | <b>15 215</b>         | <b>118</b>             | <b>15 303</b>  | <b>15 221</b>  |

### 5.4 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE : ANALYSE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

| (en millions d'euros)        | 31/12/2025     |                      | 31/12/2024     |                      |
|------------------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------|
|                              | Encours bruts  | Dont encours douteux | Encours bruts  | Dont encours douteux |
| France (y compris DROM-COM)  | 115 377        | -                    | 118 478        | -                    |
| Autres pays de l'UE          | 21 623         | -                    | 17 633         | -                    |
| Autres pays d'Europe         | 1 574          | -                    | 1 493          | -                    |
| Amérique du Nord             | 5 631          | -                    | 4 993          | -                    |
| Amérique centrale et du Sud  | -              | -                    | -              | -                    |
| Afrique et Moyen-Orient      | 432            | -                    | 315            | -                    |
| Asie et Océanie (hors Japon) | 1 054          | -                    | 800            | -                    |
| Japon                        | 1 948          | -                    | 1 939          | -                    |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b>    | <b>147 639</b> | <b>-</b>             | <b>145 651</b> | <b>-</b>             |
| Créances rattachées          | 1 382          | -                    | 1 301          | -                    |
| Dépréciations                | (74)           | -                    | (107)          | -                    |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b> | <b>148 947</b> | <b>-</b>             | <b>146 845</b> | <b>-</b>             |

## NOTE 6

## TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

| Société                                                                                            | Adresse                                                     | Devise | (en millions de devises d'origine) |                                                   |                                                 | (en millions de contre-valeurs euros) |              |                                                                    |                                                      |                                                        | (en millions de contre-valeurs euros)        |                                                            |       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|--------|------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------|
|                                                                                                    |                                                             |        | Informations financières           |                                                   |                                                 | Valeurs comptables des titres détenus |              |                                                                    |                                                      |                                                        | Résultat du dernier exercice clos 31/12/2025 | Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice |       |
|                                                                                                    |                                                             |        | Capital 31/12/2025                 | Capitaux propres autres que le capital 31/12/2025 | Quote-part de capital détenue (en %) 31/12/2025 | Valeur brute                          | Valeur nette | Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés | Montant des cautions et avalis donnés par la Société | PMB ou CA HT du dernier exercice écoulé <sup>(2)</sup> |                                              |                                                            |       |
| PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCÈDE 1 % DU CAPITAL DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.           |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       |              |                                                                    |                                                      |                                                        |                                              |                                                            |       |
| 1) Parts dans les entreprises liées des établissements de crédit (plus de 50 % du capital)         |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       |              |                                                                    |                                                      |                                                        |                                              |                                                            |       |
| BFORBANK                                                                                           | Tour Europlaza, 20, avenue André-Prothin, 92927 Paris Cedex | EUR    | 558                                | (201) <sup>(1)</sup>                              | 50                                              | 397                                   | 378          | 228                                                                | -                                                    | 1 692 <sup>(1)</sup>                                   | (144) <sup>(1)</sup>                         | -                                                          |       |
| Crédit Agricole Italia                                                                             | Via Università n°1 43121 Parma, Italie                      | EUR    | 1 102                              | 6 370 <sup>(1)</sup>                              | 78                                              | 5 962                                 | 5 961        | 2 170                                                              | 450                                                  | 3 046 <sup>(1)</sup>                                   | 793 <sup>(1)</sup>                           | 336                                                        |       |
| Crédit Agricole Egypt SAE                                                                          | P/O Box 364, 11835 New Cairo, Égypte                        | EGP    | 5 000                              | 8 404 <sup>(1)</sup>                              | 52                                              | 280                                   | 280          | 27                                                                 | -                                                    | 240 <sup>(1)</sup>                                     | 142 <sup>(1)</sup>                           | 38                                                         |       |
| EFL SA                                                                                             | ul. Legnicka 48 bud C-D 54202 Wroclaw, Pologne              | PLN    | 674                                | 526 <sup>(1)</sup>                                | 100                                             | 348                                   | 332          | 941                                                                | 806                                                  | 95 <sup>(1)</sup>                                      | 43 <sup>(1)</sup>                            | 21                                                         |       |
| Crédit Agricole Ukraine                                                                            | 42/4 Pushkinska Street, Kiev 01004, Ukraine                 | UAH    | 1 222                              | 7 872 <sup>(1)</sup>                              | 100                                             | 360                                   | 0            | 9                                                                  | 3                                                    | 188 <sup>(1)</sup>                                     | 82 <sup>(1)</sup>                            | -                                                          |       |
| Crédit Agricole Polska SA                                                                          | ul. Legnicka 48 bud C-D 54202 Wroclaw, Pologne              | PLN    | 1                                  | 1 789 <sup>(1)</sup>                              | 100                                             | 793                                   | 793          | 573                                                                | 50                                                   | - <sup>(1)</sup>                                       | - <sup>(1)</sup>                             | -                                                          |       |
| Crédit Agricole Corporate and Investment Bank                                                      | 12, place des États-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge Cedex   | EUR    | 7 852                              | 9 657 <sup>(1)</sup>                              | 97                                              | 19 052                                | 19 052       | 54 084                                                             | 235                                                  | 5 556 <sup>(1)</sup>                                   | 1 707 <sup>(1)</sup>                         | 2 075                                                      |       |
| Amundi                                                                                             | 91-93, boulevard Pasteur, Immeuble Cotentin, 75015 Paris    | EUR    | 514                                | 4 630 <sup>(1)</sup>                              | 67                                              | 4 231                                 | 4 231        | 1 713                                                              | 9 094                                                | 752 <sup>(1)</sup>                                     | 728 <sup>(1)</sup>                           | 585                                                        |       |
| Crédit Agricole Leasing & Factoring                                                                | 12, place des États-Unis, CS 30002, 92548 Montrouge Cedex   | EUR    | 203                                | 320 <sup>(1)</sup>                                | 100                                             | 905                                   | 905          | 27 638                                                             | 13 233                                               | 360 <sup>(1)</sup>                                     | 420 <sup>(1)</sup>                           | 57                                                         |       |
| Crédit Agricole Consumer Finance                                                                   | 1, rue Victor-Basch CS 7000191068 Massy Cedex               | EUR    | 629                                | 4 323 <sup>(1)</sup>                              | 100                                             | 8 738                                 | 8 738        | 20 828                                                             | 3                                                    | 345 <sup>(1)</sup>                                     | (376) <sup>(1)</sup>                         | -                                                          |       |
| LCL                                                                                                | 18, rue de la République, 69002 Lyon                        | EUR    | 2 038                              | 4 034 <sup>(1)</sup>                              | 96                                              | 11 847                                | 11 257       | 36 855                                                             | 2                                                    | 3 644 <sup>(1)</sup>                                   | 681 <sup>(1)</sup>                           | 605                                                        |       |
| Foncaris                                                                                           | 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex             | EUR    | 225                                | 119 <sup>(1)</sup>                                | 100                                             | 320                                   | 320          | -                                                                  | 262                                                  | 52 <sup>(1)</sup>                                      | (3) <sup>(1)</sup>                           | -                                                          |       |
| Caisse régionale Corse                                                                             | 1, avenue Napoléon III, BP 308, 20193 Ajaccio               | EUR    | 99                                 | 82                                                | 100                                             | 99                                    | 99           | 1 856                                                              | -                                                    | -                                                      | 88                                           | -                                                          |       |
| 2) Participations dans les établissements de crédit (10 à 50 % du capital)                         |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       |              |                                                                    |                                                      |                                                        |                                              |                                                            |       |
| Banco Espírito Santo                                                                               | Avenida de Libertade 195, 1250 Lisbonne, Portugal           | EUR    | -                                  | -                                                 | 12                                              | 684                                   | 0            | 0                                                                  | 0                                                    | -                                                      | -                                            | -                                                          |       |
| Crédit Logement                                                                                    | 50, boulevard Sébastopol, 75003 Paris                       | EUR    | 1 260                              | 219 <sup>(1)</sup>                                | 16                                              | 208                                   | 208          | 0                                                                  | 0                                                    | 207 <sup>(1)</sup>                                     | 111 <sup>(1)</sup>                           | 17                                                         |       |
| Caisse de Refinancement de l'habitat                                                               | 35, rue La Boétie, 75008 Paris                              | EUR    | 578                                | 29 <sup>(1)</sup>                                 | 25                                              | 150                                   | 150          | 0                                                                  | 0                                                    | 10 <sup>(1)</sup>                                      | 5 <sup>(1)</sup>                             | -                                                          |       |
| 3) Autres parts dans les entreprises liées (plus de 50 % du capital)                               |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       |              |                                                                    |                                                      |                                                        |                                              |                                                            |       |
| Crédit Agricole Assurances                                                                         | 50-56, rue de la Procession, 75015 Paris                    | EUR    | 1 490                              | 6 756 <sup>(1)</sup>                              | 100                                             | 10 516                                | 10 516       | 1 996                                                              | -                                                    | 1 552 <sup>(1)</sup>                                   | 1 462 <sup>(1)</sup>                         | 1 520                                                      |       |
| Crédit Agricole Capital Investissement & Finance                                                   | 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex             | EUR    | 688                                | 667 <sup>(1)</sup>                                | 100                                             | 1 346                                 | 1 346        | 0                                                                  | 0                                                    | 55 <sup>(1)</sup>                                      | 47 <sup>(1)</sup>                            | -                                                          |       |
| Crédit Agricole Immobilier                                                                         | 12, place des États-Unis, 92545 Montrouge Cedex             | EUR    | 166                                | 153 <sup>(1)</sup>                                | 50                                              | 146                                   | 146          | 282                                                                | -                                                    | 32 <sup>(1)</sup>                                      | (1) <sup>(1)</sup>                           | -                                                          |       |
| Delfinances                                                                                        | 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex             | EUR    | 151                                | (72) <sup>(1)</sup>                               | 100                                             | 1 020                                 | 1 020        | 0                                                                  | 0                                                    | - <sup>(1)</sup>                                       | 34 <sup>(1)</sup>                            | -                                                          |       |
| Evergreen Montrouge                                                                                | 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex             | EUR    | 475                                | (205) <sup>(1)</sup>                              | 100                                             | 475                                   | 475          | -                                                                  | 1                                                    | 77 <sup>(1)</sup>                                      | 5 <sup>(1)</sup>                             | -                                                          |       |
| Crédit Agricole Transitions & Énergies                                                             | 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex             | EUR    | 790                                | 1 <sup>(1)</sup>                                  | 50                                              | 400                                   | 392          | 0                                                                  | 0                                                    | 14 <sup>(1)</sup>                                      | (6) <sup>(1)</sup>                           | -                                                          |       |
| Crédit Agricole Santé & Territoires                                                                | 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex             | EUR    | 191                                | -                                                 | 50                                              | 101                                   | 101          | 243                                                                | 0                                                    | - <sup>(1)</sup>                                       | (9) <sup>(1)</sup>                           | -                                                          |       |
| CACEIS                                                                                             | 1-3, place Valhubert, 75013 Paris                           | EUR    | 941                                | 1 396 <sup>(1)</sup>                              | 100                                             | 3 031                                 | 3 031        | 751                                                                | 2 762                                                | 332 <sup>(1)</sup>                                     | 317 <sup>(1)</sup>                           | 256                                                        |       |
| 4) Autres participations (< 50 % du capital)                                                       |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       |              |                                                                    |                                                      |                                                        |                                              |                                                            |       |
| Fonds de garantie de résolution des dépôts                                                         | 65, rue de la Victoire, 75009 Paris                         | EUR    | -                                  | 5                                                 | 0                                               | 482                                   | 482          | 0                                                                  | 0                                                    | -                                                      | -                                            | -                                                          |       |
| CRELAN                                                                                             | 251, boulevard Sylvain-Dupuis, 1070 Bruxelles               | EUR    | 1 138                              | 1 520                                             | 6                                               | 141                                   | 141          | 0                                                                  | 0                                                    | 911 <sup>(1)</sup>                                     | 192 <sup>(1)</sup>                           | -                                                          |       |
| PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EST INFÉRIEURE À 1 % DU CAPITAL DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 | EUR                                   | 744          | 671                                                                |                                                      |                                                        |                                              | 42                                                         |       |
| TOTAL FILIALES ET PARTICIPATIONS                                                                   |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       | 72 777       | 71 027                                                             |                                                      | -                                                      | -                                            | 5 551                                                      |       |
| Avances consolidables et créances rattachées                                                       |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 | EUR                                   | 1 885        | 1 885                                                              |                                                      | -                                                      | -                                            | -                                                          |       |
| VALEURS AU BILAN                                                                                   |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       | 74 662       | 72 912                                                             | 0                                                    | 0                                                      | -                                            | -                                                          | 5 551 |

(1) Données de l'exercice 2024.

(2) Il s'agit du chiffre d'affaires pour les filiales autres que les Caisses régionales.

## 6.1 PARTICIPATION ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES

Les titres de participations et parts dans les entreprises liées ont fait l'objet de tests de dépréciation fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité. La détermination de la valeur d'utilité a reposé sur l'actualisation de l'estimation des flux futurs des titres de participation et parts dans les entreprises liées tels qu'ils résultaient de trajectoires d'activité établies sur trois ans (2026-2028) dans le cadre du PMT 2028, extrapolés sur une quatrième et une cinquième année afin de converger vers une année terminale normalisée. Les trajectoires financières projetées se fondent sur un scénario économique tenant notamment compte des anticipations d'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation. En 2025, malgré l'environnement international particulièrement tendu, l'économie mondiale a bien résisté. Aux États-Unis, la croissance a bien résisté en 2025 (2,1%) et devrait légèrement accélérer en 2026 (2,3%) : fondamentaux économiques supposés rester sains, ralentissement du marché du travail sans redressement sensible du taux de chômage, poursuite des investissements dans l'IA à un rythme moins effréné, soutien budgétaire aux entreprises et ménages aisés. En revanche, l'inflation se maintiendrait au-dessus de l'objectif de 2% en 2026. En zone euro, malgré un commerce extérieur mis à mal par les droits de douane, la vigueur de l'euro et la concurrence asiatique, la croissance a accéléré en 2025. En 2026,

la bonne santé des agents privés, les conditions financières encore favorables et une politique budgétaire légèrement expansionniste permettraient d'absorber le choc de confiance lié à la guerre commerciale et à l'incertitude géopolitique. Le scénario retient une croissance alignée sur son rythme potentiel, soutenue par l'accélération de l'investissement. La croissance pourrait ainsi se situer autour de 1,2% en 2026 après 1,4% en 2025. Les taux d'inflation totale et sous-jacente devraient tous deux se situer sous la cible de 2% à la fin de l'année 2026. Sur le front monétaire, le scénario opte pour la « ligne dure » de la Fed et suppose une stabilité du taux des *Fed funds* en 2026 suivie d'un assouplissement en 2027. Dans la zone euro, la résistance anticipée de la croissance devrait inciter la BCE à ne pas assouplir davantage sa politique monétaire en 2026. À la stabilité des taux directeurs prévue en 2026 succéderait un resserrement portant le taux de dépôt à 2,50% en 2027.

Pour les besoins des tests de dépréciation réalisés au 31 décembre 2025, les taux de croissance à l'infini, les taux d'actualisation et les taux d'allocation de fonds propres en proportion des emplois pondérés se répartissent par pôle métier selon le tableau ci-après :

| En 2025 (périmètre intégration globale groupe Crédit Agricole) | Taux de croissance à l'infini | Taux d'actualisation                         | Fonds propres alloués |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------|
| Banque de proximité en France - LCL                            | 2,00 %                        | 7,60 %                                       | 11 % à 12 %           |
| Banque de proximité à l'international - Italie                 | 2,00 %                        | 9,30 %                                       | 14 % à 15 %           |
| Banque de proximité à l'international - Autres                 | 4,00 %                        | 20,20 %                                      | 12 % à 13 %           |
| Services financiers spécialisés                                | 2,00 %                        | 7,6 % à 9,8 %                                | 11 % à 12 %           |
|                                                                |                               |                                              | 11 % à 15 %           |
| Gestion de l'épargne et assurances                             |                               | 80 % de la marge de solvabilité (Assurances) |                       |
| Grandes clientèles                                             | 2,00 %                        | 8,1 % à 9,4 %                                | 11 % à 15 %           |

La détermination des taux d'actualisation se base sur une moyenne mensuelle glissante sur 15 ans. A fin 2025, le niveau des taux d'actualisation est en légère baisse, de l'ordre de 5 à 15 points de base, par rapport à l'exercice de l'année dernière.

Les taux de croissance à l'infini au 31 décembre 2025 restent inchangés par rapport à ceux utilisés au 31 décembre 2024.

## 6.2 VALEUR ESTIMATIVE DES TITRES DE PARTICIPATION ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES

| (en millions d'euros)                                                | 31/12/2025      |                                  | 31/12/2024      |                   |
|----------------------------------------------------------------------|-----------------|----------------------------------|-----------------|-------------------|
|                                                                      | Valeur au bilan | Valeur estimative <sup>(1)</sup> | Valeur au bilan | Valeur estimative |
| <b>PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES</b>                              |                 |                                  |                 |                   |
| Titres non cotés                                                     | 66 320          | 113 323                          | 63 054          | 99 120            |
| Titres cotés                                                         | 4 511           | 11 775                           | 4 511           | 12 197            |
| Avances consolidables                                                | 1 858           | 1 866                            | 1 756           | 1 760             |
| Créances rattachées                                                  | 8               | 8                                | 5               | 5                 |
| Dépréciations                                                        | (1 062)         | -                                | (2 645)         | -                 |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                         | <b>71 635</b>   | <b>126 972</b>                   | <b>66 681</b>   | <b>113 082</b>    |
| <b>TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME</b> |                 |                                  |                 |                   |
| <b>Titres de participation</b>                                       |                 |                                  |                 |                   |
| Titres non cotés                                                     | 1 462           | 1 191                            | 1 357           | 1 022             |
| Titres cotés                                                         | -               | -                                | -               | -                 |
| Avances consolidables                                                | 19              | 19                               | 10              | 10                |
| Créances rattachées                                                  | -               | -                                | -               | -                 |
| Dépréciations                                                        | (688)           | -                                | (689)           | -                 |
| <b>Sous-total titres de participation</b>                            | <b>793</b>      | <b>1 210</b>                     | <b>678</b>      | <b>1 032</b>      |
| <b>Autres titres détenus à long terme</b>                            |                 |                                  |                 |                   |
| Titres non cotés                                                     | 484             | 486                              | 495             | 498               |
| Titres cotés                                                         | -               | -                                | -               | -                 |
| Avances consolidables                                                | -               | -                                | -               | -                 |
| Créances rattachées                                                  | -               | -                                | -               | -                 |
| Dépréciations                                                        | -               | -                                | -               | -                 |
| <b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>                 | <b>484</b>      | <b>486</b>                       | <b>495</b>      | <b>498</b>        |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                         | <b>1 277</b>    | <b>1 696</b>                     | <b>1 173</b>    | <b>1 530</b>      |
| <b>TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION</b>                             | <b>72 912</b>   | <b>128 668</b>                   | <b>67 854</b>   | <b>114 612</b>    |

(1) Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

| (en millions d'euros)       | 31/12/2025      |                   | 31/12/2024      |                   |
|-----------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|-------------------|
|                             | Valeur au bilan | Valeur estimative | Valeur au bilan | Valeur estimative |
| <b>Total valeurs brutes</b> |                 |                   |                 |                   |
| Titres non cotés            | 68 266          |                   | 64 906          |                   |
| Titres cotés                | 4 511           |                   | 4 511           |                   |
| <b>TOTAL</b>                | <b>72 777</b>   |                   | <b>69 417</b>   |                   |

## NOTE 7

## VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

## IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

| (en millions d'euros)                                                    | 01/01/2025    | Augmentations<br>(Acquisitions) | Diminutions<br>(Cessions, échéance) | Autres<br>mouvements <sup>(1)</sup> | 31/12/2025    |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------|
| <b>PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES</b>                                  |               |                                 |                                     |                                     |               |
| Valeurs brutes                                                           | 67 565        | 3 766                           | (500)                               | -                                   | 70 831        |
| Avances consolidables                                                    | 1 756         | 1 151                           | (1 049)                             | -                                   | 1 858         |
| Créances rattachées                                                      | 5             | 3                               | -                                   | -                                   | 8             |
| Dépréciations                                                            | (2 645)       | (8)                             | 1 591                               | -                                   | (1 062)       |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                             | <b>66 681</b> | <b>4 912</b>                    | <b>42</b>                           | <b>-</b>                            | <b>71 635</b> |
| <b>TITRES DE PARTICIPATION<br/>ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME</b> |               |                                 |                                     |                                     |               |
| <b>Titres de participation</b>                                           |               |                                 |                                     |                                     |               |
| Valeurs brutes                                                           | 1 357         | 141                             | (36)                                | -                                   | 1 462         |
| Avances consolidables                                                    | 10            | 10                              | (1)                                 | -                                   | 19            |
| Créances rattachées                                                      | -             | -                               | -                                   | -                                   | -             |
| Dépréciations                                                            | (689)         | -                               | 1                                   | -                                   | (688)         |
| <b>Sous-total titres de participation</b>                                | <b>678</b>    | <b>151</b>                      | <b>(36)</b>                         | <b>-</b>                            | <b>793</b>    |
| <b>Autres titres détenus à long terme</b>                                |               |                                 |                                     |                                     |               |
| Valeurs brutes                                                           | 495           | -                               | (11)                                | -                                   | 484           |
| Avances consolidables                                                    | -             | -                               | -                                   | -                                   | -             |
| Créances rattachées                                                      | -             | -                               | -                                   | -                                   | -             |
| Dépréciations                                                            | -             | -                               | -                                   | -                                   | -             |
| <b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>                     | <b>495</b>    | <b>-</b>                        | <b>(11)</b>                         | <b>-</b>                            | <b>484</b>    |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                             | <b>1 173</b>  | <b>151</b>                      | <b>(47)</b>                         | <b>-</b>                            | <b>1 277</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                                             | <b>67 854</b> | <b>5 063</b>                    | <b>(5)</b>                          | <b>-</b>                            | <b>72 912</b> |

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

| (en millions d'euros)                                             | 01/01/2025 | Augmentations<br>(Acquisitions) | Diminutions<br>(Cessions, échéance) | Autres<br>mouvements <sup>(1)</sup> | 31/12/2025 |
|-------------------------------------------------------------------|------------|---------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|------------|
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                                |            |                                 |                                     |                                     |            |
| Valeurs brutes                                                    | 136        | -                               | -                                   | -                                   | 136        |
| Amortissements et dépréciations                                   | (24)       | -                               | -                                   | -                                   | (24)       |
| <b>Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles</b>   |            |                                 |                                     |                                     |            |
| Valeurs brutes                                                    | -          | -                               | -                                   | -                                   | -          |
| Amortissements et dépréciations                                   | -          | -                               | -                                   | -                                   | -          |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                      | <b>112</b> | <b>-</b>                        | <b>-</b>                            | <b>-</b>                            | <b>112</b> |
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>                              |            |                                 |                                     |                                     |            |
| Valeurs brutes                                                    | 165        | 14                              | -                                   | -                                   | 179        |
| Amortissements et dépréciations                                   | (123)      | (13)                            | -                                   | -                                   | (136)      |
| <b>Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles</b> |            |                                 |                                     |                                     |            |
| Valeurs brutes                                                    | -          | -                               | -                                   | -                                   | -          |
| Amortissements et dépréciations                                   | -          | -                               | -                                   | -                                   | -          |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                      | <b>42</b>  | <b>1</b>                        | <b>-</b>                            | <b>-</b>                            | <b>43</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                                      | <b>154</b> | <b>1</b>                        | <b>-</b>                            | <b>-</b>                            | <b>155</b> |

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

## NOTE 8

## ACTIONS PROPRES

| (en millions d'euros) | 31/12/2025            |                     |                      |         | 31/12/2024 |
|-----------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|---------|------------|
|                       | Titres de Transaction | Titres de Placement | Valeurs immobilisées | Total   | Total      |
| Nombre                | 394 529               | -                   | -                    | 394 529 | 16 247 289 |
| Valeurs comptables    | 7                     | -                   | -                    | 7       | 223        |
| Valeurs de marché     | 7                     | -                   | -                    | 7       | 216        |

Valeur nominale de l'action : 3,00 euros.

## NOTE 9

## COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

| (en millions d'euros)                                                  | 31/12/2025    | 31/12/2024    |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>AUTRES ACTIFS <sup>(1)</sup></b>                                    |               |               |
| Instruments conditionnels achetés                                      | 2             | 3             |
| Comptes de stock et emplois divers                                     | -             | -             |
| Débiteurs divers <sup>(2)</sup>                                        | 14 639        | 12 031        |
| Gestion collective des titres Livret de développement durable          | -             | -             |
| Comptes de règlement                                                   | -             | -             |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                           | <b>14 641</b> | <b>12 034</b> |
| <b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>                                       |               |               |
| Comptes d'encaissement et de transfert                                 | 6 617         | 7 172         |
| Comptes d'ajustement et comptes d'écart                                | 4 429         | 3 954         |
| Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers          | -             | -             |
| Charges constatées d'avance                                            | 1 919         | 1 717         |
| Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme | 4 885         | 5 653         |
| Autres produits à recevoir <sup>(3)</sup>                              | 565           | 562           |
| Charges à répartir                                                     | 547           | 524           |
| Autres comptes de régularisation                                       | 161           | 24            |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                           | <b>19 123</b> | <b>19 606</b> |
| <b>TOTAL</b>                                                           | <b>33 764</b> | <b>31 640</b> |

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 94,16 millions d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de résolution unique au 31 décembre 2025 (94,16 millions d'euros au 31 décembre 2024).

(3) Les produits à recevoir sur créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) sont présentés en déduction des dettes rattachées sur comptes d'épargne à régime spécial au passif du bilan (cf. note 26.2 "Épargne centralisée").

## NOTE 10

## DÉPRÉCIATIONS INSCRITES EN DÉDUCTION DE L'ACTIF

| (en millions d'euros)                       | Solde au<br>01/01/2025 | Dotations  | Reprises<br>et utilisations | Désactualisation | Autres<br>mouvements | Solde au<br>31/12/2025 |
|---------------------------------------------|------------------------|------------|-----------------------------|------------------|----------------------|------------------------|
| Sur opérations interbancaires et assimilées | 34                     | 31         | (35)                        | -                | -                    | 30                     |
| Sur créances clientèle                      | -                      | -          | -                           | -                | -                    | -                      |
| Sur opérations sur titres                   | 75                     | 81         | (112)                       | -                | -                    | 44                     |
| Sur valeurs immobilisées                    | 3 334                  | 8          | (1 591)                     | -                | -                    | 1 751                  |
| Sur autres actifs                           | 161                    | -          | -                           | -                | -                    | 161                    |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>3 604</b>           | <b>120</b> | <b>(1 738)</b>              | <b>-</b>         | <b>-</b>             | <b>1 986</b>           |

## NOTE 11

## DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT – ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

| (en millions d'euros)                         | 31/12/2025    |                    |                   |               |                       |                      | 31/12/2024     |                |
|-----------------------------------------------|---------------|--------------------|-------------------|---------------|-----------------------|----------------------|----------------|----------------|
|                                               | ≤ 3 mois      | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans       | Total en<br>principal | Dettes<br>rattachées | Total          | Total          |
| <b>ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>               |               |                    |                   |               |                       |                      |                |                |
| Comptes et emprunts :                         |               |                    |                   |               |                       |                      |                |                |
| – à vue                                       | 9 227         | -                  | -                 | -             | 9 227                 | 9                    | 9 236          | 10 297         |
| – à terme                                     | 26 424        | 30 924             | 70 971            | 93 843        | 222 162               | 1 501                | 223 663        | 220 412        |
| Valeurs données en pension                    | -             | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -              | -              |
| Titres donnés en pension livrée               | 11 735        | -                  | 5 077             | -             | 16 812                | 17                   | 16 829         | 16 335         |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                        | <b>47 386</b> | <b>30 924</b>      | <b>76 048</b>     | <b>93 843</b> | <b>248 201</b>        | <b>1 527</b>         | <b>249 728</b> | <b>247 044</b> |
| <b>OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE</b> |               |                    |                   |               |                       |                      |                |                |
| Comptes ordinaires                            | 16 214        | -                  | -                 | -             | 16 214                | -                    | 16 214         | 16 881         |
| Comptes et avances à terme                    | 2 500         | 4 855              | 55 767            | 5 595         | 68 717                | 367                  | 69 084         | 71 619         |
| Titres donnés en pension livrée               | -             | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -              | -              |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                        | <b>18 714</b> | <b>4 855</b>       | <b>55 767</b>     | <b>5 595</b>  | <b>84 931</b>         | <b>367</b>           | <b>85 298</b>  | <b>88 500</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>66 100</b> | <b>35 779</b>      | <b>131 815</b>    | <b>99 438</b> | <b>333 132</b>        | <b>1 894</b>         | <b>335 026</b> | <b>335 544</b> |

## NOTE 12

## COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE

12.1 COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE –  
ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

| (en millions d'euros)                               | 31/12/2025     |                    |                   |              |                       |                      |                | 31/12/2024     |
|-----------------------------------------------------|----------------|--------------------|-------------------|--------------|-----------------------|----------------------|----------------|----------------|
|                                                     | ≤ 3 mois       | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans      | Total en<br>principal | Dettes<br>rattachées | Total          | Total          |
| Comptes ordinaires créditeurs                       | -              | -                  | -                 | -            | -                     | -                    | -              | -              |
| Comptes d'épargne à régime spécial <sup>(1)</sup> : | 207 102        | 3 199              | 6 459             | 1 588        | 218 348               | (28)                 | 218 320        | 220 831        |
| – à vue                                             | 142 608        | -                  | -                 | -            | 142 608               | (28)                 | 142 580        | 138 286        |
| – à terme                                           | 64 494         | 3 199              | 6 459             | 1 588        | 75 740                | -                    | 75 740         | 82 545         |
| Autres dettes envers la clientèle :                 | 8 975          | 150                | 3 024             | 5 100        | 17 249                | 86                   | 17 335         | 13 246         |
| – à vue                                             | 7 470          | -                  | -                 | -            | 7 470                 | -                    | 7 470          | 3 244          |
| – à terme                                           | 1 505          | 150                | 3 024             | 5 100        | 9 779                 | 86                   | 9 865          | 10 002         |
| Valeurs données en pension livrée                   | 108            | -                  | 1 280             | -            | 1 388                 | -                    | 1 388          | 115            |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                              | <b>216 185</b> | <b>3 349</b>       | <b>10 763</b>     | <b>6 688</b> | <b>236 985</b>        | <b>58</b>            | <b>237 043</b> | <b>234 192</b> |

(1) Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés sous déduction de la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) (cf. note 26.2 "Épargne centralisée").

12.2 COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE –  
ANALYSE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

| (en millions d'euros)                     | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|-------------------------------------------|----------------|----------------|
| France (y compris DROM-COM)               | 228 228        | 229 872        |
| Autres pays de l'UE                       | 7 066          | 2 524          |
| Autres pays d'Europe                      | 1 691          | 1 739          |
| Amérique du Nord                          | -              | -              |
| Amérique centrale et du Sud               | -              | -              |
| Afrique et Moyen-Orient                   | -              | -              |
| Asie et Océanie (hors Japon)              | -              | -              |
| Japon                                     | -              | -              |
| Non ventilés et organismes internationaux | -              | -              |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b>                 | <b>236 985</b> | <b>234 135</b> |
| Dettes rattachées                         | 58             | 57             |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                    | <b>237 043</b> | <b>234 192</b> |

## 12.3 COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE – ANALYSE PAR AGENTS ÉCONOMIQUES

| (en millions d'euros)     | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|---------------------------|----------------|----------------|
| Particuliers              | 183 326        | 185 344        |
| Agriculteurs              | 12 121         | 12 707         |
| Autres professionnels     | 17 966         | 18 032         |
| Clientèle financière      | 15 987         | 10 645         |
| Entreprises               | 995            | 963            |
| Collectivités publiques   | 1 007          | 1 170          |
| Autres agents économiques | 5 583          | 5 274          |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b> | <b>236 985</b> | <b>234 135</b> |
| Dettes rattachées         | 58             | 57             |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>    | <b>237 043</b> | <b>234 192</b> |

### NOTE 13 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

## 13.1 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE – ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

| (en millions d'euros)                         | 31/12/2025    |                    |                   |               |                       |                      |                | 31/12/2024     |
|-----------------------------------------------|---------------|--------------------|-------------------|---------------|-----------------------|----------------------|----------------|----------------|
|                                               | ≤ 3 mois      | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans       | Total en<br>principal | Dettes<br>rattachées | Total          | Total          |
| Bons de caisse                                | -             | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -              | -              |
| Titres du marché interbancaire                | -             | 278                | 2 713             | 2 452         | 5 443                 | 91                   | 5 534          | 5 189          |
| Titres de créances négociables <sup>(1)</sup> | 11 979        | 15 771             | -                 | 30            | 27 780                | 247                  | 28 027         | 29 221         |
| Emprunts obligataires                         | 1 701         | 10 674             | 46 366            | 33 735        | 92 476                | 1 638                | 94 114         | 90 943         |
| Autres dettes représentées par un titre       | 1 275         | 3 925              | 21 198            | 12 986        | 39 384                | 519                  | 39 903         | 37 128         |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                  | <b>14 955</b> | <b>30 648</b>      | <b>70 277</b>     | <b>49 203</b> | <b>165 083</b>        | <b>2 495</b>         | <b>167 578</b> | <b>162 481</b> |

(1) Dont 9,662 millions d'euros émis à l'étranger au 31 décembre 2025 contre 11,857 millions d'euros au 31 décembre 2024.

## 13.2 EMPRUNTS OBLIGATAIRES (PAR MONNAIE D'ÉMISSION)

|                               | 31/12/2025         |                |               | 31/12/2024    |               |
|-------------------------------|--------------------|----------------|---------------|---------------|---------------|
|                               | Durées résiduelles |                |               | Encours       | Encours       |
| (en milliers d'euros)         | ≤ 1 an             | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans       |               |               |
| <b>Euro</b>                   | <b>10 032</b>      | <b>34 793</b>  | <b>31 205</b> | <b>76 030</b> | <b>72 623</b> |
| Taux fixe                     | 9 683              | 31 825         | 27 245        | 68 753        | 65 762        |
| Taux variable                 | 349                | 2 968          | 3 960         | 7 277         | 6 861         |
| <b>Autres devises de l'UE</b> | -                  | -              | -             | -             | -             |
| Taux fixe                     | -                  | -              | -             | -             | -             |
| Taux variable                 | -                  | -              | -             | -             | -             |
| <b>Dollar</b>                 | <b>1 573</b>       | <b>3 427</b>   | <b>1 318</b>  | <b>6 318</b>  | <b>7 777</b>  |
| Taux fixe                     | 1 148              | 2 806          | 1 318         | 5 272         | 6 717         |
| Taux variable                 | 425                | 621            | -             | 1 046         | 1 060         |
| <b>Yen</b>                    | <b>310</b>         | <b>1 854</b>   | <b>115</b>    | <b>2 279</b>  | <b>2 240</b>  |
| Taux fixe                     | 310                | 1 708          | 115           | 2 133         | 2 240         |
| Taux variable                 | -                  | 146            | -             | 146           | -             |
| <b>Autres devises</b>         | <b>460</b>         | <b>6 292</b>   | <b>1 097</b>  | <b>7 849</b>  | <b>7 053</b>  |
| Taux fixe                     | 460                | 4 896          | 1 097         | 6 453         | 6 095         |
| Taux variable                 | -                  | 1 396          | -             | 1 396         | 958           |
| <b>TOTAL PRINCIPAL</b>        | <b>12 375</b>      | <b>46 366</b>  | <b>33 735</b> | <b>92 476</b> | <b>89 693</b> |
| Taux fixe                     | 11 601             | 41 235         | 29 775        | 82 611        | 80 814        |
| Taux variable                 | 774                | 5 131          | 3 960         | 9 865         | 8 879         |
| Dettes rattachées             | -                  | -              | -             | 1 638         | 1 250         |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>        | <b>12 375</b>      | <b>46 366</b>  | <b>33 735</b> | <b>94 114</b> | <b>90 943</b> |

## NOTE 14 COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

| (en millions d'euros)                                              | 31/12/2025    | 31/12/2024    |
|--------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>AUTRES PASSIFS <sup>(1)</sup></b>                               |               |               |
| Opérations de contrepartie (titres de transaction)                 | -             | -             |
| Dettes représentatives de titres empruntés <sup>(2)</sup>          | -             | -             |
| Instruments conditionnels vendus                                   | -             | -             |
| Comptes de règlement et de négociation                             | -             | -             |
| Créditeurs divers                                                  | 3 106         | 2 512         |
| Versements restant à effectuer sur titres                          | 143           | 23            |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                                             | <b>3 249</b>  | <b>2 535</b>  |
| <b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>                                   |               |               |
| Comptes d'encaissement et de transfert                             | 8 144         | 8 128         |
| Comptes d'ajustement et comptes d'écart                            | 7 185         | 3 563         |
| Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers         | -             | -             |
| Produits constatés d'avance                                        | 2 084         | 1 871         |
| Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme | 4 464         | 5 232         |
| Autres charges à payer                                             | 887           | 1 017         |
| Autres comptes de régularisation                                   | 13            | 63            |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                                             | <b>22 777</b> | <b>19 874</b> |
| <b>TOTAL</b>                                                       | <b>26 026</b> | <b>22 409</b> |

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

(2) Les dettes représentatives de titres empruntés sont présentées sous déduction des titres de transaction empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt reclassé en "titres de transaction prêtés") (cf. note 26.1 "Emprunts de titres").

## NOTE 15 PROVISIONS

| (en millions d'euros)                                              | Solde au<br>01/01/2025 | Dotations  | Reprises<br>utilisées | Reprises<br>non utilisées | Autres<br>mouvements | Solde au<br>31/12/2025 |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------|------------|-----------------------|---------------------------|----------------------|------------------------|
| Provisions pour engagements de retraite et assimilés               | 215                    | 5          | -                     | -                         | 17                   | 237                    |
| Provisions pour autres engagements sociaux                         | 4                      | 3          | -                     | -                         | -                    | 7                      |
| Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature  | 5                      | 4          | -                     | (1)                       | -                    | 8                      |
| Provisions pour litiges fiscaux <sup>(1)</sup>                     | 14                     | 1          | -                     | (9)                       | -                    | 6                      |
| Provisions pour autres litiges                                     | 54                     | -          | -                     | -                         | (53)                 | 1                      |
| Provisions pour risques pays                                       | -                      | -          | -                     | -                         | -                    | -                      |
| Provisions pour risques de crédit <sup>(2)</sup>                   | 47                     | 15         | -                     | (57)                      | -                    | 5                      |
| Provisions pour restructurations                                   | -                      | -          | -                     | -                         | -                    | -                      |
| Provisions pour impôts <sup>(3)</sup>                              | 736                    | 190        | -                     | (3)                       | -                    | 923                    |
| Provisions sur participations                                      | -                      | -          | -                     | -                         | -                    | -                      |
| Provisions pour risques opérationnels                              | -                      | -          | -                     | -                         | -                    | -                      |
| Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement | 19                     | 29         | -                     | (8)                       | -                    | 40                     |
| Autres provisions <sup>(4)</sup>                                   | 283                    | 168        | (4)                   | (273)                     | 52                   | 226                    |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                                             | <b>1 377</b>           | <b>415</b> | <b>(4)</b>            | <b>(351)</b>              | <b>16</b>            | <b>1 453</b>           |

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.

(3) Comprend notamment les impôts dus aux filiales dans le cadre de l'intégration fiscale.

(4) Y compris les provisions pour risques sur GIE d'investissement.

### ENQUÊTES, DEMANDES D'INFORMATIONS ET PROCÉDURES CONTENTIEUSES

Dans le cadre habituel de ses activités, Crédit Agricole S.A. fait régulièrement l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger. Les provisions comptabilisées reflètent la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

#### Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008. Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (Deferred Prosecution Agreements) avec l'US Attorney Office du District de Columbia (USAO) et le District Attorney de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, Crédit Agricole CIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

#### Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (London Interbank Offered Rates) sur plusieurs devises, du taux Euribor (Euro Interbank Offered Rate) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (Department of Justice) et la CFTC (Commodity Future Trading Commission) – avec lesquelles elles ont été en discussion. Depuis, ces autorités ne se sont plus manifestées auprès de Crédit Agricole S.A. ou de Crédit Agricole CIB.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor, autorité qui ne s'est pas manifestée depuis lors auprès de Crédit Agricole CIB. À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor. Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros.

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne. Le 20 décembre 2023, le Tribunal de l'Union européenne a rendu sa décision, laquelle réduit à 110 millions d'euros l'amende infligée à Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, en les exonérant de certaines pratiques alléguées, mais rejette la plupart des moyens d'annulation invoqués. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont déposé un pourvoi contre cette décision devant la Cour de Justice de l'Union européenne le 19 mars 2024. La Commission européenne a également déposé un pourvoi sollicitant l'annulation de l'arrêt du Tribunal de l'Union Européenne.

O'Sullivan and Tavera

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« O' Sullivan I »).

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« O'Sullivan II »).

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« Tavera »). Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du US Anti-Terrorism Act et du Justice Against Sponsors of Terrorism Act et réclament des dommages-intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Dans l'affaire O'Sullivan I, le tribunal a rejeté la plainte le 28 mars 2019, a rejeté la requête des demandeurs visant à modifier leur plainte le 25 février 2020 et a rejeté la requête des demandeurs visant à obtenir un jugement définitif afin de permettre aux demandeurs de faire appel le 29 juin 2021.

Le 9 novembre 2023, le tribunal a suspendu la procédure dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans trois affaires relatives à l'US Anti-Terrorism Act auxquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ne sont pas parties -l'affaire Freeman c. HSBC Holdings, PLC, no 14-cv-6601 (E.D.N.Y.) («Freeman I»), Freeman c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7359 (E.D.N.Y) («Freeman II») et Stephens c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7439 (E.D.N.Y).

Le 6 avril 2020, l'affaire O'Sullivan II a été suspendue en attendant la résolution de l'affaire O'Sullivan I, suspension qui a été prolongée le 20 décembre 2023. L'affaire Tavera a également été suspendue depuis le 19 février 2019.

Le 8 novembre 2023, la suspension a été prolongée dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans les affaires Freeman I, Freeman II et Stephens. La suspension a été de nouveau prolongée le 21 octobre 2025.

NOTE 16 ÉPARGNE LOGEMENT

ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT SUR LA PHASE D'ÉPARGNE

| (en millions d'euros)                                          | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|----------------------------------------------------------------|------------|------------|
| PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT                                       |            |            |
| Ancienneté de moins de 4 ans                                   | 6 570      | 9 418      |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans              | 5 113      | 33 310     |
| Ancienneté de plus de 10 ans                                   | 58 293     | 33 696     |
| TOTAL PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT                                 | 69 976     | 76 424     |
| TOTAL COMPTES ÉPARGNE-LOGEMENT                                 | 12 572     | 12 628     |
| TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT | 82 548     | 89 052     |

Les encours de collecte, hors prime de l'État, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2025 pour les données au 31 décembre 2025 et à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024.

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

ENCOURS DE CRÉDITS OCTROYÉS AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT

| (en millions d'euros)                                                   | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|-------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| Plans d'épargne-logement                                                | -          | -          |
| Comptes épargne-logement                                                | -          | -          |
| TOTAL ENCOURS DE CRÉDIT OCTROYÉS AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT | -          | -          |

## PROVISION AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT

(en millions d'euros)

|                                                               | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---------------------------------------------------------------|------------|------------|
| <b>PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT</b>                               |            |            |
| Ancienneté de moins de 4 ans                                  |            | -          |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans             |            | -          |
| Ancienneté de plus de 10 ans                                  | 37         | 19         |
| <b>TOTAL PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT</b>                         | <b>37</b>  | <b>19</b>  |
| <b>TOTAL COMPTES ÉPARGNE-LOGEMENT</b>                         | <b>3</b>   | <b>1</b>   |
| <b>TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT</b> | <b>40</b>  | <b>20</b>  |

La provision épargne logement comprend trois composantes :

- la composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés ;
- la composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées ;
- la composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, Crédit Agricole S.A. avait décidé de figer le niveau de la provision épargne logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant comptes d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénario).

## NOTE 17

## ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI, RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

### VARIATIONS DE LA DETTE ACTUARIELLE

(en millions d'euros)

|                                                     | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|-----------------------------------------------------|------------|------------|
| <b>DETTE ACTUARIELLE À L'OUVERTURE</b>              | <b>213</b> | <b>223</b> |
| Coût des services rendus sur l'exercice             | 8          | 8          |
| Coût financier                                      | 6          | 7          |
| Cotisations employés                                | -          | -          |
| Modifications, réductions et liquidations de régime | -          | -          |
| Variation de périmètre                              | 4          | -          |
| Indemnités de cessation d'activité                  | -          | -          |
| Prestations versées (obligatoire)                   | (10)       | (21)       |
| (Gains)/Pertes actuariels                           | 12         | (4)        |
| Autres mouvements                                   | -          | -          |
| <b>DETTE ACTUARIELLE À LA CLÔTURE</b>               | <b>233</b> | <b>213</b> |

## DÉTAIL DE LA CHARGE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT

| (en millions d'euros)                                     | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|-----------------------------------------------------------|------------|------------|
| Coût des services rendus                                  | 8          | 8          |
| Coût financier                                            | 6          | 6          |
| Rendement attendu des actifs                              | (6)        | (5)        |
| Coût des services passés                                  | -          | -          |
| (Gains)/Pertes actuariels net                             | -          | (6)        |
| (Gains)/Pertes sur réductions et liquidations de régimes  | -          | -          |
| (Gains)/Pertes du(e)s au changement de limitation d'actif | -          | -          |
| <b>CHARGE NETTE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT</b>   | <b>8</b>   | <b>3</b>   |

## VARIATIONS DE JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES

| (en millions d'euros)                                               | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| <b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS/DROITS À REMBOURSEMENT À L'OUVERTURE</b> | <b>187</b> | <b>200</b> |
| Rendement attendu des actifs                                        | 6          | 6          |
| Gains/(Pertes) actuariels                                           | 1          | 2          |
| Cotisations payées par l'employeur                                  | 18         | -          |
| Cotisations payées par les employés                                 | -          | -          |
| Modifications, réductions et liquidations de régime                 | -          | -          |
| Variation de périmètre                                              | 4          | -          |
| Indemnités de cessation d'activité                                  | -          | -          |
| Prestations payées par le fonds                                     | (9)        | (21)       |
| Autres mouvements                                                   | -          | -          |
| <b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS/DROITS À REMBOURSEMENT À LA CLÔTURE</b>  | <b>207</b> | <b>187</b> |

## VARIATIONS DE LA PROVISION

| (en millions d'euros)                              | 31/12/2025   | 31/12/2024   |
|----------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>DETTE ACTUARIELLE À LA CLÔTURE</b>              | <b>(233)</b> | <b>(213)</b> |
| Impact de la limitation d'actifs                   | -            | -            |
| Juste valeur des actifs fin de période             | 207          | 187          |
| <b>POSITION NETTE (PASSIF)/ACTIFS À LA CLÔTURE</b> | <b>(26)</b>  | <b>(26)</b>  |

### Rendement des actifs des régimes

Le rendement effectif des actifs des régimes est de 3.27 % en 2025.

### Hypothèses actuarielles utilisées

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 4,11 % sur les IFC et de 1,07 % sur les retraites article 39 ;
- une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 4,40 % sur les IFC et 1,11 % sur les retraites article 39.

## NOTE 18

## DETTES SUBORDONNÉES : ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

|                                                                | 31/12/2025 |                    |                   |               |                       |                      | 31/12/2024    |               |
|----------------------------------------------------------------|------------|--------------------|-------------------|---------------|-----------------------|----------------------|---------------|---------------|
|                                                                | ≤ 3 mois   | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans       | Total en<br>principal | Dettes<br>rattachées | Total         | Total         |
| (en millions d'euros)                                          |            |                    |                   |               |                       |                      |               |               |
| <b>DETTES SUBORDONNÉES À TERME</b>                             | <b>618</b> | <b>3 901</b>       | <b>12 387</b>     | <b>4 344</b>  | <b>21 250</b>         | <b>320</b>           | <b>21 570</b> | <b>25 049</b> |
| Euro                                                           | 618        | 3 031              | 5 560             | 1 213         | 10 422                | 155                  | 10 577        | 13 933        |
| Autres devises de l'Union européenne                           | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| Franc suisse                                                   | -          | -                  | 269               | -             | 269                   | 3                    | 272           | 128           |
| Dollar                                                         | -          | -                  | 2 126             | 2 551         | 4 677                 | 91                   | 4 768         | 6 864         |
| Yen                                                            | -          | 82                 | 764               | 41            | 887                   | 4                    | 891           | 934           |
| Autres devises                                                 | -          | 788                | 3 668             | 539           | 4 995                 | 67                   | 5 062         | 3 190         |
| <b>Titres et emprunts participatifs</b>                        | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| <b>Autres emprunts subordonnés à terme</b>                     | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| <b>DETTES SUBORDONNÉES À DURÉE INDÉTERMINÉE <sup>(1)</sup></b> | <b>-</b>   | <b>-</b>           | <b>-</b>          | <b>8 038</b>  | <b>8 038</b>          | <b>11</b>            | <b>8 049</b>  | <b>7 477</b>  |
| Euro                                                           | -          | -                  | -                 | 4 750         | 4 750                 | 7                    | 4 757         | 3 255         |
| Autres devises de l'Union européenne                           | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| Franc suisse                                                   | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| Dollar                                                         | -          | -                  | -                 | 3 189         | 3 189                 | 4                    | 3 193         | 3 618         |
| Yen                                                            | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| Autres devises                                                 | -          | -                  | -                 | 99            | 99                    | -                    | 99            | 604           |
| <b>Placement des fonds propres des Caisses locales</b>         | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| <b>Dépôts de garantie à caractère mutuel</b>                   | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                                         | <b>618</b> | <b>3 901</b>       | <b>12 387</b>     | <b>12 382</b> | <b>29 288</b>         | <b>331</b>           | <b>29 619</b> | <b>32 526</b> |

(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 1 355 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 1 309 millions d'euros au 31 décembre 2024.

## NOTE 19

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (AVANT RÉPARTITION)

### VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

| (en millions d'euros)                             | Capitaux propres |                |                    |                                             |                                |                                                         |              | Total des capitaux propres |
|---------------------------------------------------|------------------|----------------|--------------------|---------------------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------|----------------------------|
|                                                   | Capital          | Réserve légale | Réserve statutaire | Primes, autres réserves et report à nouveau | Écarts conversion/réévaluation | Provisions réglementées et subventions d'investissement | Résultat     |                            |
| <b>SOLDE AU 31/12/2023</b>                        | <b>9 158</b>     | <b>934</b>     | <b>341</b>         | <b>42 648</b>                               |                                | <b>5</b>                                                | <b>3 106</b> | <b>56 192</b>              |
| Dividendes versés au titre de 2023                | -                | -              | -                  | (3 177)                                     | -                              | -                                                       | -            | (3 177)                    |
| Variation de capital                              | (35)             | -              | -                  | -                                           | -                              | -                                                       | -            | (35)                       |
| Variation des primes et réserves                  | -                | -              | -                  | (119)                                       | -                              | -                                                       | -            | (119)                      |
| Affectation du résultat social 2023               | -                | -              | -                  | 3 106                                       | -                              | -                                                       | (3 106)      | -                          |
| Report à nouveau                                  | -                | -              | -                  | -                                           | -                              | -                                                       | -            | -                          |
| Résultat de l'exercice 2024                       | -                | -              | -                  | -                                           | -                              | -                                                       | 3 473        | 3 473                      |
| Autres variations                                 | -                | -              | -                  | (1)                                         | -                              | (3)                                                     | -            | (4)                        |
| <b>SOLDE AU 31/12/2024</b>                        | <b>9 123</b>     | <b>934</b>     | <b>341</b>         | <b>42 457</b>                               |                                | <b>2</b>                                                | <b>3 473</b> | <b>56 330</b>              |
| Dividendes versés au titre de 2024 <sup>(1)</sup> | -                | -              | -                  | (3 328)                                     | -                              | -                                                       | -            | (3 328)                    |
| Variation de capital <sup>(2)</sup>               | (45)             | -              | -                  | -                                           | -                              | -                                                       | -            | (45)                       |
| Variation des primes et réserves                  | -                | -              | -                  | (244)                                       | -                              | -                                                       | -            | (244)                      |
| Affectation du résultat social 2024               | -                | -              | -                  | 3 473                                       | -                              | -                                                       | (3 473)      | -                          |
| Report à nouveau                                  | -                | -              | -                  | -                                           | -                              | -                                                       | -            | -                          |
| Résultat de l'exercice 2025                       | -                | -              | -                  | -                                           | -                              | -                                                       | 6 207        | 6 207                      |
| Autres variations                                 | -                | -              | -                  | -                                           | -                              | (2)                                                     | -            | (2)                        |
| <b>SOLDE AU 31/12/2025</b>                        | <b>9 078</b>     | <b>934</b>     | <b>341</b>         | <b>42 358</b>                               | <b>-</b>                       | <b>-</b>                                                | <b>6 207</b> | <b>58 918</b>              |

(1) Le montant des dividendes distribués par Crédit Agricole S.A. s'élève à - 3 328 millions d'euros après neutralisation des dividendes pour actions propres pour 1 million d'euros.

(2) Réduction de capital de 45 millions en date du 13 janvier 2025, augmentation de capital de 68 millions d'euros réservée aux salariés en date du 28 août 2025 et réduction de capital de 68 millions d'euros en date du 13 novembre 2025.

## NOTE 20

## COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES

| (en millions d'euros)                 | 31/12/2025    | 31/12/2024    |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Capitaux propres hors FRBG            | 58 918        | 56 330        |
| Fonds pour risques bancaires généraux | 1 625         | 1 539         |
| <b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>     | <b>60 543</b> | <b>57 869</b> |

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 29 619 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 32 526 millions d'euros au 31 décembre 2024.

## NOTE 21

## OPÉRATIONS EFFECTUÉES AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS

| (en millions d'euros)                                           | Opérations avec les entreprises liées et les participations |                     |
|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|---------------------|
|                                                                 | Solde au 31/12/2025                                         | Solde au 31/12/2024 |
| <b>CRÉANCES</b>                                                 | <b>662 543</b>                                              | <b>662 295</b>      |
| Sur les établissements de crédit et institutions financières    | 560 238                                                     | 559 416             |
| Sur la clientèle                                                | 3 390                                                       | 3 511               |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                      | 98 915                                                      | 99 368              |
| <b>DETTES</b>                                                   | <b>317 445</b>                                              | <b>316 925</b>      |
| Sur les établissements de crédits et institutions financières   | 309 226                                                     | 309 748             |
| Sur la clientèle                                                | 8 219                                                       | 7 177               |
| Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées         | -                                                           | -                   |
| <b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>                                       | <b>27 164</b>                                               | <b>25 558</b>       |
| Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit | 2 323                                                       | 1 910               |
| Engagements de financement en faveur de la clientèle            | -                                                           | -                   |
| Garanties données à des établissements de crédit                | 13 043                                                      | 12 270              |
| Garanties données à la clientèle                                | 11 798                                                      | 11 378              |
| Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise                | -                                                           | -                   |
| Autres engagements donnés                                       | -                                                           | -                   |

## NOTE 22

## OPÉRATIONS EFFECTUÉES EN DEVISES

### CONTRIBUTIONS PAR DEVISE AU BILAN

| (en millions d'euros)                                    | 31/12/2025     |                | 31/12/2024     |                |
|----------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                                                          | Actif          | Passif         | Actif          | Passif         |
| Euro                                                     | 811 382        | 766 740        | 799 983        | 760 686        |
| Autres devises de l'Union européenne                     | 2 293          | 312            | 2 252          | 164            |
| Franc suisse                                             | 6 629          | 6 064          | 6 884          | 6 250          |
| Dollar                                                   | 14 414         | 36 724         | 14 907         | 36 349         |
| Yen                                                      | 593            | 5 435          | 1 002          | 6 532          |
| Autres devises                                           | 2 004          | 14 335         | 2 298          | 12 084         |
| <b>VALEUR BRUTE</b>                                      | <b>837 315</b> | <b>829 610</b> | <b>827 326</b> | <b>822 065</b> |
| Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation | 21 961         | 27 680         | 22 690         | 24 346         |
| Dépréciations                                            | (1 986)        | -              | (3 605)        | -              |
| <b>TOTAL</b>                                             | <b>857 290</b> | <b>857 290</b> | <b>846 411</b> | <b>846 411</b> |

## NOTE 23

## OPÉRATIONS DE CHANGE, PRÊTS ET EMPRUNTS EN DEVISES

| (en millions d'euros)                   | 31/12/2025    |               | 31/12/2024    |               |
|-----------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                                         | À recevoir    | À livrer      | À recevoir    | À livrer      |
| <b>Opérations de change au comptant</b> | <b>100</b>    | <b>100</b>    | <b>239</b>    | <b>239</b>    |
| - Devises                               | 16            | 84            | -             | 239           |
| - Euros                                 | 84            | 16            | 239           | -             |
| <b>Opérations de change à terme</b>     | <b>52 220</b> | <b>55 098</b> | <b>48 120</b> | <b>47 881</b> |
| - Devises                               | 46 202        | 6 312         | 42 915        | 5 519         |
| - Euros                                 | 6 018         | 48 786        | 5 205         | 42 362        |
| <b>Prêts et emprunts en devises</b>     | <b>37</b>     | <b>26</b>     | <b>3</b>      | <b>5</b>      |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>52 357</b> | <b>55 224</b> | <b>48 362</b> | <b>48 125</b> |

## NOTE 24

## OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

|                                                            | 31/12/2025               |                                     |                | 31/12/2024       |
|------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|----------------|------------------|
|                                                            | Opérations de couverture | Opérations autres que de couverture | Total          | Total            |
| (en millions d'euros)                                      |                          |                                     |                |                  |
| <b>OPÉRATIONS FERMES</b>                                   | <b>641 364</b>           | <b>348 784</b>                      | <b>990 148</b> | <b>1 055 281</b> |
| <b>Opérations sur marchés organisés <sup>(1)</sup></b>     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Contrats à terme de taux d'intérêt                         | -                        | -                                   | -              | -                |
| Contrats à terme de change                                 | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers | -                        | -                                   | -              | -                |
| Autres contrats à terme                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| <b>Opérations de gré à gré <sup>(1)</sup></b>              | <b>641 364</b>           | <b>348 784</b>                      | <b>990 148</b> | <b>1 055 281</b> |
| Swaps de taux d'intérêt                                    | 634 257                  | 346 332                             | 980 589        | 1 048 029        |
| Autres contrats à terme de taux d'intérêt                  | -                        | -                                   | -              | -                |
| Contrats à terme de change                                 | 961                      | 2 422                               | 3 383          | 2 903            |
| F.R.A.                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers | 6 146                    | 30                                  | 6 176          | 4 349            |
| Autres contrats à terme                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| <b>OPÉRATIONS CONDITIONNELLES</b>                          | <b>335</b>               | <b>-</b>                            | <b>335</b>     | <b>335</b>       |
| <b>Opérations sur marchés organisés</b>                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments de taux d'intérêt à terme                      |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments sur action et indices boursiers à terme        |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments de taux de change à terme                      |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Autres instruments à terme conditionnels                   |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| <b>Opérations de gré à gré</b>                             | <b>335</b>               | <b>-</b>                            | <b>335</b>     | <b>335</b>       |
| Options de swaps de taux                                   |                          |                                     |                |                  |
| Achetées                                                   | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendues                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments de taux d'intérêts à terme                     |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | 335                      | -                                   | 335            | 335              |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments de taux de change à terme                      |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments sur actions et indices boursiers à terme       |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Autres instruments à terme conditionnels                   |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| <b>DÉRIVÉS DE CRÉDIT</b>                                   | <b>-</b>                 | <b>-</b>                            | <b>-</b>       | <b>-</b>         |
| Contrats de dérivés de crédit                              |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| <b>TOTAL</b>                                               | <b>641 699</b>           | <b>348 784</b>                      | <b>990 483</b> | <b>1 055 616</b> |

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

## 24.1 OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME : ENCOURS NOTIONNELS PAR DURÉE RÉSIDUELLE

|                                                           | Total 31/12/2025 |                   |                | Dont opérations effectuées de gré à gré |                   |                | Dont opérations sur marchés organisés et assimilés |                   |         |
|-----------------------------------------------------------|------------------|-------------------|----------------|-----------------------------------------|-------------------|----------------|----------------------------------------------------|-------------------|---------|
|                                                           | ≤ 1 an           | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans        | ≤ 1 an                                  | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans        | ≤ 1 an                                             | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans |
| (en millions d'euros)                                     |                  |                   |                |                                         |                   |                |                                                    |                   |         |
| Futures                                                   | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Options de change                                         | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Options de taux                                           | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés         | 3 383            | -                 | -              | 3 383                                   | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| F.R.A.                                                    | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Swaps de taux d'intérêt                                   | 483 805          | 233 798           | 262 986        | 483 805                                 | 233 798           | 262 986        | -                                                  | -                 | -       |
| Caps, floors, collars                                     | 50               | 285               | -              | 50                                      | 285               | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Forward taux                                              | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations fermes sur actions et indices                  | 151              | 2 295             | 3 730          | 151                                     | 2 295             | 3 730          | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices         | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Dérivés de crédit                                         | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                         | <b>487 389</b>   | <b>236 378</b>    | <b>266 716</b> | <b>487 389</b>                          | <b>236 378</b>    | <b>266 716</b> | -                                                  | -                 | -       |
| Swaps de devises                                          | 13 629           | 52 528            | 17 102         | 13 629                                  | 52 528            | 17 102         | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations de change à terme                              | 24 059           | -                 | -              | 24 059                                  | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                         | <b>37 688</b>    | <b>52 528</b>     | <b>17 102</b>  | <b>37 688</b>                           | <b>52 528</b>     | <b>17 102</b>  | -                                                  | -                 | -       |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>525 077</b>   | <b>288 906</b>    | <b>283 818</b> | <b>525 077</b>                          | <b>288 906</b>    | <b>283 818</b> | -                                                  | -                 | -       |

|                                                           | Total 31/12/2024 |                   |                | Dont opérations effectuées de gré à gré |                   |                | Dont opérations sur marchés organisés et assimilés |                   |         |
|-----------------------------------------------------------|------------------|-------------------|----------------|-----------------------------------------|-------------------|----------------|----------------------------------------------------|-------------------|---------|
|                                                           | ≤ 1 an           | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans        | ≤ 1 an                                  | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans        | ≤ 1 an                                             | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans |
| (en millions d'euros)                                     |                  |                   |                |                                         |                   |                |                                                    |                   |         |
| Futures                                                   | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Options de change                                         | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Options de taux                                           | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés         | 2 903            | -                 | -              | 2 903                                   | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| F.R.A.                                                    | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Swaps de taux d'intérêt                                   | 554 247          | 245 192           | 248 590        | 554 247                                 | 245 192           | 248 590        | -                                                  | -                 | -       |
| Caps, floors, collars                                     | -                | 210               | 125            | -                                       | 210               | 125            | -                                                  | -                 | -       |
| Forward taux                                              | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations fermes sur actions et indices                  | 222              | 1 021             | 3 106          | 222                                     | 1 021             | 3 106          | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices         | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Dérivés de crédit                                         | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                         | <b>557 372</b>   | <b>246 423</b>    | <b>251 821</b> | <b>557 372</b>                          | <b>246 423</b>    | <b>251 821</b> | -                                                  | -                 | -       |
| Swaps de devises                                          | 3 596            | 56 521            | 11 288         | 3 596                                   | 56 521            | 11 288         | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations de change à terme                              | 24 417           | 177               | -              | 24 417                                  | 177               | -              | -                                                  | -                 | -       |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                         | <b>28 013</b>    | <b>56 698</b>     | <b>11 288</b>  | <b>28 013</b>                           | <b>56 698</b>     | <b>11 288</b>  | -                                                  | -                 | -       |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>585 385</b>   | <b>303 121</b>    | <b>263 109</b> | <b>585 385</b>                          | <b>303 121</b>    | <b>263 109</b> | -                                                  | -                 | -       |

## 24.2 INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME : JUSTE VALEUR

| (en millions d'euros)                                     | Juste valeur positive au 31/12/2025 | Juste valeur négative au 31/12/2025 | Encours notionnel au 31/12/2025 | Juste valeur positive au 31/12/2024 | Juste valeur négative au 31/12/2024 | Encours notionnel au 31/12/2024 |
|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|
| Futures                                                   | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| Options de change                                         | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| Options de taux                                           | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés         | -                                   | -                                   | 3 383                           | -                                   | -                                   | 2 903                           |
| F.R.A.                                                    | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| Swaps de taux d'intérêt                                   | 10 468                              | 18 225                              | 980 589                         | 12 011                              | 20 662                              | 1 048 029                       |
| Caps, floors, collars                                     | 17                                  | 4                                   | 335                             | 22                                  | 3                                   | 335                             |
| Forward taux                                              | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| Opérations fermes sur actions et indices                  | -                                   | -                                   | 6 176                           | -                                   | -                                   | 4 349                           |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices         | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | 216                                 | 13                                  | -                               | 38                                  | -                                   | -                               |
| Dérivés de crédit                                         | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                         | <b>10 701</b>                       | <b>18 242</b>                       | <b>990 483</b>                  | <b>12 071</b>                       | <b>20 665</b>                       | <b>1 055 616</b>                |
| Swaps de devises                                          | 34                                  | 31                                  | 83 259                          | 54                                  | 48                                  | 71 405                          |
| Opérations de change à terme                              | 115                                 | 168                                 | 24 059                          | 277                                 | 119                                 | 24 594                          |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                         | <b>149</b>                          | <b>199</b>                          | <b>107 318</b>                  | <b>331</b>                          | <b>167</b>                          | <b>95 999</b>                   |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>10 850</b>                       | <b>18 441</b>                       | <b>1 097 801</b>                | <b>12 402</b>                       | <b>20 832</b>                       | <b>1 151 615</b>                |

## 24.3 INFORMATION SUR LES SWAPS

### VENTILATION DES SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT

| (en millions d'euros) | Position ouverte isolée | Micro-couverture | Macro-couverture | Portefeuille de transaction |
|-----------------------|-------------------------|------------------|------------------|-----------------------------|
| Swaps de taux         | 346 332                 | 264 398          | 369 859          | -                           |
| Contrats assimilés    | -                       | -                | -                | -                           |

## NOTE 25 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

| (en millions d'euros)                              | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|----------------------------------------------------|----------------|----------------|
| <b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>                          |                |                |
| <b>Engagements de financement</b>                  | <b>2 324</b>   | <b>1 990</b>   |
| Engagements en faveur d'établissements de crédit   | 2 324          | 1 910          |
| Engagements en faveur de la clientèle              | -              | 80             |
| <b>Engagements de garantie</b>                     | <b>25 383</b>  | <b>24 214</b>  |
| Engagements d'ordre d'établissement de crédit      | 13 204         | 12 439         |
| Engagements d'ordre de la clientèle                | 12 179         | 11 775         |
| <b>Engagements sur titres</b>                      | <b>2 000</b>   | <b>2 846</b>   |
| Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise | -              | -              |
| Autres engagements à donner                        | 2 000          | 2 846          |
| <b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>                           |                |                |
| <b>Engagements de financement</b>                  | <b>112 221</b> | <b>115 758</b> |
| Engagements reçus d'établissements de crédit       | 112 221        | 115 758        |
| Engagements reçus de la clientèle                  | -              | -              |
| <b>Engagements de garantie</b>                     | <b>1 620</b>   | <b>1 626</b>   |
| Engagements reçus d'établissements de crédit       | 1 618          | 1 599          |
| Engagements reçus de la clientèle                  | 2              | 27             |
| <b>Engagements sur titres</b>                      | <b>230</b>     | <b>330</b>     |
| Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise | -              | -              |
| Autres engagements reçus                           | 230            | 330            |

## NOTE 26 COMPENSATION DES EMPRUNTS DE TITRES ET DE L'ÉPARGNE CENTRALISÉE

### 26.1 EMPRUNTS DE TITRES

| (en millions d'euros)                        | 31/12/2025                                                     |                                              |                                                                            | 31/12/2024                                                     |                                              |                                                                            |
|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
|                                              | Dettes brutes<br>représentatives de<br>titres empruntés<br>(a) | Titres de<br>transaction<br>empruntés<br>(b) | Dettes nettes<br>représentatives de<br>titres empruntés<br>(c) = (a) - (b) | Dettes brutes<br>représentatives de<br>titres empruntés<br>(a) | Titres de<br>transaction<br>empruntés<br>(b) | Dettes nettes<br>représentatives de<br>titres empruntés<br>(c) = (a) - (b) |
| Effets publics et valeurs assimilées :       |                                                                |                                              |                                                                            |                                                                |                                              |                                                                            |
| - dont titres prêtés                         |                                                                |                                              |                                                                            |                                                                |                                              |                                                                            |
| Obligations et autres titres à revenu fixe : | 2 249                                                          | 2 249                                        |                                                                            |                                                                |                                              |                                                                            |
| - dont titres prêtés                         |                                                                |                                              |                                                                            |                                                                |                                              |                                                                            |
| Actions et autres titres à revenu variable : |                                                                |                                              |                                                                            |                                                                |                                              |                                                                            |
| - dont titres prêtés                         |                                                                |                                              |                                                                            |                                                                |                                              |                                                                            |

### 26.2 ÉPARGNE CENTRALISÉE

| (en millions d'euros)                                                                     | 31/12/2025    | 31/12/2024    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Dépôts collectés au titre des comptes d'épargne à régime spécial                          | 166 471       | 161 301       |
| Créances sur fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations                     | 94 401        | 90 392        |
| <b>MONTANTS DE DÉPÔTS EFFECTUÉS PAR LA CLIENTÈLE NETS DE CRÉANCES SUR FONDS D'ÉPARGNE</b> | <b>72 070</b> | <b>70 909</b> |

## NOTE 27 PRODUITS NETS D'INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS

| (en millions d'euros)                                                         | 31/12/2025      | 31/12/2024      |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
| Sur opérations avec les établissements de crédit                              | 8 897           | 11 340          |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole                                    | 11 254          | 13 383          |
| Sur opérations avec la clientèle                                              | 206             | 210             |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe                                | 5 721           | 6 176           |
| Produit net sur opérations de macro-couverture                                | -               | -               |
| Sur dettes représentées par un titre                                          | 6 079           | 5 431           |
| Autres intérêts et produits assimilés                                         | 281             | 27              |
| <b>INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS</b>                                         | <b>32 438</b>   | <b>36 567</b>   |
| Sur opérations avec les établissements de crédit                              | (7 704)         | (9 425)         |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole                                    | (3 081)         | (3 583)         |
| Sur opérations avec la clientèle                                              | (7 698)         | (8 949)         |
| Charge nette sur opérations de macro-couverture                               | (966)           | (574)           |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe                                | (1 180)         | (902)           |
| Sur dettes représentées par un titre                                          | (12 157)        | (14 100)        |
| Autres intérêts et charges assimilées                                         | -               | -               |
| <b>INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES</b>                                         | <b>(32 786)</b> | <b>(37 533)</b> |
| <b>TOTAL PRODUITS NETS D'INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS <sup>(1) (2)</sup></b> | <b>(348)</b>    | <b>(966)</b>    |

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2025 est de 1 355 millions d'euros contre 1 309 millions d'euros au 31 décembre 2024.

(2) Au 31 décembre 2024, un produit de 1 396 millions d'euros et une charge de 801 millions d'euros auraient dû être classés respectivement en "Intérêts et produits assimilés" et en "Intérêts et charges assimilées". Ceux-ci ont été enregistrés en produits et charges de commissions (Cf. note 35 des présents comptes annuels). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

## NOTE 28 REVENUS DES TITRES À REVENUS VARIABLES

| (en millions d'euros)                                                                           | 31/12/2025   | 31/12/2024   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme | 5 626        | 4 346        |
| Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille                                     | -            | -            |
| Opérations diverses sur titres                                                                  | -            | -            |
| <b>TOTAL DES REVENUS DES TITRES À REVENUS VARIABLES</b>                                         | <b>5 626</b> | <b>4 346</b> |

## NOTE 29 PRODUIT NET DES COMMISSIONS

| (en millions d'euros)                                                                | 31/12/2025 |              |           | 31/12/2024   |              |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------|-----------|--------------|--------------|------------|
|                                                                                      | Produits   | Charges      | Net       | Produits     | Charges      | Net        |
| Sur opérations avec les établissements de crédit                                     | 3          | (34)         | (31)      | 274          | (36)         | 238        |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole                                           | 102        | (27)         | 75        | 1 255        | (847)        | 408        |
| Sur opérations avec la clientèle                                                     | -          | (1)          | (1)       | -            | -            | -          |
| Sur opérations sur titres                                                            | -          | -            | -         | -            | -            | -          |
| Sur opérations de change                                                             | -          | -            | -         | -            | -            | -          |
| Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan | -          | -            | -         | -            | -            | -          |
| Sur prestations de services financiers                                               | 9          | (38)         | (29)      | 17           | (65)         | (48)       |
| Provision pour risques sur commissions                                               | -          | -            | -         | -            | -            | -          |
| <b>TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS</b>                                             | <b>114</b> | <b>(100)</b> | <b>14</b> | <b>1 546</b> | <b>(948)</b> | <b>598</b> |

## NOTE 30 GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION

| (en millions d'euros)                                                  | 31/12/2025  | 31/12/2024  |
|------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Solde des opérations sur titres de transaction                         | 6           | 2           |
| Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés     | (164)       | 111         |
| Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme         | 144         | (149)       |
| <b>GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION</b> | <b>(14)</b> | <b>(36)</b> |

## NOTE 31 GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS

| (en millions d'euros)                                                             | 31/12/2025  | 31/12/2024   |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------|
| <b>TITRES DE PLACEMENT</b>                                                        |             |              |
| Dotations aux dépréciations                                                       | (113)       | (145)        |
| Reprises de dépréciations                                                         | 147         | 82           |
| <b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>                             | <b>34</b>   | <b>(63)</b>  |
| Plus-values de cession réalisées                                                  | 17          | 2            |
| Moins-values de cession réalisées                                                 | (57)        | (128)        |
| <b>Solde des plus- et moins-values de cession réalisées</b>                       | <b>(40)</b> | <b>(126)</b> |
| <b>SOLDE DES OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT</b>                               | <b>(6)</b>  | <b>(189)</b> |
| <b>TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE</b>                                       |             |              |
| Dotations aux dépréciations                                                       | -           | -            |
| Reprises de dépréciations                                                         | -           | -            |
| <b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>                             | <b>-</b>    | <b>-</b>     |
| Plus-values de cession réalisées                                                  | -           | -            |
| Moins-values de cession réalisées                                                 | -           | -            |
| <b>Solde des plus- et moins-values de cession réalisées</b>                       | <b>-</b>    | <b>-</b>     |
| <b>SOLDE DES OPÉRATIONS SUR TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE</b>              | <b>-</b>    | <b>-</b>     |
| <b>GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS</b> | <b>(6)</b>  | <b>(189)</b> |

## NOTE 32 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

| (en millions d'euros)                                           | 31/12/2025  | 31/12/2024  |
|-----------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Produits divers <sup>(1)</sup>                                  | 15          | 5           |
| Quote-part des opérations faites en commun                      | -           | -           |
| Refacturation <sup>(1)</sup>                                    | -           | 3           |
| Reprises provisions                                             | 6           | 5           |
| <b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>                  | <b>21</b>   | <b>13</b>   |
| Charges diverses                                                | (67)        | (68)        |
| Quote-part des opérations faites en commun                      | (16)        | (13)        |
| Refacturation                                                   | -           | -           |
| Dotations provisions                                            | (5)         | (11)        |
| <b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>                   | <b>(88)</b> | <b>(92)</b> |
| <b>TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b> | <b>(67)</b> | <b>(79)</b> |

(1) Au 31 décembre 2024, la ligne "Refacturation" intégrait les transferts de charges pour 3 millions d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur la ligne "Produits divers" pour 5 millions d'euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge. Cette modification de présentation est sans impact sur le montant des autres produits et charges d'exploitation bancaire présenté au 31 décembre 2024.

## NOTE 33

## CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en millions d'euros)

|                                                                                                     | 31/12/2025   | 31/12/2024   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>FRAIS DE PERSONNEL</b>                                                                           |              |              |
| Salaires et traitements                                                                             | (219)        | (206)        |
| Charges sociales                                                                                    | (124)        | (98)         |
| – dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies   | (40)         | (38)         |
| Intéressement et participation                                                                      | (24)         | (23)         |
| Impôts et taxes sur rémunérations                                                                   | (39)         | (38)         |
| <b>Total des charges de personnel</b>                                                               | <b>(406)</b> | <b>(365)</b> |
| Refacturation et charges de personnel                                                               | 19           | 21           |
| <b>FRAIS DE PERSONNEL NETS</b>                                                                      | <b>(387)</b> | <b>(344)</b> |
| <b>FRAIS ADMINISTRATIFS</b>                                                                         |              |              |
| Impôts et taxes                                                                                     | (65)         | (57)         |
| Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires <sup>(1) (2)</sup> | (535)        | (492)        |
| <b>Total des charges administratives</b>                                                            | <b>(600)</b> | <b>(549)</b> |
| Refacturation et charges administratives <sup>(2)</sup>                                             | 31           | 44           |
| <b>FRAIS ADMINISTRATIFS NETS</b>                                                                    | <b>(569)</b> | <b>(505)</b> |
| <b>CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>                                                             | <b>(956)</b> | <b>(849)</b> |

(1) Dont 474 milliers d'euros au titre du Fonds de Résolution Unique au titre de l'exercice 2025.

(2) Au 31 décembre 2024, la ligne "Refacturation et charges administratives" intégrait les transferts de charges administratives pour 15 millions d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur la ligne "Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires" pour 19 millions d'euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge. Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de charges générales d'exploitation présenté au 31 décembre 2024.

## EFFECTIF MOYEN

### Effectif par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

| Catégories de personnel            | 31/12/2025   | 31/12/2024   |
|------------------------------------|--------------|--------------|
| Cadres                             | 1 890        | 1 800        |
| Non cadres                         | 176          | 179          |
| <b>TOTAL DE L'EFFECTIF MOYEN</b>   | <b>2 066</b> | <b>1 979</b> |
| Dont :                             |              |              |
| – France                           | 2 047        | 1 961        |
| – Étranger                         | 19           | 18           |
| Dont : Personnel mis à disposition | 107          | 108          |

## NOTE 34 COÛT DU RISQUE

(en millions d'euros)

|                                                   | 31/12/2025  | 31/12/2024  |
|---------------------------------------------------|-------------|-------------|
| <b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS</b>  | <b>(19)</b> | <b>(23)</b> |
| Dépréciations de créances douteuses               | -           | -           |
| Autres provisions et dépréciations                | (19)        | (23)        |
| <b>REPRISES DE PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS</b>    | <b>58</b>   | <b>13</b>   |
| Reprises de dépréciations de créances douteuses   | -           | 1           |
| Autres reprises de provisions et dépréciations    | 58          | 12          |
| <b>VARIATION DES PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS</b>  | <b>39</b>   | <b>(10)</b> |
| Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées | -           | -           |
| Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées     | -           | -           |
| Décote sur prêts restructurés                     | -           | -           |
| Récupérations sur créances amorties               | -           | 1           |
| Autres pertes                                     | -           | -           |
| Autres produits                                   | -           | -           |
| <b>COÛT DU RISQUE</b>                             | <b>39</b>   | <b>(9)</b>  |

## NOTE 35 RÉSULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

(en millions d'euros)

|                                                                                            | 31/12/2025   | 31/12/2024  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|-------------|
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>                                                         |              |             |
| <b>Dotations aux dépréciations</b>                                                         | <b>(8)</b>   | <b>(72)</b> |
| Sur titres d'investissement                                                                | -            | -           |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | (8)          | (72)        |
| <b>Reprises de dépréciations</b>                                                           | <b>1 592</b> | <b>505</b>  |
| Sur titres d'investissement                                                                | -            | -           |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | 1 592        | 505         |
| <b>DOTATION OU REPRISE NETTE AUX DÉPRÉCIATIONS</b>                                         | <b>1 584</b> | <b>433</b>  |
| Sur titres d'investissement                                                                | -            | -           |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | 1 584        | 433         |
| <b>Plus-values de cessions réalisées</b>                                                   | <b>58</b>    | <b>116</b>  |
| Sur titres d'investissement                                                                | 57           | 19          |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | 1            | 97          |
| <b>Moins-values de cessions réalisées</b>                                                  | <b>(17)</b>  | <b>(67)</b> |
| Sur titres d'investissement                                                                | (16)         | (60)        |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | (1)          | (7)         |
| Pertes sur créances liées à des titres de participation                                    | -            | -           |
| <b>SOLDE DES PLUS ET MOINS-VALUES DE CESSIONS</b>                                          | <b>41</b>    | <b>49</b>   |
| Sur titres d'investissement                                                                | 41           | (41)        |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | -            | 90          |
| <b>SOLDE EN PERTE OU EN BÉNÉFICE</b>                                                       | <b>1 625</b> | <b>482</b>  |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</b>                                        |              |             |
| Plus-values de cessions                                                                    | -            | -           |
| Moins-values de cessions                                                                   | -            | -           |
| <b>SOLDE EN PERTE OU EN BÉNÉFICE</b>                                                       | <b>-</b>     | <b>-</b>    |
| <b>RÉSULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISÉS</b>                                                 | <b>1 625</b> | <b>482</b>  |

## NOTE 36 IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

(en millions d'euros)

|                                                                                    | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| Impôt sur les bénéfices <sup>(1)</sup>                                             | 576        | 478        |
| Dotations nettes aux provisions pour impôts dans le cadre de l'intégration fiscale | (184)      | (190)      |
| <b>SOLDE NET</b>                                                                   | <b>392</b> | <b>288</b> |

(1) Le gain fiscal correspond essentiellement à l'impôt que Crédit Agricole S.A. a collecté, en tant que tête de groupe d'intégration fiscale, auprès de ses filiales bénéficiaires.

Dans le cadre de la loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 milliard d'euros ou 3 milliards d'euros.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 milliard d'euros ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de

l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

Crédit Agricole S.A. entité sociale, étant tête de groupe de l'intégration fiscale, a procédé au versement de 191 millions d'euros à la Direction des grandes entreprises (DGE) au titre de la contribution exceptionnelle.

Après prise en compte des sommes perçues des différentes entités du Groupe et application des mécanismes de réallocation interne, le montant net comptabilisé par Crédit Agricole S.A. s'élève à 41 millions d'euros.

## NOTE 37 IMPLANTATION DANS DES ÉTATS OU TERRITOIRES NON COOPÉRATIFS

Les projets d'investissements et de désinvestissements effectués par l'ensemble des entités contrôlées directement ou indirectement par Crédit Agricole S.A. doivent s'inscrire dans les orientations stratégiques définies par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. et mises en œuvre par la Direction générale du Groupe.

Une note de procédure Groupe précise le cadre d'intervention des métiers et des fonctions centrales de Crédit Agricole S.A. À ce titre, la Direction finances Groupe et la Direction de la stratégie et du développement sont consultées pour s'assurer du respect des attendus économiques et financiers de l'opération. Elles s'assurent également de l'opportunité de l'opération envisagée et de sa cohérence avec les orientations stratégiques du Groupe. L'intervention de la ligne métier Risques et contrôles permanents ainsi que des Directions de la conformité et des affaires juridiques

Les informations au 31 décembre 2025 concernant ces implantations sont présentées ci-dessous :

| Pays d'implantation   | Dénomination sociale            | Forme juridique       | Nature de l'agrément (si concerné) | Quote-part du capital (en %) | Nature de l'activité |
|-----------------------|---------------------------------|-----------------------|------------------------------------|------------------------------|----------------------|
| RUSSIE, FÉDÉRATION DE | CRÉDIT AGRICOLE CIB AO (RUSSIA) | CORPORATION – LIMITED |                                    | 97,79                        | 651C – BANQUES       |

Les entités ci-dessus sont intégrées au périmètre de contrôle interne de Crédit Agricole S.A. et à ce titre au dispositif de prévention et de contrôle des risques de non-conformité du Groupe (comportant notamment les diligences nécessaires en

se traduisent par des avis émis dans le champ de leurs responsabilités respectives.

Ce principe est décliné dans les filiales, s'agissant des nouveaux produits et nouvelles activités, dans le cadre de comités spécifiques.

Crédit Agricole S.A. détient des implantations directes ou indirectes suivantes dans des États ou des territoires non coopératifs au sens de l'article 238-O-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2025, le Groupe Crédit Agricole détient, depuis 1991, une implantation en Russie. Cet État a été inscrit par la France en 2024 sur la liste des États et territoires non coopératifs mentionnée au deuxième alinéa du 1 de l'article 238-O A du Code général des impôts.

matière de prévention du blanchiment de capitaux et de lutte contre le financement du terrorisme), décrit par ailleurs dans le rapport du Président du Conseil d'administration du document de référence de Crédit Agricole S.A. (le cas échéant).

**CREDIT AGRICOLE S.A.**

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2025)**

**PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A.S. au capital de € 2 510 460  
672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie régionale de  
Versailles et du Centre

**Forvis Mazars**

45, rue Kléber  
92300 Levallois-Perret  
S.A. au capital de € 8 320 000  
784 824 153 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie régionale de  
Versailles et du Centre

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes annuels****(Exercice clos le 31 décembre 2025)**

A l'assemblée générale  
**CREDIT AGRICOLE SA**  
12, Place des Etats-Unis  
92127 Montrouge cedex

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CREDIT AGRICOLE SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la Note 2 de l'annexe aux comptes annuels qui expose les changements de méthode et de présentation comptables relatifs à l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025 des règlements ANC n° 2023-03 et n°2022-06.

## Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Évaluation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées dont l'estimation fait appel au jugement

| Risque identifié                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Notre réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition. Ces titres sont évalués en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas entre leur coût historique ou la valeur d'utilité. La valeur d'utilité représente ce que la société accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité d'un titre est inférieure à son coût historique.</p> <p>L'estimation de la valeur d'utilité fait appel au jugement lorsque celle-ci se fonde sur divers éléments, notamment la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise. Dans ce cas, la détermination de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation de l'estimation des flux de trésorerie futurs générés par l'entreprise, tels que définis dans les trajectoires financières établies sur trois ans par la Direction de chaque entité concernée pour le pilotage de son activité et extrapolées sur deux ans.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées dont l'estimation fait appel au jugement constituait un point clé de l'audit en raison de l'importance du jugement de la direction dans la détermination des hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations des valeurs d'utilité, notamment</p> | <p>Nous avons pris connaissance des processus mis en place pour déterminer la valeur d'utilité, et les dépréciations liées, des titres de participation et des parts dans les entreprises liées dont l'estimation fait appel au jugement.</p> <p>Nous avons impliqué, dans nos équipes d'audit, des spécialistes en évaluation pour examiner les hypothèses utilisées pour déterminer les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini retenus ainsi que les modèles de calcul des flux de trésorerie actualisés.</p> <p>Les calculs ont été testés par sondage et les principales hypothèses, telles que le taux d'actualisation, confrontées à des sources externes.</p> <p>Les trajectoires financières préparées par la Direction de chaque entité concernée et utilisées dans le modèle ont été examinées pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• contrôler leur cohérence avec celles qui ont été présentées aux organes compétents (conseil d'administration ou conseil de surveillance) des entités ou sous-groupes, et la justification des éventuels retraitements opérés ;</li><li>• apprécier les principales hypothèses sous-jacentes, y compris pour la détermination de la valeur terminale. Ces hypothèses ont été notamment appréciées au regard d'un environnement toujours marqué par des incertitudes économiques et géopolitiques, des trajectoires financières élaborées au</li></ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>les hypothèses retenues pour la détermination des trajectoires financières ou des taux d'actualisation, et en raison de la sensibilité de l'estimation de la valeur d'utilité des parts dans les entreprises liées à ces hypothèses.</p>                                         | <p>cours des exercices passés et des performances effectivement réalisées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• effectuer des analyses de sensibilité des valeurs d'utilité à certaines hypothèses (taux d'actualisation, coût du risque, coefficient d'exploitation).</li> </ul> |
| <p>Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées inscrits au bilan s'élèvent en valeur nette à 72,9 milliards d'euros, dont 1,75 milliard d'euros de dépréciations au 31 décembre 2025. Se référer aux notes 2.2, 6 et 7 de l'annexe aux comptes annuels.</p> | <p>Les informations figurant dans l'annexe aux comptes annuels relatives aux titres de participation et parts dans les entreprises liées ont également été examinées par nos soins.</p>                                                                                                    |

### Évaluation des provisions pour litiges de nature réglementaire, judiciaire et fiscale

| Risque identifié                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Notre réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Crédit Agricole S.A. fait l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger. Différentes procédures en matière fiscale sont également en cours.</p> <p>La décision de comptabiliser une provision, ainsi que le montant de celle-ci, nécessitent par nature l'utilisation du jugement en raison de la difficulté à apprécier le dénouement de ces procédures ou les incertitudes relatives à certains traitements fiscaux.</p> <p>Compte tenu de l'importance du jugement exercé par la Direction dans l'évaluation des risques et des conséquences financières pour Crédit Agricole S.A., l'évaluation des provisions pour litiges de nature réglementaire, judiciaire et fiscale constitue un point clé de l'audit.</p> <p>La note 15 de l'annexe aux comptes annuels détaille les provisions comptabilisées au 31 décembre 2025 dont celles afférentes aux enquêtes, demandes d'informations ou actions de certaines autorités en cours.</p> | <p>Nous avons pris connaissance du processus mis en place par la Direction pour l'évaluation des risques engendrés par ces procédures de nature réglementaire ou judiciaire et des incertitudes fiscales, ainsi que des provisions ou créances qui leur sont, le cas échéant, associées, notamment en procédant à des échanges trimestriels avec la Direction et plus particulièrement la Direction des affaires juridiques, la Direction de la conformité et la Direction fiscale de Crédit Agricole S.A.</p> <p>Nos travaux ont en particulier consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• examiner les hypothèses utilisées pour la détermination des provisions à partir des informations disponibles telles que les dossiers constitués par les Directions des affaires juridiques, de la conformité ou fiscale ou les conseils de Crédit Agricole S.A., les courriers des régulateurs, les procès-verbaux du comité des risques juridiques ;</li> <li>• prendre connaissance des analyses ou des conclusions des conseils juridiques de Crédit Agricole S.A. et des réponses obtenues à nos demandes de confirmation réalisées auprès de ces conseils ;</li> <li>• s'agissant plus spécifiquement des risques fiscaux, examiner avec nos spécialistes en fiscalité les réponses apportées par Crédit Agricole S.A. aux administrations concernées ainsi que les estimations du risque réalisées par la société ;</li> <li>• apprécier, en conséquence, le niveau des provisions ou créances à recouvrer comptabilisées au 31 décembre 2025.</li> </ul> <p>Enfin, nous avons examiné les informations données à ce titre dans l'annexe aux comptes annuels.</p> |

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

**Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

### **Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole S.A. par votre Assemblée générale du 19 mai 2004 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 22 mai 2024 pour le cabinet Forvis Mazars S.A.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la vingt-deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars S.A. dans la deuxième année.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne

que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l’élaboration et au traitement de l’information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Levallois-Perret, le 27 mars 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Digitally signed by  
Bara Naija  
Signé par : Bara Naija  
Heure de signature : 27 mars 2026 | 10:06 CET  
DocuSign  
O: PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, OU: 0002 672006483  
C: FR  
Émetteur : CertEurope eID User  
CE2D4AAD06D841828F8988064E943883

Bara Naija

Forvis Mazars

Digitally signed by  
Hervé Hélias  
Signé par : Hervé HELIAS  
Heure de signature : 27 mars 2026 | 16:37 CET  
DocuSign  
O: FORVIS MAZARS SA, OU: 0002 784824153  
C: FR  
Émetteur : CertEurope eID User  
9A3DEE6F457F4FEB8CD7F85A1E2D1A7A

Digitally signed by  
JEAN LATORZEFF  
Signé par : JEAN LATORZEFF  
Heure de signature : 27 mars 2026 | 21:31 CET  
DocuSign  
O: FORVIS MAZARS SA, OU: 0002 784824153  
C: FR  
Émetteur : CertEurope eID User  
334DFCBDDCA14630B9F91480010B6516

Hervé Hélias

Jean Latorzeff

# **États financiers individuels**

# COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. en date du 3 février 2026 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 20 mai 2026.

## BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2025

### ACTIF

| (en millions d'euros)                                | Notes    | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|------------------------------------------------------|----------|----------------|----------------|
| <b>OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES</b>       |          | <b>199 023</b> | <b>193 229</b> |
| Caisse, banques centrales                            |          | 37 767         | 35 027         |
| Effets publics et valeurs assimilées                 | 5-26     | 15 303         | 15 221         |
| Créances sur les établissements de crédit            | 3-26     | 145 953        | 142 981        |
| <b>OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE</b>        | <b>3</b> | <b>414 347</b> | <b>418 045</b> |
| <b>OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE</b>                  | <b>4</b> | <b>3 390</b>   | <b>3 604</b>   |
| <b>OPÉRATIONS SUR TITRES</b>                         |          | <b>133 692</b> | <b>131 662</b> |
| Obligations et autres titres à revenu fixe           | 5-26     | 133 644        | 131 624        |
| Actions et autres titres à revenu variable           | 5        | 48             | 38             |
| <b>VALEURS IMMOBILISÉES</b>                          |          | <b>73 067</b>  | <b>68 008</b>  |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 6-7      | 1 277          | 1 173          |
| Parts dans les entreprises liées                     | 6-7      | 71 635         | 66 681         |
| Immobilisations incorporelles                        | 7        | 43             | 42             |
| Immobilisations corporelles                          | 7        | 112            | 112            |
| <b>CAPITAL SOUSCRIT NON VERSÉ</b>                    |          | <b>-</b>       | <b>-</b>       |
| <b>ACTIONS PROPRES</b>                               | <b>8</b> | <b>7</b>       | <b>223</b>     |
| <b>COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>    |          | <b>33 764</b>  | <b>31 640</b>  |
| Autres actifs                                        | 9        | 14 641         | 12 034         |
| Comptes de régularisation                            | 9        | 19 123         | 19 606         |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                                   |          | <b>857 290</b> | <b>846 411</b> |

### PASSIF

| (en millions d'euros)                                   | Notes        | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|---------------------------------------------------------|--------------|----------------|----------------|
| <b>OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES</b>          |              | <b>249 730</b> | <b>247 057</b> |
| Banques centrales                                       |              | 2              | 13             |
| Dettes envers les établissements de crédit              | 11           | 249 728        | 247 044        |
| <b>OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE</b>           | <b>11</b>    | <b>85 298</b>  | <b>88 500</b>  |
| <b>COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE</b>               | <b>12-26</b> | <b>237 043</b> | <b>234 192</b> |
| <b>DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b>                 | <b>13</b>    | <b>167 578</b> | <b>162 481</b> |
| <b>COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>      |              | <b>26 026</b>  | <b>22 409</b>  |
| Autres passifs                                          | 14-26        | 3 249          | 2 535          |
| Comptes de régularisation                               | 14           | 22 777         | 19 874         |
| <b>PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNÉES</b>                |              | <b>31 072</b>  | <b>33 903</b>  |
| Provisions                                              | 15-16-17     | 1 453          | 1 377          |
| Dettes subordonnées                                     | 18           | 29 619         | 32 526         |
| <b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX (FRBG)</b>     |              | <b>1 625</b>   | <b>1 539</b>   |
| <b>CAPITAUX PROPRES HORS FRBG</b>                       | <b>19</b>    | <b>58 918</b>  | <b>56 330</b>  |
| Capital souscrit                                        |              | 9 078          | 9 123          |
| Primes d'émission                                       |              | 13 086         | 13 330         |
| Réserves                                                |              | 14 681         | 14 681         |
| Écarts de réévaluation                                  |              | -              | -              |
| Provisions réglementées et subventions d'investissement |              | -              | 2              |
| Report à nouveau                                        |              | 15 866         | 15 721         |
| Résultat de l'exercice                                  |              | 6 207          | 3 473          |
| <b>TOTAL PASSIF</b>                                     |              | <b>857 290</b> | <b>846 411</b> |

## HORS-BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2025

| (en millions d'euros)      | Notes | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|----------------------------|-------|----------------|----------------|
| <b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>  |       | <b>29 707</b>  | <b>29 050</b>  |
| Engagements de financement | 25    | 2 324          | 1 990          |
| Engagements de garantie    | 25    | 25 383         | 24 214         |
| Engagements sur titres     | 25    | 2 000          | 2 846          |
| <b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>   |       | <b>114 071</b> | <b>117 714</b> |
| Engagements de financement | 25    | 112 221        | 115 758        |
| Engagements de garantie    | 25    | 1 620          | 1 626          |
| Engagements sur titres     | 25    | 230            | 330            |

Les opérations de change hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en notes 23 et 24.

## COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2025

| (en millions d'euros)                                                                              | Notes | 31/12/2025   | 31/12/2024   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------|--------------|
| Intérêts et produits assimilés <sup>(1)</sup>                                                      | 27    | 32 438       | 36 567       |
| Intérêts et charges assimilées <sup>(1)</sup>                                                      | 27    | (32 786)     | (37 533)     |
| Revenus des titres à revenu variable                                                               | 28    | 5 626        | 4 346        |
| Commissions (produits) <sup>(1)</sup>                                                              | 29    | 114          | 1 546        |
| Commissions (charges) <sup>(1)</sup>                                                               | 29    | (100)        | (948)        |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation                                    | 30    | (14)         | (36)         |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés                         | 31    | (6)          | (189)        |
| Autres produits d'exploitation bancaire                                                            | 32    | 21           | 13           |
| Autres charges d'exploitation bancaire                                                             | 32    | (88)         | (92)         |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>                                                                        |       | <b>5 205</b> | <b>3 674</b> |
| Charges générales d'exploitation                                                                   | 33    | (956)        | (849)        |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles |       | (14)         | (11)         |
| <b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>                                                                |       | <b>4 235</b> | <b>2 814</b> |
| Coût du risque                                                                                     | 34    | 39           | (9)          |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>                                                                     |       | <b>4 274</b> | <b>2 805</b> |
| Résultat net sur actifs immobilisés                                                                | 35    | 1 625        | 482          |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>                                                                |       | <b>5 899</b> | <b>3 287</b> |
| Résultat exceptionnel                                                                              |       | -            | -            |
| Impôt sur les bénéfices                                                                            | 36    | 392          | 288          |
| Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées                                              |       | (84)         | (102)        |
| <b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>                                                                  |       | <b>6 207</b> | <b>3 473</b> |

(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 1 396 millions d'euros et une charge de 801 millions d'euros au titre de la marge collectée et des intérêts CDC, qui auraient dû être classés respectivement en "Intérêts et produits assimilés" et en "Intérêts et charges assimilées". Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de produit net bancaire présenté au 31 décembre 2024.

# NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

## NOTE 1

## CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

### 1.1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER

Crédit Agricole S.A. est une société anonyme au capital de 9 077 707 milliers d'euros (soit 3 025 902 350 actions de 3 euros de valeur nominale).

Les actions représentatives du capital de Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2025 se répartissent de la façon suivante :

- SAS Rue La Boétie à hauteur de 63,49 % ;
- le public (y compris les salariés) à hauteur de 36,50 %.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. détient 394 529 actions propres au 31 décembre 2025, soit 0,01 % de son capital, contre 16 247 289 actions propres au 31 décembre 2024.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### 1.2 RELATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE

#### MÉCANISMES FINANCIERS INTERNES

L'appartenance de Crédit Agricole S.A. au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

##### Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne-logement, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en "Comptes créditeurs de la clientèle".

##### Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les "avances" (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50 % des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites "avances miroirs" (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites "avances globales", auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50 % restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme de prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

##### Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine "monétaire" des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement

de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne "Prêts et créances sur les établissements de crédit" ou "Dettes envers les établissements de crédit" (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques "Opérations internes au Crédit Agricole".

##### Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

##### Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en "Dettes représentées par un titre" ou "Provisions et dettes subordonnées".

#### COUVERTURE DES RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE SOLVABILITÉ, ET RÉOLUTION BANCAIRE

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive UE 2014/59 (dite *Bank Recovery and Resolution Directive* "BRRD"), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un fonds de résolution bancaire unique. La directive UE 2019/879 du 20 mai 2019 dite "BRRD2" est venue modifier la BRRD et a été transposée par ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de "point d'entrée unique élargi" ("extended SPE") qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. À ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57-I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le Groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2 <sup>(1)</sup>. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette <sup>(2)</sup>, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le Groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au Groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

(1) Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF.

(2) Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF.

## 1.3 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS RELATIFS À L'EXERCICE 2025

### RÉDUCTION DU CAPITAL PAR VOIE D'ANNULATION D' ACTIONS AUTO-DÉTENUES

Le 17 décembre 2024, le Conseil d'administration, agissant sur autorisation de l'Assemblée générale des actionnaires du 22 mai 2024, a décidé de réduire le capital social de Crédit Agricole S.A. par voie d'annulation de 15 128 677 actions auto-détenues représentant environ 0,5 % du capital social.

La réalisation définitive de la réduction du capital est intervenue le 13 janvier 2025.

Ces actions ont été acquises entre le 1<sup>er</sup> octobre 2024 et le 6 novembre 2024, dans le cadre d'un programme de rachat d'actions, visant à compenser l'effet dilutif de l'augmentation de capital 2024 réservée aux salariés, pour un montant total de 208 465 605 euros, à la suite d'une décision du Conseil d'administration prise lors de sa séance du 22 mai 2024.

À la suite de l'annulation de ces actions, le capital social de Crédit Agricole S.A. s'élève à 9 077 707 050 euros composé de 3 025 902 350 actions.

### ACQUISITION DES TITRES CACEIS

Le 04 juillet 2025, Crédit Agricole S.A. a acquis 30,5 % des titres CACEIS détenus par Santander pour un montant de 1,3 milliard d'euros. Crédit Agricole S.A. détient désormais 100 % du capital de CACEIS, acteur majeur européen de l'*asset servicing*, et poursuit ainsi son développement dans ce métier stratégique pour le Groupe Crédit Agricole.

### AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALARIÉS

L'augmentation de capital de Crédit Agricole S.A. réservée aux 190 000 salariés du Groupe Crédit Agricole (ACR 2025), dont la période de souscription s'est déroulée du 24 juin au 8 juillet 2025, a été réalisée définitivement le 28 août 2025.

La formule d'investissement proposait une offre classique avec un prix de souscription comprenant une décote de 20 % sur le prix de l'action. L'émission et la livraison des actions nouvelles ont eu lieu le 28 août 2025.

Les souscriptions réalisées par les salariés du Groupe Crédit Agricole, en France et dans 18 pays, s'élèvent à un montant total de 294,5 millions d'euros.

Le nombre d'actions créées par cette augmentation de capital est de 22 886 191, portant le capital de Crédit Agricole S.A. au nombre de 3 048 788 541 actions pour un montant de 9 146 365 623 euros.

### ACQUISITION DES TITRES CRELAN

Le 07 octobre 2025, Crédit Agricole S.A. a acquis 6 % du capital de la société CRELAN, établissement bancaire belge, pour 141 millions d'euros. Cette acquisition permet à Crédit Agricole S.A. de renforcer sa présence et de se développer en Belgique.

### RÉDUCTION DE CAPITAL PAR VOIE D'ANNULATION D' ACTIONS AUTO-DÉTENUES ACQUISES DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Le Conseil d'administration, agissant sur autorisation de l'Assemblée générale des actionnaires, a décidé de réduire le capital social de Crédit Agricole S.A. par voie d'annulation de 22 886 191 actions auto-détenues représentant environ 0,75 % du capital social.

La réalisation définitive de la réduction du capital est intervenue le 13 novembre 2025.

Ces actions ont été acquises entre le 1<sup>er</sup> et le 30 octobre 2025, dans le cadre d'un programme de rachat d'actions, visant à compenser l'effet dilutif de l'augmentation de capital 2025 réservée aux salariés, pour un montant total de 374 414 014 euros, à la suite d'une décision du Conseil d'administration prise lors de sa séance du 14 mai 2025.

À la suite de l'annulation de ces actions, le capital social de Crédit Agricole S.A. s'élève à 9 077 707 050 euros composé de 3 025 902 350 actions.

## 1.4 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'EXERCICE 2025

Crédit Agricole S.A. n'enregistre aucun événement significatif postérieurement à l'exercice 2025.

## NOTE 2 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers de Crédit Agricole S.A. sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole S.A. est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

| Règlements / Recommandations                                                                                                                                                                         | Date de 1ère application opérations ou exercices ouverts à compter du : |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)                                                 | 01/01/2025                                                              |
| Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers | 01/01/2025                                                              |

## 2.1 CRÉANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du Groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

### CRÉANCES SAINES

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

### Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

Crédit Agricole S.A. constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et/ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

### La notion de perte de crédit attendue "Expected Credit Loss" ou "ECL"

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

### Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le Groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (*Loss Given Default* ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (taux d'intérêt effectif) ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que Crédit Agricole S.A. ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (*forward looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *forward looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Crédit Agricole S.A. applique des paramètres complémentaires pour le *forward looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagements de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

## Dégradation significative du risque de crédit

Crédit Agricole S.A. apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines/expositions qualifiées de dégradées/expositions douteuses).

Le *Stage 1* correspond à des ECL à 12 mois, le *Stage 2* correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le *forward looking* pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les critères suivants :

### 1. Exemption au faible risque de crédit

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption "pour faible risque de crédit" aux titres de dettes classés en "Investment Grade" (cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30 %).

### 2. Indicateurs quantitatifs

Le Groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en *Stage 2*, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en *Stage 2*. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

- a) **un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale ;
- b) **trois critères absolus**. Le Groupe a défini :
  - un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloises pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en *Stage 2* pour le calcul des ECL,
  - un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à un an (*forward looking*) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique,
  - un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en *Stage 2*.

### 3. Indicateurs qualitatifs

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en *Stage 2*. Ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (*Stage 2*).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateur de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'encours ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

## CRÉANCES DOUTEUSES

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteur(s) à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;

- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole S.A. distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis :

- créances douteuses non compromises :  
Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises ;
- créances douteuses compromises :  
Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

## Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Les prêts et avances accordées par Crédit Agricole S.A. aux Caisses régionales ne présentent pas pour Crédit Agricole S.A. un risque direct sur les bénéficiaires des prêts à la clientèle distribués par les Caisses régionales, mais éventuellement un risque indirect sur la solidité financière de celles-ci. À ce titre, Crédit Agricole S.A. n'a pas constitué de dépréciation sur les prêts et avances aux Caisses régionales.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

## Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisation des dépréciations.

## PASSAGE EN PERTE

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Crédit Agricole S.A. le détermine avec sa Direction des risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

## RISQUES-PAYS

Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaillance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays.

## CRÉANCES RESTRUCTURÉES

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problème d'insolvabilité ou de difficulté financière. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période d'observation à minima de deux ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de trois ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

## 2.2 PORTEFEUILLE TITRES

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

### TITRES DE TRANSACTION

Ce sont des titres qui, à l'origine, sont :

- soit acquis avec l'intention de les revendre ou vendus avec l'intention de les racheter à court terme ;
- soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.

Ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sont également considérés comme des titres de transaction :

- les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme ;
- les titres faisant l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage effectuée sur un marché d'instruments financiers organisé ou assimilé ;
- les titres empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt, reclassés en "titres de transaction prêtés") dans le cadre des opérations de prêts/emprunts classés en titres de transaction et compensés avec les dettes représentatives de titres empruntés inscrites au passif du bilan.

Hormis dans les cas prévus par le règlement ANC 2014-07, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

La dette représentative des titres vendus à découvert est inscrite au passif de l'établissement cédant pour le prix de vente des titres frais exclus.

À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des gains et pertes résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique "Solde des opérations des portefeuilles de négociation".

## TITRES DE PLACEMENT

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

### Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : "Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe".

### Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Les revenus des organismes de placements collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

À la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si Crédit Agricole S.A. dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note 2.1 "Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux").

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique "Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat.

## TITRES D'INVESTISSEMENT

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels Crédit Agricole S.A. dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique "Coût du risque".

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

## TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE

Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des "investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle".

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Crédit Agricole S.A. satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique "Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés", de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

## PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES, TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

À la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique "Résultat net sur actifs immobilisés".

## PRIX DE MARCHÉ

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent ;
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, Crédit Agricole S.A. détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Crédit Agricole S.A. utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

## DATES D'ENREGISTREMENT

Crédit Agricole S.A. enregistre les titres classés en titres d'investissement et en titres de transaction à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

## PENSIONS LIVRÉES

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

## RECLASSEMENT DE TITRES

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance ;
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Crédit Agricole S.A. n'a pas opéré, en 2025, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

## RACHAT D'ACTIONS PROPRES

Les actions propres rachetées par Crédit Agricole S.A., y compris les actions et options sur actions détenues en couverture des plans de stock-options, sont enregistrées à l'actif du bilan dans une rubrique spécifique.

Elles font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation si la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'achat, à l'exception des opérations relatives aux plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés selon le règlement ANC 2014-03 (Plan comptable général).

## 2.3 IMMOBILISATIONS

Crédit Agricole S.A. applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée "en magasin".

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

À l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en "Autres

immobilisations corporelles, incorporelles, financières...". Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Crédit Agricole S.A., à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

| Composant                | Durée d'amortissement             |
|--------------------------|-----------------------------------|
| Foncier                  | Non amortissable                  |
| Gros œuvre               | 30 à 80 ans                       |
| Second œuvre             | 8 à 40 ans                        |
| Installations techniques | 5 à 25 ans                        |
| Agencements              | 5 à 15 ans                        |
| Matériel informatique    | 4 à 7 ans (dégressif ou linéaire) |
| Matériel spécialisé      | 4 à 5 ans (dégressif ou linéaire) |

Enfin, les éléments dont dispose Crédit Agricole S.A. sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

## 2.4 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## 2.5 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif "Dettes subordonnées".

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique "Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe".

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

Crédit Agricole S.A. applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées par les Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique "Commissions (charges)".

## 2.6 PROVISIONS

Crédit Agricole S.A. applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Crédit Agricole S.A. a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer

l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le titre 6 "Épargne réglementée" du livre II "Opérations particulières" du règlement ANC 2014-07.

## 2.7 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX (F.R.B.G.)

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par Crédit Agricole S.A. à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

## 2.8 OPÉRATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME ET CONDITIONNELS

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

### OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie "b" article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie "c" article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique "Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture". Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

### OPÉRATIONS DE MARCHÉ

Les opérations de marché regroupent :

- les positions ouvertes isolées (catégorie "a" de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;
- la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie "d" de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- en position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- en position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

## RISQUE DE CONTREPARTIE SUR LES DÉRIVÉS

Conformément au règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole S.A. intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. À ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories "a" et "d" de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA – *Credit Valuation Adjustment*).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole S.A.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (*Credit Default Swap*) nominatifs cotés (ou *CDS Single Name*) ou les CDS indicels ;
- en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

## 2.9 OPÉRATIONS EN DEVISES

À chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les dotations aux succursales, les immobilisations, les titres d'investissement, les titres de filiale et de participation en devises financés en euros restent convertis au cours du jour d'acquisition (historique). Cependant, une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de Crédit Agricole S.A. à l'étranger.

À chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique "Solde des opérations des portefeuilles de négociation – Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés".

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole S.A. a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

## 2.10 INTÉGRATION DES SUCCURSALES À L'ÉTRANGER

Les succursales tiennent des comptabilités autonomes conformes aux règles comptables en vigueur dans les pays où elles sont implantées.

Lors de l'arrêté des comptes, les bilans et comptes de résultat des succursales sont retraités selon les règles comptables françaises, convertis en euros et intégrés à la comptabilité de leur siège après élimination des opérations réciproques.

Les règles de conversion en euros sont les suivantes :

- les postes de bilan sont convertis au cours de clôture ;
- les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction, alors que les charges et les produits courus sont convertis au cours de clôture.

Les gains ou pertes pouvant résulter de cette conversion sont enregistrés au bilan dans la rubrique "Comptes de régularisation".

## 2.11 ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole S.A.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

## 2.12 PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX FRUITS DE L'EXPANSION ET INTÉRESSEMENT

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord 21 juin 2011.

La participation et l'intéressement figurent dans les "Frais de personnel".

## 2.13 AVANTAGES AU PERSONNEL POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

### ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE, DE PRÉRETRAITE ET D'INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE – RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Crédit Agricole S.A. a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, Crédit Agricole S.A. provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des unités de crédits projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, Crédit Agricole S.A. applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2025, de Crédit Agricole S.A. maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

Crédit Agricole S.A. a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Crédit Agricole S.A. a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

### PLANS DE RETRAITE – RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole S.A. n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en "Frais de personnel".

## 2.14 STOCK-OPTIONS ET SOUSCRIPTION D' ACTIONS PROPOSÉES AUX SALARIÉS DANS LE CADRE DU PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE

### PLANS DE STOCK-OPTIONS

Les plans de stock-options accordés à certaines catégories de salariés sont enregistrés lors de la levée de l'option. Cette levée donne lieu soit à une émission d'actions, enregistrée conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital, soit à la mise à disposition d'actions propres aux salariés préalablement acquises à la levée par Crédit Agricole S.A. et comptabilisées conformément aux dispositions détaillées dans le paragraphe "rachat d'actions propres".

### SOUSCRIPTIONS D' ACTIONS DANS LE CADRE DU PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise, avec une décote maximum de 30 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de cinq ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

## 2.15 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de Crédit Agricole S.A.

# 2.16 IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES (CHARGE FISCALE)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

Crédit Agricole S.A. a mis en place, depuis 1990, un dispositif d'intégration fiscale. Au 31 décembre 2025, 1 305 entités ont signé une convention d'intégration fiscale avec Crédit Agricole S.A. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

## NOTE 3

## CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT – ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

|                                               | 31/12/2025    |                    |                   |                |                       |                        |                | 31/12/2024     |
|-----------------------------------------------|---------------|--------------------|-------------------|----------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                               | ≤ 3 mois      | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans        | Total en<br>principal | Créances<br>rattachées | Total          | Total          |
| <i>(en millions d'euros)</i>                  |               |                    |                   |                |                       |                        |                |                |
| <b>ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>               |               |                    |                   |                |                       |                        |                |                |
| Comptes et prêts :                            |               |                    |                   |                |                       |                        |                |                |
| – à vue                                       | 6 285         | -                  | -                 | -              | 6 285                 | 3                      | 6 288          | 5 649          |
| – à terme <sup>(1)</sup>                      | 14 431        | 20 433             | 62 633            | 12 185         | 109 682               | 419                    | 110 101        | 112 101        |
| Valeurs reçues en pension                     | -             | -                  | -                 | -              | -                     | -                      | -              | -              |
| Titres reçus en pension livrée                | -             | -                  | -                 | -              | -                     | -                      | -              | 250            |
| Prêts subordonnés                             | 3 628         | 2 858              | 20 318            | 2 675          | 29 479                | 85                     | 29 564         | 24 981         |
| <b>Total</b>                                  | <b>24 344</b> | <b>23 291</b>      | <b>82 951</b>     | <b>14 860</b>  | <b>145 446</b>        | <b>507</b>             | <b>145 953</b> | <b>142 981</b> |
| <b>Dépréciations</b>                          |               |                    |                   |                |                       |                        |                | -              |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                  |               |                    |                   |                |                       |                        |                | <b>145 953</b> |
| <b>OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE</b> |               |                    |                   |                |                       |                        |                |                |
| Comptes ordinaires                            | -             | -                  | -                 | -              | -                     | -                      | -              | -              |
| Comptes et avances à terme                    | 34 249        | 74 763             | 198 392           | 105 899        | 413 303               | 911                    | 414 214        | 417 912        |
| Titres reçus en pension livrée                | -             | -                  | -                 | -              | -                     | -                      | -              | -              |
| Prêts subordonnés                             | 20            | 12                 | -                 | 100            | 132                   | 1                      | 133            | 133            |
| <b>Total</b>                                  | <b>34 269</b> | <b>74 775</b>      | <b>198 392</b>    | <b>105 999</b> | <b>413 435</b>        | <b>912</b>             | <b>414 347</b> | <b>418 045</b> |
| <b>Dépréciations</b>                          |               |                    |                   |                |                       |                        |                | -              |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                  |               |                    |                   |                |                       |                        |                | <b>414 347</b> |
| <b>TOTAL</b>                                  |               |                    |                   |                |                       |                        |                | <b>560 300</b> |
|                                               |               |                    |                   |                |                       |                        |                | <b>561 026</b> |

(1) La créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan (cf. note 26.2 "Épargne centralisée").

## NOTE 4

## OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

### 4.1 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE – ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

| (en millions d'euros)            | 31/12/2025 |                    |                   |         |                       |                        | 31/12/2024   |              |
|----------------------------------|------------|--------------------|-------------------|---------|-----------------------|------------------------|--------------|--------------|
|                                  | ≤ 3 mois   | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans | Total en<br>principal | Créances<br>rattachées | Total        | Total        |
| Créances commerciales            | -          | -                  | -                 | -       | -                     | -                      | -            | -            |
| Autres concours à la clientèle   | 383        | 691                | 1 156             | 1 139   | 3 369                 | 21                     | 3 390        | 3 604        |
| Valeurs reçues en pension livrée | -          | -                  | -                 | -       | -                     | -                      | -            | -            |
| Comptes ordinaires débiteurs     | -          | -                  | -                 | -       | -                     | -                      | -            | -            |
| Dépréciations                    | -          | -                  | -                 | -       | -                     | -                      | -            | -            |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>     |            |                    |                   |         |                       |                        | <b>3 390</b> | <b>3 604</b> |

### 4.2 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE – ANALYSE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

| (en millions d'euros)                     | 31/12/2025   | 31/12/2024   |
|-------------------------------------------|--------------|--------------|
| France (y compris DROM-COM)               | 3 055        | 3 314        |
| Autres pays de l'UE                       | 314          | 175          |
| Autres pays d'Europe                      | -            | -            |
| Amérique du Nord                          | -            | -            |
| Amérique centrale et du Sud               | -            | -            |
| Afrique et Moyen-Orient                   | -            | 91           |
| Asie et Océanie (hors Japon)              | -            | -            |
| Japon                                     | -            | -            |
| Non ventilés et organismes internationaux | -            | -            |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b>                 | <b>3 369</b> | <b>3 580</b> |
| Créances rattachées                       | 21           | 24           |
| Dépréciations                             | -            | -            |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>              | <b>3 390</b> | <b>3 604</b> |

### 4.3 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE – ENCOURS DOUTEUX ET DÉPRÉCIATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

|                                           | 31/12/2025   |                      |                                |                                   |                                                  | 31/12/2024   |                      |                                |                                   |                                                  |
|-------------------------------------------|--------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------|--------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------|
| (en millions d'euros)                     | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dont dépréciations des encours douteux compromis | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dont dépréciations des encours douteux compromis |
| France (y compris DROM-COM)               | 3 075        | -                    | -                              | -                                 | -                                                | 3 336        | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Autres pays de l'UE                       | 315          | -                    | -                              | -                                 | -                                                | 175          | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Autres pays d'Europe                      | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Amérique du Nord                          | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Amérique centrale et du Sud               | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Afrique et Moyen-Orient                   | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | 93           | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Asie et Océanie (hors Japon)              | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Japon                                     | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Non ventilés et organismes internationaux | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>3 390</b> | <b>-</b>             | <b>-</b>                       | <b>-</b>                          | <b>-</b>                                         | <b>3 604</b> | <b>-</b>             | <b>-</b>                       | <b>-</b>                          | <b>-</b>                                         |

### 4.4 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE – ANALYSE PAR AGENTS ÉCONOMIQUES

|                           | 31/12/2025   |                      |                                |                                   |                                                  | 31/12/2024   |                      |                                |                                   |                                                  |
|---------------------------|--------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------|--------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------|
| (en millions d'euros)     | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dont dépréciations des encours douteux compromis | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dont dépréciations des encours douteux compromis |
| Particuliers              | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Agriculteurs              | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Autres professionnels     | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Clientèle financière      | 1 209        | -                    | -                              | -                                 | -                                                | 1 498        | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Entreprises               | 2 181        | -                    | -                              | -                                 | -                                                | 2 106        | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Collectivités publiques   | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| Autres agents économiques | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                | -            | -                    | -                              | -                                 | -                                                |
| <b>TOTAL</b>              | <b>3 390</b> | <b>-</b>             | <b>-</b>                       | <b>-</b>                          | <b>-</b>                                         | <b>3 604</b> | <b>-</b>             | <b>-</b>                       | <b>-</b>                          | <b>-</b>                                         |

## NOTE 5

## TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE

|                                                           | 31/12/2025                 |               |                                      |                |                | 31/12/2024     |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------|---------------|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
|                                                           | Transaction <sup>(1)</sup> | Placement     | Titres de l'activité de portefeuille | Investissement | Total          | Total          |
| <i>(en millions d'euros)</i>                              |                            |               |                                      |                |                |                |
| Effets publics et valeurs assimilées                      | -                          | 2 236         | -                                    | 12 979         | 15 215         | 15 150         |
| - dont surcote restant à amortir                          | -                          | 48            | -                                    | 698            | 746            | 855            |
| - dont décote restant à amortir                           | -                          | (33)          | -                                    | (85)           | (118)          | (118)          |
| Créances rattachées                                       | -                          | 17            | -                                    | 101            | 118            | 104            |
| Dépréciations                                             | -                          | (29)          | -                                    | (1)            | (30)           | (33)           |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                              | <b>-</b>                   | <b>2 224</b>  | <b>-</b>                             | <b>13 079</b>  | <b>15 303</b>  | <b>15 221</b>  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe <sup>(2)</sup> | -                          | -             | -                                    | -              | -              | -              |
| Émis par organismes publics                               | -                          | 6 447         | -                                    | 6 971          | 13 418         | 12 176         |
| Autres émetteurs                                          | -                          | 12 801        | -                                    | 106 205        | 119 006        | 118 325        |
| - dont surcote restant à amortir                          | -                          | 59            | -                                    | 55             | 114            | 115            |
| - dont décote restant à amortir                           | -                          | (138)         | -                                    | (74)           | (212)          | (234)          |
| Créances rattachées                                       | -                          | 247           | -                                    | 1 017          | 1 264          | 1 197          |
| Dépréciations                                             | -                          | (44)          | -                                    | -              | (44)           | (74)           |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                              | <b>-</b>                   | <b>19 451</b> | <b>-</b>                             | <b>114 193</b> | <b>133 644</b> | <b>131 624</b> |
| Actions et autres titres à revenu variable                | 42                         | 6             | -                                    | -              | 48             | 39             |
| Créances rattachées                                       | -                          | -             | -                                    | -              | -              | -              |
| Dépréciations                                             | -                          | -             | -                                    | -              | -              | (1)            |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                              | <b>42</b>                  | <b>6</b>      | <b>-</b>                             | <b>-</b>       | <b>48</b>      | <b>38</b>      |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>42</b>                  | <b>21 681</b> | <b>-</b>                             | <b>127 272</b> | <b>148 995</b> | <b>146 883</b> |
| Valeurs estimatives                                       | 42                         | 21 351        | -                                    | 124 417        | 145 810        | 146 509        |

(1) À l'exception des titres de transaction empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt reclassé en "titres de transaction prêtés") présentés en déduction des dettes représentatives de la valeur des titres empruntés figurant au passif du bilan (cf. note 26.1 "Emprunts de titres").

(2) dont 300 millions d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2025 et 300 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant des cessions de titres d'investissement intervenues avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues par le règlement ANC 2014-07, s'est élevé à 1 572 millions d'euros. Les plus ou moins-values dégagées à cette occasion s'élèvent à - 16 millions d'euros.

### Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à - 278 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre - 459 millions d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 216 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre 2 302 millions d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à - 1 364 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre 2 313 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant des créances représentatives des titres prêtés concernant les effets publics s'élève à 1 361 millions d'euros et à 15 873 millions d'euros pour les obligations et les autres titres à revenu fixe.

## 5.1 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE (HORS EFFETS PUBLICS) : VENTILATION PAR GRANDES CATÉGORIES DE CONTREPARTIE

| (en millions d'euros)                                 | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|-------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Administration et banques centrales (y compris États) | 9 686          | 9 269          |
| Établissements de crédit                              | 113 266        | 112 822        |
| Clientèle financière                                  | 1 254          | 1 396          |
| Collectivités locales                                 | 3 733          | 2 907          |
| Entreprises, assurances et autres clientèles          | 4 533          | 4 146          |
| Divers et non ventilés                                | -              | -              |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b>                             | <b>132 472</b> | <b>130 540</b> |
| Créances rattachées                                   | 1 264          | 1 197          |
| Dépréciations                                         | (44)           | (75)           |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                          | <b>133 692</b> | <b>131 662</b> |

## 5.2 VENTILATION DES TITRES COTÉS ET NON COTÉS À REVENU FIXE OU VARIABLE

| (en millions d'euros)                  | 31/12/2025                                 |                                      |                                            |                | 31/12/2024                                 |                                      |                                            |                |
|----------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|--------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|
|                                        | Obligations et autres titres à revenu fixe | Effets publics et valeurs assimilées | Actions et autres titres à revenu variable | Total          | Obligations et autres titres à revenu fixe | Effets publics et valeurs assimilées | Actions et autres titres à revenu variable | Total          |
| Titres à revenu fixe ou variable       | 132 424                                    | 15 215                               | 48                                         | 147 687        | 130 501                                    | 15 150                               | 39                                         | 145 690        |
| – dont titres cotés                    | 126 548                                    | 15 215                               | -                                          | 141 763        | 124 149                                    | 15 150                               | -                                          | 139 299        |
| – dont titres non cotés <sup>(1)</sup> | 5 876                                      | -                                    | 48                                         | 5 924          | 6 352                                      | -                                    | 39                                         | 6 391          |
| Créances rattachées                    | 1 264                                      | 118                                  | -                                          | 1 382          | 1 197                                      | 104                                  | -                                          | 1 301          |
| Dépréciations                          | (44)                                       | (30)                                 | -                                          | (74)           | (74)                                       | (33)                                 | (1)                                        | (108)          |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>           | <b>133 644</b>                             | <b>15 303</b>                        | <b>48</b>                                  | <b>148 995</b> | <b>131 624</b>                             | <b>15 221</b>                        | <b>38</b>                                  | <b>146 883</b> |

(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :  
– OPC français de capitalisation 42 millions d'euros ;  
– OPC étrangers 6 millions d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2025 :

| (en millions d'euros) | Valeur d'inventaire | Valeur liquidative |
|-----------------------|---------------------|--------------------|
| OPC monétaires        | 42                  | 42                 |
| OPC obligataires      | -                   | -                  |
| OPC actions           | 6                   | 7                  |
| OPC autres            | -                   | -                  |
| <b>TOTAL</b>          | <b>48</b>           | <b>49</b>          |

### 5.3 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE : ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

| (en millions d'euros)                             | 31/12/2025    |                    |                   |               |                       |                        | 31/12/2024     |                |
|---------------------------------------------------|---------------|--------------------|-------------------|---------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                                   | ≤ 3 mois      | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans       | Total en<br>principal | Créances<br>rattachées | Total          | Total          |
| <b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b> |               |                    |                   |               |                       |                        |                |                |
| Valeur brute                                      | 14 086        | 5 951              | 38 478            | 73 909        | 132 424               | 1 264                  | 133 688        | 131 698        |
| Dépréciations                                     | -             | -                  | -                 | -             | -                     | -                      | (44)           | (74)           |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                      | <b>14 086</b> | <b>5 951</b>       | <b>38 478</b>     | <b>73 909</b> | <b>132 424</b>        | <b>1 264</b>           | <b>133 644</b> | <b>131 624</b> |
| <b>Effets publics et valeurs assimilées</b>       |               |                    |                   |               |                       |                        |                |                |
| Valeur brute                                      | 408           | 956                | 6 684             | 7 167         | 15 215                | 118                    | 15 333         | 15 254         |
| Dépréciations                                     | -             | -                  | -                 | -             | -                     | -                      | (30)           | (33)           |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                      | <b>408</b>    | <b>956</b>         | <b>6 684</b>      | <b>7 167</b>  | <b>15 215</b>         | <b>118</b>             | <b>15 303</b>  | <b>15 221</b>  |

### 5.4 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE : ANALYSE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

| (en millions d'euros)        | 31/12/2025     |                      | 31/12/2024     |                      |
|------------------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------|
|                              | Encours bruts  | Dont encours douteux | Encours bruts  | Dont encours douteux |
| France (y compris DROM-COM)  | 115 377        | -                    | 118 478        | -                    |
| Autres pays de l'UE          | 21 623         | -                    | 17 633         | -                    |
| Autres pays d'Europe         | 1 574          | -                    | 1 493          | -                    |
| Amérique du Nord             | 5 631          | -                    | 4 993          | -                    |
| Amérique centrale et du Sud  | -              | -                    | -              | -                    |
| Afrique et Moyen-Orient      | 432            | -                    | 315            | -                    |
| Asie et Océanie (hors Japon) | 1 054          | -                    | 800            | -                    |
| Japon                        | 1 948          | -                    | 1 939          | -                    |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b>    | <b>147 639</b> | <b>-</b>             | <b>145 651</b> | <b>-</b>             |
| Créances rattachées          | 1 382          | -                    | 1 301          | -                    |
| Dépréciations                | (74)           | -                    | (107)          | -                    |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b> | <b>148 947</b> | <b>-</b>             | <b>146 845</b> | <b>-</b>             |

## NOTE 6

## TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

| Société                                                                                            | Adresse                                                     | Devise | (en millions de devises d'origine) |                                                   |                                                 | (en millions de contre-valeurs euros) |              |                                                                    |                                                      |                                                        | (en millions de contre-valeurs euros)        |                                                            |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|--------|------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------|--|
|                                                                                                    |                                                             |        | Informations financières           |                                                   |                                                 | Valeurs comptables des titres détenus |              |                                                                    |                                                      |                                                        | Résultat du dernier exercice clos 31/12/2025 | Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice |  |
|                                                                                                    |                                                             |        | Capital 31/12/2025                 | Capitaux propres autres que le capital 31/12/2025 | Quote-part de capital détenue (en %) 31/12/2025 | Valeur brute                          | Valeur nette | Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés | Montant des cautions et avalés donnés par la Société | PMB ou CA HT du dernier exercice écoulé <sup>(2)</sup> |                                              |                                                            |  |
| PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCÈDE 1 % DU CAPITAL DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.           |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       |              |                                                                    |                                                      |                                                        |                                              |                                                            |  |
| 1) Parts dans les entreprises liées des établissements de crédit (plus de 50 % du capital)         |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       |              |                                                                    |                                                      |                                                        |                                              |                                                            |  |
| BFORBANK                                                                                           | Tour Europlaza, 20, avenue André-Prothin, 92927 Paris Cedex | EUR    | 558                                | (201) <sup>(1)</sup>                              | 50                                              | 397                                   | 378          | 228                                                                | -                                                    | 1 692 <sup>(1)</sup>                                   | (144) <sup>(1)</sup>                         | -                                                          |  |
| Crédit Agricole Italia                                                                             | Via Università n°1 43121 Parma, Italie                      | EUR    | 1 102                              | 6 370 <sup>(1)</sup>                              | 78                                              | 5 962                                 | 5 961        | 2 170                                                              | 450                                                  | 3 046 <sup>(1)</sup>                                   | 793 <sup>(1)</sup>                           | 336                                                        |  |
| Crédit Agricole Egypt SAE                                                                          | P/O Box 364, 11835 New Cairo, Égypte                        | EGP    | 5 000                              | 8 404 <sup>(1)</sup>                              | 52                                              | 280                                   | 280          | 27                                                                 | -                                                    | 240 <sup>(1)</sup>                                     | 142 <sup>(1)</sup>                           | 38                                                         |  |
| EFL SA                                                                                             | ul. Legnicka 48 bud C-D 54202 Wroclaw, Pologne              | PLN    | 674                                | 526 <sup>(1)</sup>                                | 100                                             | 348                                   | 332          | 941                                                                | 806                                                  | 95 <sup>(1)</sup>                                      | 43 <sup>(1)</sup>                            | 21                                                         |  |
| Crédit Agricole Ukraine                                                                            | 42/4 Pushkinska Street, Kiev 01004, Ukraine                 | UAH    | 1 222                              | 7 872 <sup>(1)</sup>                              | 100                                             | 360                                   | 0            | 9                                                                  | 3                                                    | 188 <sup>(1)</sup>                                     | 82 <sup>(1)</sup>                            | -                                                          |  |
| Crédit Agricole Polska SA                                                                          | ul. Legnicka 48 bud C-D 54202 Wroclaw, Pologne              | PLN    | 1                                  | 1 789 <sup>(1)</sup>                              | 100                                             | 793                                   | 793          | 573                                                                | 50                                                   | - <sup>(1)</sup>                                       | - <sup>(1)</sup>                             | -                                                          |  |
| Crédit Agricole Corporate and Investment Bank                                                      | 12, place des États-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge Cedex   | EUR    | 7 852                              | 9 657 <sup>(1)</sup>                              | 97                                              | 19 052                                | 19 052       | 54 084                                                             | 235                                                  | 5 556 <sup>(1)</sup>                                   | 1 707 <sup>(1)</sup>                         | 2 075                                                      |  |
| Amundi                                                                                             | 91-93, boulevard Pasteur, Immeuble Cotentin, 75015 Paris    | EUR    | 514                                | 4 630 <sup>(1)</sup>                              | 67                                              | 4 231                                 | 4 231        | 1 713                                                              | 9 094                                                | 752 <sup>(1)</sup>                                     | 728 <sup>(1)</sup>                           | 585                                                        |  |
| Crédit Agricole Leasing & Factoring                                                                | 12, place des États-Unis, CS 30002, 92548 Montrouge Cedex   | EUR    | 203                                | 320 <sup>(1)</sup>                                | 100                                             | 905                                   | 905          | 27 638                                                             | 13 233                                               | 360 <sup>(1)</sup>                                     | 420 <sup>(1)</sup>                           | 57                                                         |  |
| Crédit Agricole Consumer Finance                                                                   | 1, rue Victor-Basch CS 7000191068 Massy Cedex               | EUR    | 629                                | 4 323 <sup>(1)</sup>                              | 100                                             | 8 738                                 | 8 738        | 20 828                                                             | 3                                                    | 345 <sup>(1)</sup>                                     | (376) <sup>(1)</sup>                         | -                                                          |  |
| LCL                                                                                                | 18, rue de la République, 69002 Lyon                        | EUR    | 2 038                              | 4 034 <sup>(1)</sup>                              | 96                                              | 11 847                                | 11 257       | 36 855                                                             | 2                                                    | 3 644 <sup>(1)</sup>                                   | 681 <sup>(1)</sup>                           | 605                                                        |  |
| Foncaris                                                                                           | 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex             | EUR    | 225                                | 119 <sup>(1)</sup>                                | 100                                             | 320                                   | 320          | -                                                                  | 262                                                  | 52 <sup>(1)</sup>                                      | (3) <sup>(1)</sup>                           | -                                                          |  |
| Caisse régionale Corse                                                                             | 1, avenue Napoléon III, BP 308, 20193 Ajaccio               | EUR    | 99                                 | 82                                                | 100                                             | 99                                    | 99           | 1 856                                                              | -                                                    | -                                                      | 88                                           | -                                                          |  |
| 2) Participations dans les établissements de crédit (10 à 50 % du capital)                         |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       |              |                                                                    |                                                      |                                                        |                                              |                                                            |  |
| Banco Espírito Santo                                                                               | Avenida de Libertade 195, 1250 Lisbonne, Portugal           | EUR    | -                                  | -                                                 | 12                                              | 684                                   | 0            | 0                                                                  | 0                                                    | -                                                      | -                                            | -                                                          |  |
| Crédit Logement                                                                                    | 50, boulevard Sébastopol, 75003 Paris                       | EUR    | 1 260                              | 219 <sup>(1)</sup>                                | 16                                              | 208                                   | 208          | 0                                                                  | 0                                                    | 207 <sup>(1)</sup>                                     | 111 <sup>(1)</sup>                           | 17                                                         |  |
| Caisse de Refinancement de l'habitat                                                               | 35, rue La Boétie, 75008 Paris                              | EUR    | 578                                | 29 <sup>(1)</sup>                                 | 25                                              | 150                                   | 150          | 0                                                                  | 0                                                    | 10 <sup>(1)</sup>                                      | 5 <sup>(1)</sup>                             | -                                                          |  |
| 3) Autres parts dans les entreprises liées (plus de 50 % du capital)                               |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       |              |                                                                    |                                                      |                                                        |                                              |                                                            |  |
| Crédit Agricole Assurances                                                                         | 50-56, rue de la Procession, 75015 Paris                    | EUR    | 1 490                              | 6 756 <sup>(1)</sup>                              | 100                                             | 10 516                                | 10 516       | 1 996                                                              | -                                                    | 1 552 <sup>(1)</sup>                                   | 1 462 <sup>(1)</sup>                         | 1 520                                                      |  |
| Crédit Agricole Capital Investissement & Finance                                                   | 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex             | EUR    | 688                                | 667 <sup>(1)</sup>                                | 100                                             | 1 346                                 | 1 346        | 0                                                                  | 0                                                    | 55 <sup>(1)</sup>                                      | 47 <sup>(1)</sup>                            | -                                                          |  |
| Crédit Agricole Immobilier                                                                         | 12, place des États-Unis, 92545 Montrouge Cedex             | EUR    | 166                                | 153 <sup>(1)</sup>                                | 50                                              | 146                                   | 146          | 282                                                                | -                                                    | 32 <sup>(1)</sup>                                      | (1) <sup>(1)</sup>                           | -                                                          |  |
| Delfinances                                                                                        | 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex             | EUR    | 151                                | (72) <sup>(1)</sup>                               | 100                                             | 1 020                                 | 1 020        | 0                                                                  | 0                                                    | - <sup>(1)</sup>                                       | 34 <sup>(1)</sup>                            | -                                                          |  |
| Evergreen Montrouge                                                                                | 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex             | EUR    | 475                                | (205) <sup>(1)</sup>                              | 100                                             | 475                                   | 475          | -                                                                  | 1                                                    | 77 <sup>(1)</sup>                                      | 5 <sup>(1)</sup>                             | -                                                          |  |
| Crédit Agricole Transitions & Énergies                                                             | 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex             | EUR    | 790                                | 1 <sup>(1)</sup>                                  | 50                                              | 400                                   | 392          | 0                                                                  | 0                                                    | 14 <sup>(1)</sup>                                      | (6) <sup>(1)</sup>                           | -                                                          |  |
| Crédit Agricole Santé & Territoires                                                                | 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex             | EUR    | 191                                | -                                                 | 50                                              | 101                                   | 101          | 243                                                                | 0                                                    | - <sup>(1)</sup>                                       | (9) <sup>(1)</sup>                           | -                                                          |  |
| CACEIS                                                                                             | 1-3, place Valhubert, 75013 Paris                           | EUR    | 941                                | 1 396 <sup>(1)</sup>                              | 100                                             | 3 031                                 | 3 031        | 751                                                                | 2 762                                                | 332 <sup>(1)</sup>                                     | 317 <sup>(1)</sup>                           | 256                                                        |  |
| 4) Autres participations (< 50 % du capital)                                                       |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       |              |                                                                    |                                                      |                                                        |                                              |                                                            |  |
| Fonds de garantie de résolution des dépôts                                                         | 65, rue de la Victoire, 75009 Paris                         | EUR    | -                                  | 5                                                 | 0                                               | 482                                   | 482          | 0                                                                  | 0                                                    | -                                                      | -                                            | -                                                          |  |
| CRELAN                                                                                             | 251, boulevard Sylvain-Dupuis, 1070 Bruxelles               | EUR    | 1 138                              | 1 520                                             | 6                                               | 141                                   | 141          | 0                                                                  | 0                                                    | 911 <sup>(1)</sup>                                     | 192 <sup>(1)</sup>                           | -                                                          |  |
| PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EST INFÉRIEURE À 1 % DU CAPITAL DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 | EUR                                   | 744          | 671                                                                |                                                      |                                                        |                                              | 42                                                         |  |
| TOTAL FILIALES ET PARTICIPATIONS                                                                   |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       | 72 777       | 71 027                                                             |                                                      | -                                                      | -                                            | 5 551                                                      |  |
| Avances consolidables et créances rattachées                                                       |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 | EUR                                   | 1 885        | 1 885                                                              |                                                      | -                                                      | -                                            | -                                                          |  |
| VALEURS AU BILAN                                                                                   |                                                             |        |                                    |                                                   |                                                 |                                       | 74 662       | 72 912                                                             | 0                                                    | 0                                                      | -                                            | 5 551                                                      |  |

(1) Données de l'exercice 2024.

(2) Il s'agit du chiffre d'affaires pour les filiales autres que les Caisses régionales.

## 6.1 PARTICIPATION ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES

Les titres de participations et parts dans les entreprises liées ont fait l'objet de tests de dépréciation fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité. La détermination de la valeur d'utilité a reposé sur l'actualisation de l'estimation des flux futurs des titres de participation et parts dans les entreprises liées tels qu'ils résultaient de trajectoires d'activité établies sur trois ans (2026-2028) dans le cadre du PMT 2028, extrapolés sur une quatrième et une cinquième année afin de converger vers une année terminale normalisée. Les trajectoires financières projetées se fondent sur un scénario économique tenant notamment compte des anticipations d'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation. En 2025, malgré l'environnement international particulièrement tendu, l'économie mondiale a bien résisté. Aux États-Unis, la croissance a bien résisté en 2025 (2,1%) et devrait légèrement accélérer en 2026 (2,3%) : fondamentaux économiques supposés rester sains, ralentissement du marché du travail sans redressement sensible du taux de chômage, poursuite des investissements dans l'IA à un rythme moins effréné, soutien budgétaire aux entreprises et ménages aisés. En revanche, l'inflation se maintiendrait au-dessus de l'objectif de 2% en 2026. En zone euro, malgré un commerce extérieur mis à mal par les droits de douane, la vigueur de l'euro et la concurrence asiatique, la croissance a accéléré en 2025. En 2026,

la bonne santé des agents privés, les conditions financières encore favorables et une politique budgétaire légèrement expansionniste permettraient d'absorber le choc de confiance lié à la guerre commerciale et à l'incertitude géopolitique. Le scénario retient une croissance alignée sur son rythme potentiel, soutenue par l'accélération de l'investissement. La croissance pourrait ainsi se situer autour de 1,2% en 2026 après 1,4% en 2025. Les taux d'inflation totale et sous-jacente devraient tous deux se situer sous la cible de 2% à la fin de l'année 2026. Sur le front monétaire, le scénario opte pour la « ligne dure » de la Fed et suppose une stabilité du taux des *Fed funds* en 2026 suivie d'un assouplissement en 2027. Dans la zone euro, la résistance anticipée de la croissance devrait inciter la BCE à ne pas assouplir davantage sa politique monétaire en 2026. À la stabilité des taux directeurs prévue en 2026 succéderait un resserrement portant le taux de dépôt à 2,50% en 2027.

Pour les besoins des tests de dépréciation réalisés au 31 décembre 2025, les taux de croissance à l'infini, les taux d'actualisation et les taux d'allocation de fonds propres en proportion des emplois pondérés se répartissent par pôle métier selon le tableau ci-après :

| En 2025 (périmètre intégration globale groupe Crédit Agricole) | Taux de croissance à l'infini | Taux d'actualisation                         | Fonds propres alloués |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------|
| Banque de proximité en France - LCL                            | 2,00 %                        | 7,60 %                                       | 11 % à 12 %           |
| Banque de proximité à l'international - Italie                 | 2,00 %                        | 9,30 %                                       | 14 % à 15 %           |
| Banque de proximité à l'international - Autres                 | 4,00 %                        | 20,20 %                                      | 12 % à 13 %           |
| Services financiers spécialisés                                | 2,00 %                        | 7,6 % à 9,8 %                                | 11 % à 12 %           |
| Gestion de l'épargne et assurances                             |                               | 80 % de la marge de solvabilité (Assurances) | 11 % à 15 %           |
| Grandes clientèles                                             | 2,00 %                        | 8,1 % à 9,4 %                                | 11 % à 15 %           |

La détermination des taux d'actualisation se base sur une moyenne mensuelle glissante sur 15 ans. A fin 2025, le niveau des taux d'actualisation est en légère baisse, de l'ordre de 5 à 15 points de base, par rapport à l'exercice de l'année dernière.

Les taux de croissance à l'infini au 31 décembre 2025 restent inchangés par rapport à ceux utilisés au 31 décembre 2024.

## 6.2 VALEUR ESTIMATIVE DES TITRES DE PARTICIPATION ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES

| (en millions d'euros)                                                | 31/12/2025      |                                  | 31/12/2024      |                   |
|----------------------------------------------------------------------|-----------------|----------------------------------|-----------------|-------------------|
|                                                                      | Valeur au bilan | Valeur estimative <sup>(1)</sup> | Valeur au bilan | Valeur estimative |
| <b>PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES</b>                              |                 |                                  |                 |                   |
| Titres non cotés                                                     | 66 320          | 113 323                          | 63 054          | 99 120            |
| Titres cotés                                                         | 4 511           | 11 775                           | 4 511           | 12 197            |
| Avances consolidables                                                | 1 858           | 1 866                            | 1 756           | 1 760             |
| Créances rattachées                                                  | 8               | 8                                | 5               | 5                 |
| Dépréciations                                                        | (1 062)         | -                                | (2 645)         | -                 |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                         | <b>71 635</b>   | <b>126 972</b>                   | <b>66 681</b>   | <b>113 082</b>    |
| <b>TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME</b> |                 |                                  |                 |                   |
| <b>Titres de participation</b>                                       |                 |                                  |                 |                   |
| Titres non cotés                                                     | 1 462           | 1 191                            | 1 357           | 1 022             |
| Titres cotés                                                         | -               | -                                | -               | -                 |
| Avances consolidables                                                | 19              | 19                               | 10              | 10                |
| Créances rattachées                                                  | -               | -                                | -               | -                 |
| Dépréciations                                                        | (688)           | -                                | (689)           | -                 |
| <b>Sous-total titres de participation</b>                            | <b>793</b>      | <b>1 210</b>                     | <b>678</b>      | <b>1 032</b>      |
| <b>Autres titres détenus à long terme</b>                            |                 |                                  |                 |                   |
| Titres non cotés                                                     | 484             | 486                              | 495             | 498               |
| Titres cotés                                                         | -               | -                                | -               | -                 |
| Avances consolidables                                                | -               | -                                | -               | -                 |
| Créances rattachées                                                  | -               | -                                | -               | -                 |
| Dépréciations                                                        | -               | -                                | -               | -                 |
| <b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>                 | <b>484</b>      | <b>486</b>                       | <b>495</b>      | <b>498</b>        |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                         | <b>1 277</b>    | <b>1 696</b>                     | <b>1 173</b>    | <b>1 530</b>      |
| <b>TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION</b>                             | <b>72 912</b>   | <b>128 668</b>                   | <b>67 854</b>   | <b>114 612</b>    |

(1) Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

| (en millions d'euros)       | 31/12/2025      |                   | 31/12/2024      |                   |
|-----------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|-------------------|
|                             | Valeur au bilan | Valeur estimative | Valeur au bilan | Valeur estimative |
| <b>Total valeurs brutes</b> |                 |                   |                 |                   |
| Titres non cotés            | 68 266          |                   | 64 906          |                   |
| Titres cotés                | 4 511           |                   | 4 511           |                   |
| <b>TOTAL</b>                | <b>72 777</b>   |                   | <b>69 417</b>   |                   |

## NOTE 7

## VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

## IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

| (en millions d'euros)                                                    | 01/01/2025    | Augmentations<br>(Acquisitions) | Diminutions<br>(Cessions, échéance) | Autres<br>mouvements <sup>(1)</sup> | 31/12/2025    |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------|
| <b>PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES</b>                                  |               |                                 |                                     |                                     |               |
| Valeurs brutes                                                           | 67 565        | 3 766                           | (500)                               | -                                   | 70 831        |
| Avances consolidables                                                    | 1 756         | 1 151                           | (1 049)                             | -                                   | 1 858         |
| Créances rattachées                                                      | 5             | 3                               | -                                   | -                                   | 8             |
| Dépréciations                                                            | (2 645)       | (8)                             | 1 591                               | -                                   | (1 062)       |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                             | <b>66 681</b> | <b>4 912</b>                    | <b>42</b>                           | <b>-</b>                            | <b>71 635</b> |
| <b>TITRES DE PARTICIPATION<br/>ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME</b> |               |                                 |                                     |                                     |               |
| <b>Titres de participation</b>                                           |               |                                 |                                     |                                     |               |
| Valeurs brutes                                                           | 1 357         | 141                             | (36)                                | -                                   | 1 462         |
| Avances consolidables                                                    | 10            | 10                              | (1)                                 | -                                   | 19            |
| Créances rattachées                                                      | -             | -                               | -                                   | -                                   | -             |
| Dépréciations                                                            | (689)         | -                               | 1                                   | -                                   | (688)         |
| <b>Sous-total titres de participation</b>                                | <b>678</b>    | <b>151</b>                      | <b>(36)</b>                         | <b>-</b>                            | <b>793</b>    |
| <b>Autres titres détenus à long terme</b>                                |               |                                 |                                     |                                     |               |
| Valeurs brutes                                                           | 495           | -                               | (11)                                | -                                   | 484           |
| Avances consolidables                                                    | -             | -                               | -                                   | -                                   | -             |
| Créances rattachées                                                      | -             | -                               | -                                   | -                                   | -             |
| Dépréciations                                                            | -             | -                               | -                                   | -                                   | -             |
| <b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>                     | <b>495</b>    | <b>-</b>                        | <b>(11)</b>                         | <b>-</b>                            | <b>484</b>    |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                             | <b>1 173</b>  | <b>151</b>                      | <b>(47)</b>                         | <b>-</b>                            | <b>1 277</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                                             | <b>67 854</b> | <b>5 063</b>                    | <b>(5)</b>                          | <b>-</b>                            | <b>72 912</b> |

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

| (en millions d'euros)                                             | 01/01/2025 | Augmentations<br>(Acquisitions) | Diminutions<br>(Cessions, échéance) | Autres<br>mouvements <sup>(1)</sup> | 31/12/2025 |
|-------------------------------------------------------------------|------------|---------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|------------|
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                                |            |                                 |                                     |                                     |            |
| Valeurs brutes                                                    | 136        | -                               | -                                   | -                                   | 136        |
| Amortissements et dépréciations                                   | (24)       | -                               | -                                   | -                                   | (24)       |
| <b>Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles</b>   |            |                                 |                                     |                                     |            |
| Valeurs brutes                                                    | -          | -                               | -                                   | -                                   | -          |
| Amortissements et dépréciations                                   | -          | -                               | -                                   | -                                   | -          |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                      | <b>112</b> | <b>-</b>                        | <b>-</b>                            | <b>-</b>                            | <b>112</b> |
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>                              |            |                                 |                                     |                                     |            |
| Valeurs brutes                                                    | 165        | 14                              | -                                   | -                                   | 179        |
| Amortissements et dépréciations                                   | (123)      | (13)                            | -                                   | -                                   | (136)      |
| <b>Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles</b> |            |                                 |                                     |                                     |            |
| Valeurs brutes                                                    | -          | -                               | -                                   | -                                   | -          |
| Amortissements et dépréciations                                   | -          | -                               | -                                   | -                                   | -          |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                      | <b>42</b>  | <b>1</b>                        | <b>-</b>                            | <b>-</b>                            | <b>43</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                                      | <b>154</b> | <b>1</b>                        | <b>-</b>                            | <b>-</b>                            | <b>155</b> |

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

## NOTE 8

## ACTIONS PROPRES

| (en millions d'euros) | 31/12/2025            |                     |                      |         | 31/12/2024 |
|-----------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|---------|------------|
|                       | Titres de Transaction | Titres de Placement | Valeurs immobilisées | Total   | Total      |
| Nombre                | 394 529               | -                   | -                    | 394 529 | 16 247 289 |
| Valeurs comptables    | 7                     | -                   | -                    | 7       | 223        |
| Valeurs de marché     | 7                     | -                   | -                    | 7       | 216        |

Valeur nominale de l'action : 3,00 euros.

## NOTE 9

## COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

| (en millions d'euros)                                                  | 31/12/2025    | 31/12/2024    |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>AUTRES ACTIFS <sup>(1)</sup></b>                                    |               |               |
| Instruments conditionnels achetés                                      | 2             | 3             |
| Comptes de stock et emplois divers                                     | -             | -             |
| Débiteurs divers <sup>(2)</sup>                                        | 14 639        | 12 031        |
| Gestion collective des titres Livret de développement durable          | -             | -             |
| Comptes de règlement                                                   | -             | -             |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                           | <b>14 641</b> | <b>12 034</b> |
| <b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>                                       |               |               |
| Comptes d'encaissement et de transfert                                 | 6 617         | 7 172         |
| Comptes d'ajustement et comptes d'écart                                | 4 429         | 3 954         |
| Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers          | -             | -             |
| Charges constatées d'avance                                            | 1 919         | 1 717         |
| Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme | 4 885         | 5 653         |
| Autres produits à recevoir <sup>(3)</sup>                              | 565           | 562           |
| Charges à répartir                                                     | 547           | 524           |
| Autres comptes de régularisation                                       | 161           | 24            |
| <b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>                                           | <b>19 123</b> | <b>19 606</b> |
| <b>TOTAL</b>                                                           | <b>33 764</b> | <b>31 640</b> |

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 94,16 millions d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de résolution unique au 31 décembre 2025 (94,16 millions d'euros au 31 décembre 2024).

(3) Les produits à recevoir sur créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) sont présentés en déduction des dettes rattachées sur comptes d'épargne à régime spécial au passif du bilan (cf. note 26.2 "Épargne centralisée").

## NOTE 10

## DÉPRÉCIATIONS INSCRITES EN DÉDUCTION DE L'ACTIF

| (en millions d'euros)                       | Solde au<br>01/01/2025 | Dotations  | Reprises<br>et utilisations | Désactualisation | Autres<br>mouvements | Solde au<br>31/12/2025 |
|---------------------------------------------|------------------------|------------|-----------------------------|------------------|----------------------|------------------------|
| Sur opérations interbancaires et assimilées | 34                     | 31         | (35)                        | -                | -                    | 30                     |
| Sur créances clientèle                      | -                      | -          | -                           | -                | -                    | -                      |
| Sur opérations sur titres                   | 75                     | 81         | (112)                       | -                | -                    | 44                     |
| Sur valeurs immobilisées                    | 3 334                  | 8          | (1 591)                     | -                | -                    | 1 751                  |
| Sur autres actifs                           | 161                    | -          | -                           | -                | -                    | 161                    |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>3 604</b>           | <b>120</b> | <b>(1 738)</b>              | <b>-</b>         | <b>-</b>             | <b>1 986</b>           |

## NOTE 11

## DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT – ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

| (en millions d'euros)                         | 31/12/2025    |                    |                   |               |                       |                      | 31/12/2024     |                |
|-----------------------------------------------|---------------|--------------------|-------------------|---------------|-----------------------|----------------------|----------------|----------------|
|                                               | ≤ 3 mois      | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans       | Total en<br>principal | Dettes<br>rattachées | Total          | Total          |
| <b>ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>               |               |                    |                   |               |                       |                      |                |                |
| Comptes et emprunts :                         |               |                    |                   |               |                       |                      |                |                |
| – à vue                                       | 9 227         | -                  | -                 | -             | 9 227                 | 9                    | 9 236          | 10 297         |
| – à terme                                     | 26 424        | 30 924             | 70 971            | 93 843        | 222 162               | 1 501                | 223 663        | 220 412        |
| Valeurs données en pension                    | -             | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -              | -              |
| Titres donnés en pension livrée               | 11 735        | -                  | 5 077             | -             | 16 812                | 17                   | 16 829         | 16 335         |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                        | <b>47 386</b> | <b>30 924</b>      | <b>76 048</b>     | <b>93 843</b> | <b>248 201</b>        | <b>1 527</b>         | <b>249 728</b> | <b>247 044</b> |
| <b>OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE</b> |               |                    |                   |               |                       |                      |                |                |
| Comptes ordinaires                            | 16 214        | -                  | -                 | -             | 16 214                | -                    | 16 214         | 16 881         |
| Comptes et avances à terme                    | 2 500         | 4 855              | 55 767            | 5 595         | 68 717                | 367                  | 69 084         | 71 619         |
| Titres donnés en pension livrée               | -             | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -              | -              |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                        | <b>18 714</b> | <b>4 855</b>       | <b>55 767</b>     | <b>5 595</b>  | <b>84 931</b>         | <b>367</b>           | <b>85 298</b>  | <b>88 500</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>66 100</b> | <b>35 779</b>      | <b>131 815</b>    | <b>99 438</b> | <b>333 132</b>        | <b>1 894</b>         | <b>335 026</b> | <b>335 544</b> |

## NOTE 12

## COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE

12.1 COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE –  
ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

| (en millions d'euros)                               | 31/12/2025     |                    |                   |              |                       |                      |                | 31/12/2024     |
|-----------------------------------------------------|----------------|--------------------|-------------------|--------------|-----------------------|----------------------|----------------|----------------|
|                                                     | ≤ 3 mois       | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans      | Total en<br>principal | Dettes<br>rattachées | Total          | Total          |
| Comptes ordinaires créditeurs                       | -              | -                  | -                 | -            | -                     | -                    | -              | -              |
| Comptes d'épargne à régime spécial <sup>(1)</sup> : | 207 102        | 3 199              | 6 459             | 1 588        | 218 348               | (28)                 | 218 320        | 220 831        |
| – à vue                                             | 142 608        | -                  | -                 | -            | 142 608               | (28)                 | 142 580        | 138 286        |
| – à terme                                           | 64 494         | 3 199              | 6 459             | 1 588        | 75 740                | -                    | 75 740         | 82 545         |
| Autres dettes envers la clientèle :                 | 8 975          | 150                | 3 024             | 5 100        | 17 249                | 86                   | 17 335         | 13 246         |
| – à vue                                             | 7 470          | -                  | -                 | -            | 7 470                 | -                    | 7 470          | 3 244          |
| – à terme                                           | 1 505          | 150                | 3 024             | 5 100        | 9 779                 | 86                   | 9 865          | 10 002         |
| Valeurs données en pension livrée                   | 108            | -                  | 1 280             | -            | 1 388                 | -                    | 1 388          | 115            |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                              | <b>216 185</b> | <b>3 349</b>       | <b>10 763</b>     | <b>6 688</b> | <b>236 985</b>        | <b>58</b>            | <b>237 043</b> | <b>234 192</b> |

(1) Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés sous déduction de la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) (cf. note 26.2 "Épargne centralisée").

12.2 COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE –  
ANALYSE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

| (en millions d'euros)                     | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|-------------------------------------------|----------------|----------------|
| France (y compris DROM-COM)               | 228 228        | 229 872        |
| Autres pays de l'UE                       | 7 066          | 2 524          |
| Autres pays d'Europe                      | 1 691          | 1 739          |
| Amérique du Nord                          | -              | -              |
| Amérique centrale et du Sud               | -              | -              |
| Afrique et Moyen-Orient                   | -              | -              |
| Asie et Océanie (hors Japon)              | -              | -              |
| Japon                                     | -              | -              |
| Non ventilés et organismes internationaux | -              | -              |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b>                 | <b>236 985</b> | <b>234 135</b> |
| Dettes rattachées                         | 58             | 57             |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                    | <b>237 043</b> | <b>234 192</b> |

## 12.3 COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE – ANALYSE PAR AGENTS ÉCONOMIQUES

| (en millions d'euros)     | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|---------------------------|----------------|----------------|
| Particuliers              | 183 326        | 185 344        |
| Agriculteurs              | 12 121         | 12 707         |
| Autres professionnels     | 17 966         | 18 032         |
| Clientèle financière      | 15 987         | 10 645         |
| Entreprises               | 995            | 963            |
| Collectivités publiques   | 1 007          | 1 170          |
| Autres agents économiques | 5 583          | 5 274          |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b> | <b>236 985</b> | <b>234 135</b> |
| Dettes rattachées         | 58             | 57             |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>    | <b>237 043</b> | <b>234 192</b> |

### NOTE 13 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

## 13.1 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE – ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

|                                               | 31/12/2025 |                    |                   |         |                       |                      | 31/12/2024 |         |
|-----------------------------------------------|------------|--------------------|-------------------|---------|-----------------------|----------------------|------------|---------|
| (en millions d'euros)                         | ≤ 3 mois   | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans | Total en<br>principal | Dettes<br>rattachées | Total      | Total   |
| Bons de caisse                                | -          | -                  | -                 | -       | -                     | -                    | -          | -       |
| Titres du marché interbancaire                | -          | 278                | 2 713             | 2 452   | 5 443                 | 91                   | 5 534      | 5 189   |
| Titres de créances négociables <sup>(1)</sup> | 11 979     | 15 771             | -                 | 30      | 27 780                | 247                  | 28 027     | 29 221  |
| Emprunts obligataires                         | 1 701      | 10 674             | 46 366            | 33 735  | 92 476                | 1 638                | 94 114     | 90 943  |
| Autres dettes représentées par un titre       | 1 275      | 3 925              | 21 198            | 12 986  | 39 384                | 519                  | 39 903     | 37 128  |
| VALEUR NETTE AU BILAN                         | 14 955     | 30 648             | 70 277            | 49 203  | 165 083               | 2 495                | 167 578    | 162 481 |

(1) Dont 9,662 millions d'euros émis à l'étranger au 31 décembre 2025 contre 11,857 millions d'euros au 31 décembre 2024.

## 13.2 EMPRUNTS OBLIGATAIRES (PAR MONNAIE D'ÉMISSION)

|                               | 31/12/2025         |                |               | 31/12/2024    |               |
|-------------------------------|--------------------|----------------|---------------|---------------|---------------|
|                               | Durées résiduelles |                |               | Encours       | Encours       |
| (en milliers d'euros)         | ≤ 1 an             | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans       |               |               |
| <b>Euro</b>                   | <b>10 032</b>      | <b>34 793</b>  | <b>31 205</b> | <b>76 030</b> | <b>72 623</b> |
| Taux fixe                     | 9 683              | 31 825         | 27 245        | 68 753        | 65 762        |
| Taux variable                 | 349                | 2 968          | 3 960         | 7 277         | 6 861         |
| <b>Autres devises de l'UE</b> | -                  | -              | -             | -             | -             |
| Taux fixe                     | -                  | -              | -             | -             | -             |
| Taux variable                 | -                  | -              | -             | -             | -             |
| <b>Dollar</b>                 | <b>1 573</b>       | <b>3 427</b>   | <b>1 318</b>  | <b>6 318</b>  | <b>7 777</b>  |
| Taux fixe                     | 1 148              | 2 806          | 1 318         | 5 272         | 6 717         |
| Taux variable                 | 425                | 621            | -             | 1 046         | 1 060         |
| <b>Yen</b>                    | <b>310</b>         | <b>1 854</b>   | <b>115</b>    | <b>2 279</b>  | <b>2 240</b>  |
| Taux fixe                     | 310                | 1 708          | 115           | 2 133         | 2 240         |
| Taux variable                 | -                  | 146            | -             | 146           | -             |
| <b>Autres devises</b>         | <b>460</b>         | <b>6 292</b>   | <b>1 097</b>  | <b>7 849</b>  | <b>7 053</b>  |
| Taux fixe                     | 460                | 4 896          | 1 097         | 6 453         | 6 095         |
| Taux variable                 | -                  | 1 396          | -             | 1 396         | 958           |
| <b>TOTAL PRINCIPAL</b>        | <b>12 375</b>      | <b>46 366</b>  | <b>33 735</b> | <b>92 476</b> | <b>89 693</b> |
| Taux fixe                     | 11 601             | 41 235         | 29 775        | 82 611        | 80 814        |
| Taux variable                 | 774                | 5 131          | 3 960         | 9 865         | 8 879         |
| Dettes rattachées             | -                  | -              | -             | 1 638         | 1 250         |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>        | <b>12 375</b>      | <b>46 366</b>  | <b>33 735</b> | <b>94 114</b> | <b>90 943</b> |

## NOTE 14 COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

| (en millions d'euros)                                              | 31/12/2025    | 31/12/2024    |
|--------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>AUTRES PASSIFS <sup>(1)</sup></b>                               |               |               |
| Opérations de contrepartie (titres de transaction)                 | -             | -             |
| Dettes représentatives de titres empruntés <sup>(2)</sup>          | -             | -             |
| Instruments conditionnels vendus                                   | -             | -             |
| Comptes de règlement et de négociation                             | -             | -             |
| Créditeurs divers                                                  | 3 106         | 2 512         |
| Versements restant à effectuer sur titres                          | 143           | 23            |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                                             | <b>3 249</b>  | <b>2 535</b>  |
| <b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>                                   |               |               |
| Comptes d'encaissement et de transfert                             | 8 144         | 8 128         |
| Comptes d'ajustement et comptes d'écart                            | 7 185         | 3 563         |
| Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers         | -             | -             |
| Produits constatés d'avance                                        | 2 084         | 1 871         |
| Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme | 4 464         | 5 232         |
| Autres charges à payer                                             | 887           | 1 017         |
| Autres comptes de régularisation                                   | 13            | 63            |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                                             | <b>22 777</b> | <b>19 874</b> |
| <b>TOTAL</b>                                                       | <b>26 026</b> | <b>22 409</b> |

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

(2) Les dettes représentatives de titres empruntés sont présentées sous déduction des titres de transaction empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt reclassé en "titres de transaction prêtés") (cf. note 26.1 "Emprunts de titres").

## NOTE 15 PROVISIONS

| (en millions d'euros)                                              | Solde au<br>01/01/2025 | Dotations  | Reprises<br>utilisées | Reprises<br>non utilisées | Autres<br>mouvements | Solde au<br>31/12/2025 |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------|------------|-----------------------|---------------------------|----------------------|------------------------|
| Provisions pour engagements de retraite et assimilés               | 215                    | 5          | -                     | -                         | 17                   | 237                    |
| Provisions pour autres engagements sociaux                         | 4                      | 3          | -                     | -                         | -                    | 7                      |
| Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature  | 5                      | 4          | -                     | (1)                       | -                    | 8                      |
| Provisions pour litiges fiscaux <sup>(1)</sup>                     | 14                     | 1          | -                     | (9)                       | -                    | 6                      |
| Provisions pour autres litiges                                     | 54                     | -          | -                     | -                         | (53)                 | 1                      |
| Provisions pour risques pays                                       | -                      | -          | -                     | -                         | -                    | -                      |
| Provisions pour risques de crédit <sup>(2)</sup>                   | 47                     | 15         | -                     | (57)                      | -                    | 5                      |
| Provisions pour restructurations                                   | -                      | -          | -                     | -                         | -                    | -                      |
| Provisions pour impôts <sup>(3)</sup>                              | 736                    | 190        | -                     | (3)                       | -                    | 923                    |
| Provisions sur participations                                      | -                      | -          | -                     | -                         | -                    | -                      |
| Provisions pour risques opérationnels                              | -                      | -          | -                     | -                         | -                    | -                      |
| Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement | 19                     | 29         | -                     | (8)                       | -                    | 40                     |
| Autres provisions <sup>(4)</sup>                                   | 283                    | 168        | (4)                   | (273)                     | 52                   | 226                    |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                                             | <b>1 377</b>           | <b>415</b> | <b>(4)</b>            | <b>(351)</b>              | <b>16</b>            | <b>1 453</b>           |

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.

(3) Comprend notamment les impôts dus aux filiales dans le cadre de l'intégration fiscale.

(4) Y compris les provisions pour risques sur GIE d'investissement.

### ENQUÊTES, DEMANDES D'INFORMATIONS ET PROCÉDURES CONTENTIEUSES

Dans le cadre habituel de ses activités, Crédit Agricole S.A. fait régulièrement l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger. Les provisions comptabilisées reflètent la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

#### Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008. Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (Deferred Prosecution Agreements) avec l'US Attorney Office du District de Columbia (USAO) et le District Attorney de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, Crédit Agricole CIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

#### Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (London Interbank Offered Rates) sur plusieurs devises, du taux Euribor (Euro Interbank Offered Rate) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (Department of Justice) et la CFTC (Commodity Future Trading Commission) – avec lesquelles elles ont été en discussion. Depuis, ces autorités ne se sont plus manifestées auprès de Crédit Agricole S.A. ou de Crédit Agricole CIB.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor, autorité qui ne s'est pas manifestée depuis lors auprès de Crédit Agricole CIB. À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor. Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros.

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne. Le 20 décembre 2023, le Tribunal de l'Union européenne a rendu sa décision, laquelle réduit à 110 millions d'euros l'amende infligée à Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, en les exonérant de certaines pratiques alléguées, mais rejette la plupart des moyens d'annulation invoqués. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont déposé un pourvoi contre cette décision devant la Cour de Justice de l'Union européenne le 19 mars 2024. La Commission européenne a également déposé un pourvoi sollicitant l'annulation de l'arrêt du Tribunal de l'Union Européenne.

### O'Sullivan and Tavera

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« O' Sullivan I »).

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« O'Sullivan II »).

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« Tavera »). Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du US Anti-Terrorism Act et du Justice Against Sponsors of Terrorism Act et réclament des dommages-intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Dans l'affaire O'Sullivan I, le tribunal a rejeté la plainte le 28 mars 2019, a rejeté la requête des demandeurs visant à modifier leur plainte le 25 février 2020 et a rejeté la requête des demandeurs visant à obtenir un jugement définitif afin de permettre aux demandeurs de faire appel le 29 juin 2021.

Le 9 novembre 2023, le tribunal a suspendu la procédure dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans trois affaires relatives à l'US Anti-Terrorism Act auxquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ne sont pas parties -l'affaire Freeman c. HSBC Holdings, PLC, no 14-cv-6601 (E.D.N.Y.) («Freeman I»), Freeman c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7359 (E.D.N.Y.) («Freeman II») et Stephens c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7439 (E.D.N.Y.).

Le 6 avril 2020, l'affaire O'Sullivan II a été suspendue en attendant la résolution de l'affaire O'Sullivan I, suspension qui a été prolongée le 20 décembre 2023. L'affaire Tavera a également été suspendue depuis le 19 février 2019.

Le 8 novembre 2023, la suspension a été prolongée dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans les affaires Freeman I, Freeman II et Stephens. La suspension a été de nouveau prolongée le 21 octobre 2025.

## NOTE 16

## ÉPARGNE LOGEMENT

### ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT SUR LA PHASE D'ÉPARGNE

| (en millions d'euros)                                                 | 31/12/2025    | 31/12/2024    |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT</b>                                       |               |               |
| Ancienneté de moins de 4 ans                                          | 6 570         | 9 418         |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans                     | 5 113         | 33 310        |
| Ancienneté de plus de 10 ans                                          | 58 293        | 33 696        |
| <b>TOTAL PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT</b>                                 | <b>69 976</b> | <b>76 424</b> |
| <b>TOTAL COMPTES ÉPARGNE-LOGEMENT</b>                                 | <b>12 572</b> | <b>12 628</b> |
| <b>TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT</b> | <b>82 548</b> | <b>89 052</b> |

Les encours de collecte, hors prime de l'État, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2025 pour les données au 31 décembre 2025 et à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024.

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

### ENCOURS DE CRÉDITS OCTROYÉS AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT

| (en millions d'euros)                                                          | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| Plans d'épargne-logement                                                       | -          | -          |
| Comptes épargne-logement                                                       | -          | -          |
| <b>TOTAL ENCOURS DE CRÉDIT OCTROYÉS AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT</b> | <b>-</b>   | <b>-</b>   |

## PROVISION AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT

(en millions d'euros)

|                                                               | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---------------------------------------------------------------|------------|------------|
| <b>PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT</b>                               |            |            |
| Ancienneté de moins de 4 ans                                  |            | -          |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans             |            | -          |
| Ancienneté de plus de 10 ans                                  | 37         | 19         |
| <b>TOTAL PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT</b>                         | <b>37</b>  | <b>19</b>  |
| <b>TOTAL COMPTES ÉPARGNE-LOGEMENT</b>                         | <b>3</b>   | <b>1</b>   |
| <b>TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT</b> | <b>40</b>  | <b>20</b>  |

La provision épargne logement comprend trois composantes :

- la composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés ;
- la composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées ;
- la composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, Crédit Agricole S.A. avait décidé de figer le niveau de la provision épargne logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant comptes d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénario).

## NOTE 17

## ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI, RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

### VARIATIONS DE LA DETTE ACTUARIELLE

(en millions d'euros)

|                                                     | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|-----------------------------------------------------|------------|------------|
| <b>DETTE ACTUARIELLE À L'OUVERTURE</b>              | <b>213</b> | <b>223</b> |
| Coût des services rendus sur l'exercice             | 8          | 8          |
| Coût financier                                      | 6          | 7          |
| Cotisations employés                                | -          | -          |
| Modifications, réductions et liquidations de régime | -          | -          |
| Variation de périmètre                              | 4          | -          |
| Indemnités de cessation d'activité                  | -          | -          |
| Prestations versées (obligatoire)                   | (10)       | (21)       |
| (Gains)/Pertes actuariels                           | 12         | (4)        |
| Autres mouvements                                   | -          | -          |
| <b>DETTE ACTUARIELLE À LA CLÔTURE</b>               | <b>233</b> | <b>213</b> |

## DÉTAIL DE LA CHARGE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT

| (en millions d'euros)                                     | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|-----------------------------------------------------------|------------|------------|
| Coût des services rendus                                  | 8          | 8          |
| Coût financier                                            | 6          | 6          |
| Rendement attendu des actifs                              | (6)        | (5)        |
| Coût des services passés                                  | -          | -          |
| (Gains)/Pertes actuariels net                             | -          | (6)        |
| (Gains)/Pertes sur réductions et liquidations de régimes  | -          | -          |
| (Gains)/Pertes du(e)s au changement de limitation d'actif | -          | -          |
| <b>CHARGE NETTE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT</b>   | <b>8</b>   | <b>3</b>   |

## VARIATIONS DE JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES

| (en millions d'euros)                                               | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| <b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS/DROITS À REMBOURSEMENT À L'OUVERTURE</b> | <b>187</b> | <b>200</b> |
| Rendement attendu des actifs                                        | 6          | 6          |
| Gains/(Pertes) actuariels                                           | 1          | 2          |
| Cotisations payées par l'employeur                                  | 18         | -          |
| Cotisations payées par les employés                                 | -          | -          |
| Modifications, réductions et liquidations de régime                 | -          | -          |
| Variation de périmètre                                              | 4          | -          |
| Indemnités de cessation d'activité                                  | -          | -          |
| Prestations payées par le fonds                                     | (9)        | (21)       |
| Autres mouvements                                                   | -          | -          |
| <b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS/DROITS À REMBOURSEMENT À LA CLÔTURE</b>  | <b>207</b> | <b>187</b> |

## VARIATIONS DE LA PROVISION

| (en millions d'euros)                              | 31/12/2025   | 31/12/2024   |
|----------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>DETTE ACTUARIELLE À LA CLÔTURE</b>              | <b>(233)</b> | <b>(213)</b> |
| Impact de la limitation d'actifs                   | -            | -            |
| Juste valeur des actifs fin de période             | 207          | 187          |
| <b>POSITION NETTE (PASSIF)/ACTIFS À LA CLÔTURE</b> | <b>(26)</b>  | <b>(26)</b>  |

### Rendement des actifs des régimes

Le rendement effectif des actifs des régimes est de 3.27 % en 2025.

### Hypothèses actuarielles utilisées

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 4,11 % sur les IFC et de 1,07 % sur les retraites article 39 ;
- une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 4,40 % sur les IFC et 1,11 % sur les retraites article 39.

## NOTE 18

## DETTES SUBORDONNÉES : ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

| (en millions d'euros)                                          | 31/12/2025 |                    |                   |               |                       |                      | 31/12/2024    |               |
|----------------------------------------------------------------|------------|--------------------|-------------------|---------------|-----------------------|----------------------|---------------|---------------|
|                                                                | ≤ 3 mois   | > 3 mois<br>≤ 1 an | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans       | Total en<br>principal | Dettes<br>rattachées | Total         | Total         |
| <b>DETTES SUBORDONNÉES À TERME</b>                             | <b>618</b> | <b>3 901</b>       | <b>12 387</b>     | <b>4 344</b>  | <b>21 250</b>         | <b>320</b>           | <b>21 570</b> | <b>25 049</b> |
| Euro                                                           | 618        | 3 031              | 5 560             | 1 213         | 10 422                | 155                  | 10 577        | 13 933        |
| Autres devises de l'Union européenne                           | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| Franc suisse                                                   | -          | -                  | 269               | -             | 269                   | 3                    | 272           | 128           |
| Dollar                                                         | -          | -                  | 2 126             | 2 551         | 4 677                 | 91                   | 4 768         | 6 864         |
| Yen                                                            | -          | 82                 | 764               | 41            | 887                   | 4                    | 891           | 934           |
| Autres devises                                                 | -          | 788                | 3 668             | 539           | 4 995                 | 67                   | 5 062         | 3 190         |
| <b>Titres et emprunts participatifs</b>                        | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| <b>Autres emprunts subordonnés à terme</b>                     | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| <b>DETTES SUBORDONNÉES À DURÉE INDÉTERMINÉE <sup>(1)</sup></b> | <b>-</b>   | <b>-</b>           | <b>-</b>          | <b>8 038</b>  | <b>8 038</b>          | <b>11</b>            | <b>8 049</b>  | <b>7 477</b>  |
| Euro                                                           | -          | -                  | -                 | 4 750         | 4 750                 | 7                    | 4 757         | 3 255         |
| Autres devises de l'Union européenne                           | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| Franc suisse                                                   | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| Dollar                                                         | -          | -                  | -                 | 3 189         | 3 189                 | 4                    | 3 193         | 3 618         |
| Yen                                                            | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| Autres devises                                                 | -          | -                  | -                 | 99            | 99                    | -                    | 99            | 604           |
| <b>Placement des fonds propres des Caisses locales</b>         | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| <b>Dépôts de garantie à caractère mutuel</b>                   | -          | -                  | -                 | -             | -                     | -                    | -             | -             |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>                                         | <b>618</b> | <b>3 901</b>       | <b>12 387</b>     | <b>12 382</b> | <b>29 288</b>         | <b>331</b>           | <b>29 619</b> | <b>32 526</b> |

(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 1 355 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 1 309 millions d'euros au 31 décembre 2024.

## NOTE 19

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (AVANT RÉPARTITION)

### VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

| (en millions d'euros)                             | Capitaux propres |                |                    |                                             |                                |                                                         |              | Total des capitaux propres |
|---------------------------------------------------|------------------|----------------|--------------------|---------------------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------|----------------------------|
|                                                   | Capital          | Réserve légale | Réserve statutaire | Primes, autres réserves et report à nouveau | Écarts conversion/réévaluation | Provisions réglementées et subventions d'investissement | Résultat     |                            |
| <b>SOLDE AU 31/12/2023</b>                        | <b>9 158</b>     | <b>934</b>     | <b>341</b>         | <b>42 648</b>                               |                                | <b>5</b>                                                | <b>3 106</b> | <b>56 192</b>              |
| Dividendes versés au titre de 2023                | -                | -              | -                  | (3 177)                                     | -                              | -                                                       | -            | (3 177)                    |
| Variation de capital                              | (35)             | -              | -                  | -                                           | -                              | -                                                       | -            | (35)                       |
| Variation des primes et réserves                  | -                | -              | -                  | (119)                                       | -                              | -                                                       | -            | (119)                      |
| Affectation du résultat social 2023               | -                | -              | -                  | 3 106                                       | -                              | -                                                       | (3 106)      | -                          |
| Report à nouveau                                  | -                | -              | -                  | -                                           | -                              | -                                                       | -            | -                          |
| Résultat de l'exercice 2024                       | -                | -              | -                  | -                                           | -                              | -                                                       | 3 473        | 3 473                      |
| Autres variations                                 | -                | -              | -                  | (1)                                         | -                              | (3)                                                     | -            | (4)                        |
| <b>SOLDE AU 31/12/2024</b>                        | <b>9 123</b>     | <b>934</b>     | <b>341</b>         | <b>42 457</b>                               |                                | <b>2</b>                                                | <b>3 473</b> | <b>56 330</b>              |
| Dividendes versés au titre de 2024 <sup>(1)</sup> | -                | -              | -                  | (3 328)                                     | -                              | -                                                       | -            | (3 328)                    |
| Variation de capital <sup>(2)</sup>               | (45)             | -              | -                  | -                                           | -                              | -                                                       | -            | (45)                       |
| Variation des primes et réserves                  | -                | -              | -                  | (244)                                       | -                              | -                                                       | -            | (244)                      |
| Affectation du résultat social 2024               | -                | -              | -                  | 3 473                                       | -                              | -                                                       | (3 473)      | -                          |
| Report à nouveau                                  | -                | -              | -                  | -                                           | -                              | -                                                       | -            | -                          |
| Résultat de l'exercice 2025                       | -                | -              | -                  | -                                           | -                              | -                                                       | 6 207        | 6 207                      |
| Autres variations                                 | -                | -              | -                  | -                                           | -                              | (2)                                                     | -            | (2)                        |
| <b>SOLDE AU 31/12/2025</b>                        | <b>9 078</b>     | <b>934</b>     | <b>341</b>         | <b>42 358</b>                               | <b>-</b>                       | <b>-</b>                                                | <b>6 207</b> | <b>58 918</b>              |

(1) Le montant des dividendes distribués par Crédit Agricole S.A. s'élève à - 3 328 millions d'euros après neutralisation des dividendes pour actions propres pour 1 million d'euros.

(2) Réduction de capital de 45 millions en date du 13 janvier 2025, augmentation de capital de 68 millions d'euros réservée aux salariés en date du 28 août 2025 et réduction de capital de 68 millions d'euros en date du 13 novembre 2025.

## NOTE 20

## COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES

| (en millions d'euros)                 | 31/12/2025    | 31/12/2024    |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Capitaux propres hors FRBG            | 58 918        | 56 330        |
| Fonds pour risques bancaires généraux | 1 625         | 1 539         |
| <b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>     | <b>60 543</b> | <b>57 869</b> |

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 29 619 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 32 526 millions d'euros au 31 décembre 2024.

## NOTE 21

## OPÉRATIONS EFFECTUÉES AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS

| (en millions d'euros)                                           | Opérations avec les entreprises liées et les participations |                     |
|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|---------------------|
|                                                                 | Solde au 31/12/2025                                         | Solde au 31/12/2024 |
| <b>CRÉANCES</b>                                                 | <b>662 543</b>                                              | <b>662 295</b>      |
| Sur les établissements de crédit et institutions financières    | 560 238                                                     | 559 416             |
| Sur la clientèle                                                | 3 390                                                       | 3 511               |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                      | 98 915                                                      | 99 368              |
| <b>DETTES</b>                                                   | <b>317 445</b>                                              | <b>316 925</b>      |
| Sur les établissements de crédits et institutions financières   | 309 226                                                     | 309 748             |
| Sur la clientèle                                                | 8 219                                                       | 7 177               |
| Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées         | -                                                           | -                   |
| <b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>                                       | <b>27 164</b>                                               | <b>25 558</b>       |
| Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit | 2 323                                                       | 1 910               |
| Engagements de financement en faveur de la clientèle            | -                                                           | -                   |
| Garanties données à des établissements de crédit                | 13 043                                                      | 12 270              |
| Garanties données à la clientèle                                | 11 798                                                      | 11 378              |
| Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise                | -                                                           | -                   |
| Autres engagements donnés                                       | -                                                           | -                   |

## NOTE 22

## OPÉRATIONS EFFECTUÉES EN DEVISES

### CONTRIBUTIONS PAR DEVISE AU BILAN

| (en millions d'euros)                                    | 31/12/2025     |                | 31/12/2024     |                |
|----------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                                                          | Actif          | Passif         | Actif          | Passif         |
| Euro                                                     | 811 382        | 766 740        | 799 983        | 760 686        |
| Autres devises de l'Union européenne                     | 2 293          | 312            | 2 252          | 164            |
| Franc suisse                                             | 6 629          | 6 064          | 6 884          | 6 250          |
| Dollar                                                   | 14 414         | 36 724         | 14 907         | 36 349         |
| Yen                                                      | 593            | 5 435          | 1 002          | 6 532          |
| Autres devises                                           | 2 004          | 14 335         | 2 298          | 12 084         |
| <b>VALEUR BRUTE</b>                                      | <b>837 315</b> | <b>829 610</b> | <b>827 326</b> | <b>822 065</b> |
| Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation | 21 961         | 27 680         | 22 690         | 24 346         |
| Dépréciations                                            | (1 986)        | -              | (3 605)        | -              |
| <b>TOTAL</b>                                             | <b>857 290</b> | <b>857 290</b> | <b>846 411</b> | <b>846 411</b> |

## NOTE 23

## OPÉRATIONS DE CHANGE, PRÊTS ET EMPRUNTS EN DEVISES

| (en millions d'euros)                   | 31/12/2025    |               | 31/12/2024    |               |
|-----------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                                         | À recevoir    | À livrer      | À recevoir    | À livrer      |
| <b>Opérations de change au comptant</b> | <b>100</b>    | <b>100</b>    | <b>239</b>    | <b>239</b>    |
| - Devises                               | 16            | 84            | -             | 239           |
| - Euros                                 | 84            | 16            | 239           | -             |
| <b>Opérations de change à terme</b>     | <b>52 220</b> | <b>55 098</b> | <b>48 120</b> | <b>47 881</b> |
| - Devises                               | 46 202        | 6 312         | 42 915        | 5 519         |
| - Euros                                 | 6 018         | 48 786        | 5 205         | 42 362        |
| <b>Prêts et emprunts en devises</b>     | <b>37</b>     | <b>26</b>     | <b>3</b>      | <b>5</b>      |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>52 357</b> | <b>55 224</b> | <b>48 362</b> | <b>48 125</b> |

## NOTE 24

## OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

|                                                            | 31/12/2025               |                                     |                | 31/12/2024       |
|------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|----------------|------------------|
|                                                            | Opérations de couverture | Opérations autres que de couverture | Total          | Total            |
| (en millions d'euros)                                      |                          |                                     |                |                  |
| <b>OPÉRATIONS FERMES</b>                                   | <b>641 364</b>           | <b>348 784</b>                      | <b>990 148</b> | <b>1 055 281</b> |
| <b>Opérations sur marchés organisés <sup>(1)</sup></b>     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Contrats à terme de taux d'intérêt                         | -                        | -                                   | -              | -                |
| Contrats à terme de change                                 | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers | -                        | -                                   | -              | -                |
| Autres contrats à terme                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| <b>Opérations de gré à gré <sup>(1)</sup></b>              | <b>641 364</b>           | <b>348 784</b>                      | <b>990 148</b> | <b>1 055 281</b> |
| Swaps de taux d'intérêt                                    | 634 257                  | 346 332                             | 980 589        | 1 048 029        |
| Autres contrats à terme de taux d'intérêt                  | -                        | -                                   | -              | -                |
| Contrats à terme de change                                 | 961                      | 2 422                               | 3 383          | 2 903            |
| F.R.A.                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers | 6 146                    | 30                                  | 6 176          | 4 349            |
| Autres contrats à terme                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| <b>OPÉRATIONS CONDITIONNELLES</b>                          | <b>335</b>               | <b>-</b>                            | <b>335</b>     | <b>335</b>       |
| <b>Opérations sur marchés organisés</b>                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments de taux d'intérêt à terme                      |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments sur action et indices boursiers à terme        |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments de taux de change à terme                      |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Autres instruments à terme conditionnels                   |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| <b>Opérations de gré à gré</b>                             | <b>335</b>               | <b>-</b>                            | <b>335</b>     | <b>335</b>       |
| Options de swaps de taux                                   |                          |                                     |                |                  |
| Achetées                                                   | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendues                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments de taux d'intérêts à terme                     |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | 335                      | -                                   | 335            | 335              |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments de taux de change à terme                      |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Instruments sur actions et indices boursiers à terme       |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| Autres instruments à terme conditionnels                   |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| <b>DÉRIVÉS DE CRÉDIT</b>                                   | <b>-</b>                 | <b>-</b>                            | <b>-</b>       | <b>-</b>         |
| Contrats de dérivés de crédit                              |                          |                                     |                |                  |
| Achetés                                                    | -                        | -                                   | -              | -                |
| Vendus                                                     | -                        | -                                   | -              | -                |
| <b>TOTAL</b>                                               | <b>641 699</b>           | <b>348 784</b>                      | <b>990 483</b> | <b>1 055 616</b> |

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

## 24.1 OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME : ENCOURS NOTIONNELS PAR DURÉE RÉSIDUELLE

| (en millions d'euros)                                     | Total 31/12/2025 |                   |                | Dont opérations effectuées de gré à gré |                   |                | Dont opérations sur marchés organisés et assimilés |                   |         |
|-----------------------------------------------------------|------------------|-------------------|----------------|-----------------------------------------|-------------------|----------------|----------------------------------------------------|-------------------|---------|
|                                                           | ≤ 1 an           | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans        | ≤ 1 an                                  | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans        | ≤ 1 an                                             | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans |
| Futures                                                   | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Options de change                                         | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Options de taux                                           | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés         | 3 383            | -                 | -              | 3 383                                   | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| F.R.A.                                                    | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Swaps de taux d'intérêt                                   | 483 805          | 233 798           | 262 986        | 483 805                                 | 233 798           | 262 986        | -                                                  | -                 | -       |
| Caps, floors, collars                                     | 50               | 285               | -              | 50                                      | 285               | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Forward taux                                              | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations fermes sur actions et indices                  | 151              | 2 295             | 3 730          | 151                                     | 2 295             | 3 730          | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices         | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Dérivés de crédit                                         | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                         | <b>487 389</b>   | <b>236 378</b>    | <b>266 716</b> | <b>487 389</b>                          | <b>236 378</b>    | <b>266 716</b> | -                                                  | -                 | -       |
| Swaps de devises                                          | 13 629           | 52 528            | 17 102         | 13 629                                  | 52 528            | 17 102         | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations de change à terme                              | 24 059           | -                 | -              | 24 059                                  | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                         | <b>37 688</b>    | <b>52 528</b>     | <b>17 102</b>  | <b>37 688</b>                           | <b>52 528</b>     | <b>17 102</b>  | -                                                  | -                 | -       |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>525 077</b>   | <b>288 906</b>    | <b>283 818</b> | <b>525 077</b>                          | <b>288 906</b>    | <b>283 818</b> | -                                                  | -                 | -       |

| (en millions d'euros)                                     | Total 31/12/2024 |                   |                | Dont opérations effectuées de gré à gré |                   |                | Dont opérations sur marchés organisés et assimilés |                   |         |
|-----------------------------------------------------------|------------------|-------------------|----------------|-----------------------------------------|-------------------|----------------|----------------------------------------------------|-------------------|---------|
|                                                           | ≤ 1 an           | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans        | ≤ 1 an                                  | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans        | ≤ 1 an                                             | > 1 an<br>≤ 5 ans | > 5 ans |
| Futures                                                   | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Options de change                                         | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Options de taux                                           | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés         | 2 903            | -                 | -              | 2 903                                   | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| F.R.A.                                                    | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Swaps de taux d'intérêt                                   | 554 247          | 245 192           | 248 590        | 554 247                                 | 245 192           | 248 590        | -                                                  | -                 | -       |
| Caps, floors, collars                                     | -                | 210               | 125            | -                                       | 210               | 125            | -                                                  | -                 | -       |
| Forward taux                                              | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations fermes sur actions et indices                  | 222              | 1 021             | 3 106          | 222                                     | 1 021             | 3 106          | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices         | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| Dérivés de crédit                                         | -                | -                 | -              | -                                       | -                 | -              | -                                                  | -                 | -       |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                         | <b>557 372</b>   | <b>246 423</b>    | <b>251 821</b> | <b>557 372</b>                          | <b>246 423</b>    | <b>251 821</b> | -                                                  | -                 | -       |
| Swaps de devises                                          | 3 596            | 56 521            | 11 288         | 3 596                                   | 56 521            | 11 288         | -                                                  | -                 | -       |
| Opérations de change à terme                              | 24 417           | 177               | -              | 24 417                                  | 177               | -              | -                                                  | -                 | -       |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                         | <b>28 013</b>    | <b>56 698</b>     | <b>11 288</b>  | <b>28 013</b>                           | <b>56 698</b>     | <b>11 288</b>  | -                                                  | -                 | -       |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>585 385</b>   | <b>303 121</b>    | <b>263 109</b> | <b>585 385</b>                          | <b>303 121</b>    | <b>263 109</b> | -                                                  | -                 | -       |

## 24.2 INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME : JUSTE VALEUR

| (en millions d'euros)                                     | Juste valeur positive au 31/12/2025 | Juste valeur négative au 31/12/2025 | Encours notionnel au 31/12/2025 | Juste valeur positive au 31/12/2024 | Juste valeur négative au 31/12/2024 | Encours notionnel au 31/12/2024 |
|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|
| Futures                                                   | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| Options de change                                         | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| Options de taux                                           | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés         | -                                   | -                                   | 3 383                           | -                                   | -                                   | 2 903                           |
| F.R.A.                                                    | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| Swaps de taux d'intérêt                                   | 10 468                              | 18 225                              | 980 589                         | 12 011                              | 20 662                              | 1 048 029                       |
| Caps, floors, collars                                     | 17                                  | 4                                   | 335                             | 22                                  | 3                                   | 335                             |
| Forward taux                                              | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| Opérations fermes sur actions et indices                  | -                                   | -                                   | 6 176                           | -                                   | -                                   | 4 349                           |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices         | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | 216                                 | 13                                  | -                               | 38                                  | -                                   | -                               |
| Dérivés de crédit                                         | -                                   | -                                   | -                               | -                                   | -                                   | -                               |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                         | <b>10 701</b>                       | <b>18 242</b>                       | <b>990 483</b>                  | <b>12 071</b>                       | <b>20 665</b>                       | <b>1 055 616</b>                |
| Swaps de devises                                          | 34                                  | 31                                  | 83 259                          | 54                                  | 48                                  | 71 405                          |
| Opérations de change à terme                              | 115                                 | 168                                 | 24 059                          | 277                                 | 119                                 | 24 594                          |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                         | <b>149</b>                          | <b>199</b>                          | <b>107 318</b>                  | <b>331</b>                          | <b>167</b>                          | <b>95 999</b>                   |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>10 850</b>                       | <b>18 441</b>                       | <b>1 097 801</b>                | <b>12 402</b>                       | <b>20 832</b>                       | <b>1 151 615</b>                |

## 24.3 INFORMATION SUR LES SWAPS

### VENTILATION DES SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT

| (en millions d'euros) | Position ouverte isolée | Micro-couverture | Macro-couverture | Portefeuille de transaction |
|-----------------------|-------------------------|------------------|------------------|-----------------------------|
| Swaps de taux         | 346 332                 | 264 398          | 369 859          | -                           |
| Contrats assimilés    | -                       | -                | -                | -                           |

## NOTE 25 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

| (en millions d'euros)                              | 31/12/2025     | 31/12/2024     |
|----------------------------------------------------|----------------|----------------|
| <b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>                          |                |                |
| <b>Engagements de financement</b>                  | <b>2 324</b>   | <b>1 990</b>   |
| Engagements en faveur d'établissements de crédit   | 2 324          | 1 910          |
| Engagements en faveur de la clientèle              | -              | 80             |
| <b>Engagements de garantie</b>                     | <b>25 383</b>  | <b>24 214</b>  |
| Engagements d'ordre d'établissement de crédit      | 13 204         | 12 439         |
| Engagements d'ordre de la clientèle                | 12 179         | 11 775         |
| <b>Engagements sur titres</b>                      | <b>2 000</b>   | <b>2 846</b>   |
| Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise | -              | -              |
| Autres engagements à donner                        | 2 000          | 2 846          |
| <b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>                           |                |                |
| <b>Engagements de financement</b>                  | <b>112 221</b> | <b>115 758</b> |
| Engagements reçus d'établissements de crédit       | 112 221        | 115 758        |
| Engagements reçus de la clientèle                  | -              | -              |
| <b>Engagements de garantie</b>                     | <b>1 620</b>   | <b>1 626</b>   |
| Engagements reçus d'établissements de crédit       | 1 618          | 1 599          |
| Engagements reçus de la clientèle                  | 2              | 27             |
| <b>Engagements sur titres</b>                      | <b>230</b>     | <b>330</b>     |
| Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise | -              | -              |
| Autres engagements reçus                           | 230            | 330            |

## NOTE 26 COMPENSATION DES EMPRUNTS DE TITRES ET DE L'ÉPARGNE CENTRALISÉE

### 26.1 EMPRUNTS DE TITRES

| (en millions d'euros)                        | 31/12/2025                                                     |                                              |                                                                            | 31/12/2024                                                     |                                              |                                                                            |
|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
|                                              | Dettes brutes<br>représentatives de<br>titres empruntés<br>(a) | Titres de<br>transaction<br>empruntés<br>(b) | Dettes nettes<br>représentatives de<br>titres empruntés<br>(c) = (a) - (b) | Dettes brutes<br>représentatives de<br>titres empruntés<br>(a) | Titres de<br>transaction<br>empruntés<br>(b) | Dettes nettes<br>représentatives de<br>titres empruntés<br>(c) = (a) - (b) |
| Effets publics et valeurs assimilées :       |                                                                |                                              |                                                                            |                                                                |                                              |                                                                            |
| - dont titres prêtés                         |                                                                |                                              |                                                                            |                                                                |                                              |                                                                            |
| Obligations et autres titres à revenu fixe : | 2 249                                                          | 2 249                                        |                                                                            |                                                                |                                              |                                                                            |
| - dont titres prêtés                         |                                                                |                                              |                                                                            |                                                                |                                              |                                                                            |
| Actions et autres titres à revenu variable : |                                                                |                                              |                                                                            |                                                                |                                              |                                                                            |
| - dont titres prêtés                         |                                                                |                                              |                                                                            |                                                                |                                              |                                                                            |

### 26.2 ÉPARGNE CENTRALISÉE

| (en millions d'euros)                                                                     | 31/12/2025    | 31/12/2024    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Dépôts collectés au titre des comptes d'épargne à régime spécial                          | 166 471       | 161 301       |
| Créances sur fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations                     | 94 401        | 90 392        |
| <b>MONTANTS DE DÉPÔTS EFFECTUÉS PAR LA CLIENTÈLE NETS DE CRÉANCES SUR FONDS D'ÉPARGNE</b> | <b>72 070</b> | <b>70 909</b> |

## NOTE 27 PRODUITS NETS D'INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS

| (en millions d'euros)                                                         | 31/12/2025      | 31/12/2024      |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
| Sur opérations avec les établissements de crédit                              | 8 897           | 11 340          |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole                                    | 11 254          | 13 383          |
| Sur opérations avec la clientèle                                              | 206             | 210             |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe                                | 5 721           | 6 176           |
| Produit net sur opérations de macro-couverture                                | -               | -               |
| Sur dettes représentées par un titre                                          | 6 079           | 5 431           |
| Autres intérêts et produits assimilés                                         | 281             | 27              |
| <b>INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS</b>                                         | <b>32 438</b>   | <b>36 567</b>   |
| Sur opérations avec les établissements de crédit                              | (7 704)         | (9 425)         |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole                                    | (3 081)         | (3 583)         |
| Sur opérations avec la clientèle                                              | (7 698)         | (8 949)         |
| Charge nette sur opérations de macro-couverture                               | (966)           | (574)           |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe                                | (1 180)         | (902)           |
| Sur dettes représentées par un titre                                          | (12 157)        | (14 100)        |
| Autres intérêts et charges assimilées                                         | -               | -               |
| <b>INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES</b>                                         | <b>(32 786)</b> | <b>(37 533)</b> |
| <b>TOTAL PRODUITS NETS D'INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS <sup>(1) (2)</sup></b> | <b>(348)</b>    | <b>(966)</b>    |

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2025 est de 1 355 millions d'euros contre 1 309 millions d'euros au 31 décembre 2024.

(2) Au 31 décembre 2024, un produit de 1 396 millions d'euros et une charge de 801 millions d'euros auraient dû être classés respectivement en "Intérêts et produits assimilés" et en "Intérêts et charges assimilées". Ceux-ci ont été enregistrés en produits et charges de commissions (Cf. note 35 des présents comptes annuels). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

## NOTE 28 REVENUS DES TITRES À REVENUS VARIABLES

| (en millions d'euros)                                                                           | 31/12/2025   | 31/12/2024   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme | 5 626        | 4 346        |
| Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille                                     | -            | -            |
| Opérations diverses sur titres                                                                  | -            | -            |
| <b>TOTAL DES REVENUS DES TITRES À REVENUS VARIABLES</b>                                         | <b>5 626</b> | <b>4 346</b> |

## NOTE 29 PRODUIT NET DES COMMISSIONS

| (en millions d'euros)                                                                | 31/12/2025 |              |           | 31/12/2024   |              |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------|-----------|--------------|--------------|------------|
|                                                                                      | Produits   | Charges      | Net       | Produits     | Charges      | Net        |
| Sur opérations avec les établissements de crédit                                     | 3          | (34)         | (31)      | 274          | (36)         | 238        |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole                                           | 102        | (27)         | 75        | 1 255        | (847)        | 408        |
| Sur opérations avec la clientèle                                                     | -          | (1)          | (1)       | -            | -            | -          |
| Sur opérations sur titres                                                            | -          | -            | -         | -            | -            | -          |
| Sur opérations de change                                                             | -          | -            | -         | -            | -            | -          |
| Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan | -          | -            | -         | -            | -            | -          |
| Sur prestations de services financiers                                               | 9          | (38)         | (29)      | 17           | (65)         | (48)       |
| Provision pour risques sur commissions                                               | -          | -            | -         | -            | -            | -          |
| <b>TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS</b>                                             | <b>114</b> | <b>(100)</b> | <b>14</b> | <b>1 546</b> | <b>(948)</b> | <b>598</b> |

## NOTE 30 GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION

| (en millions d'euros)                                                  | 31/12/2025  | 31/12/2024  |
|------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Solde des opérations sur titres de transaction                         | 6           | 2           |
| Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés     | (164)       | 111         |
| Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme         | 144         | (149)       |
| <b>GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION</b> | <b>(14)</b> | <b>(36)</b> |

## NOTE 31 GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS

| (en millions d'euros)                                                             | 31/12/2025  | 31/12/2024   |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------|
| <b>TITRES DE PLACEMENT</b>                                                        |             |              |
| Dotations aux dépréciations                                                       | (113)       | (145)        |
| Reprises de dépréciations                                                         | 147         | 82           |
| <b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>                             | <b>34</b>   | <b>(63)</b>  |
| Plus-values de cession réalisées                                                  | 17          | 2            |
| Moins-values de cession réalisées                                                 | (57)        | (128)        |
| <b>Solde des plus- et moins-values de cession réalisées</b>                       | <b>(40)</b> | <b>(126)</b> |
| <b>SOLDE DES OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT</b>                               | <b>(6)</b>  | <b>(189)</b> |
| <b>TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE</b>                                       |             |              |
| Dotations aux dépréciations                                                       | -           | -            |
| Reprises de dépréciations                                                         | -           | -            |
| <b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>                             | <b>-</b>    | <b>-</b>     |
| Plus-values de cession réalisées                                                  | -           | -            |
| Moins-values de cession réalisées                                                 | -           | -            |
| <b>Solde des plus- et moins-values de cession réalisées</b>                       | <b>-</b>    | <b>-</b>     |
| <b>SOLDE DES OPÉRATIONS SUR TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE</b>              | <b>-</b>    | <b>-</b>     |
| <b>GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS</b> | <b>(6)</b>  | <b>(189)</b> |

## NOTE 32 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

| (en millions d'euros)                                           | 31/12/2025  | 31/12/2024  |
|-----------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Produits divers <sup>(1)</sup>                                  | 15          | 5           |
| Quote-part des opérations faites en commun                      | -           | -           |
| Refacturation <sup>(1)</sup>                                    | -           | 3           |
| Reprises provisions                                             | 6           | 5           |
| <b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>                  | <b>21</b>   | <b>13</b>   |
| Charges diverses                                                | (67)        | (68)        |
| Quote-part des opérations faites en commun                      | (16)        | (13)        |
| Refacturation                                                   | -           | -           |
| Dotations provisions                                            | (5)         | (11)        |
| <b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>                   | <b>(88)</b> | <b>(92)</b> |
| <b>TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b> | <b>(67)</b> | <b>(79)</b> |

(1) Au 31 décembre 2024, la ligne "Refacturation" intégrait les transferts de charges pour 3 millions d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur la ligne "Produits divers" pour 5 millions d'euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge. Cette modification de présentation est sans impact sur le montant des autres produits et charges d'exploitation bancaire présenté au 31 décembre 2024.

## NOTE 33

## CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en millions d'euros)

|                                                                                                     | 31/12/2025   | 31/12/2024   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>FRAIS DE PERSONNEL</b>                                                                           |              |              |
| Salaires et traitements                                                                             | (219)        | (206)        |
| Charges sociales                                                                                    | (124)        | (98)         |
| – dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies   | (40)         | (38)         |
| Intéressement et participation                                                                      | (24)         | (23)         |
| Impôts et taxes sur rémunérations                                                                   | (39)         | (38)         |
| <b>Total des charges de personnel</b>                                                               | <b>(406)</b> | <b>(365)</b> |
| Refacturation et charges de personnel                                                               | 19           | 21           |
| <b>FRAIS DE PERSONNEL NETS</b>                                                                      | <b>(387)</b> | <b>(344)</b> |
| <b>FRAIS ADMINISTRATIFS</b>                                                                         |              |              |
| Impôts et taxes                                                                                     | (65)         | (57)         |
| Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires <sup>(1) (2)</sup> | (535)        | (492)        |
| <b>Total des charges administratives</b>                                                            | <b>(600)</b> | <b>(549)</b> |
| Refacturation et charges administratives <sup>(2)</sup>                                             | 31           | 44           |
| <b>FRAIS ADMINISTRATIFS NETS</b>                                                                    | <b>(569)</b> | <b>(505)</b> |
| <b>CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>                                                             | <b>(956)</b> | <b>(849)</b> |

(1) Dont 474 milliers d'euros au titre du Fonds de Résolution Unique au titre de l'exercice 2025.

(2) Au 31 décembre 2024, la ligne "Refacturation et charges administratives" intégrait les transferts de charges administratives pour 15 millions d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur la ligne "Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires" pour 19 millions d'euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge. Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de charges générales d'exploitation présenté au 31 décembre 2024.

## EFFECTIF MOYEN

### Effectif par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

| Catégories de personnel            | 31/12/2025   | 31/12/2024   |
|------------------------------------|--------------|--------------|
| Cadres                             | 1 890        | 1 800        |
| Non cadres                         | 176          | 179          |
| <b>TOTAL DE L'EFFECTIF MOYEN</b>   | <b>2 066</b> | <b>1 979</b> |
| Dont :                             |              |              |
| – France                           | 2 047        | 1 961        |
| – Étranger                         | 19           | 18           |
| Dont : Personnel mis à disposition | 107          | 108          |

## NOTE 34 COÛT DU RISQUE

(en millions d'euros)

|                                                   | 31/12/2025  | 31/12/2024  |
|---------------------------------------------------|-------------|-------------|
| <b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS</b>  | <b>(19)</b> | <b>(23)</b> |
| Dépréciations de créances douteuses               | -           | -           |
| Autres provisions et dépréciations                | (19)        | (23)        |
| <b>REPRISES DE PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS</b>    | <b>58</b>   | <b>13</b>   |
| Reprises de dépréciations de créances douteuses   | -           | 1           |
| Autres reprises de provisions et dépréciations    | 58          | 12          |
| <b>VARIATION DES PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS</b>  | <b>39</b>   | <b>(10)</b> |
| Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées | -           | -           |
| Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées     | -           | -           |
| Décote sur prêts restructurés                     | -           | -           |
| Récupérations sur créances amorties               | -           | 1           |
| Autres pertes                                     | -           | -           |
| Autres produits                                   | -           | -           |
| <b>COÛT DU RISQUE</b>                             | <b>39</b>   | <b>(9)</b>  |

## NOTE 35 RÉSULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

(en millions d'euros)

|                                                                                            | 31/12/2025   | 31/12/2024  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|-------------|
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>                                                         |              |             |
| <b>Dotations aux dépréciations</b>                                                         | <b>(8)</b>   | <b>(72)</b> |
| Sur titres d'investissement                                                                | -            | -           |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | (8)          | (72)        |
| <b>Reprises de dépréciations</b>                                                           | <b>1 592</b> | <b>505</b>  |
| Sur titres d'investissement                                                                | -            | -           |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | 1 592        | 505         |
| <b>DOTATION OU REPRISE NETTE AUX DÉPRÉCIATIONS</b>                                         | <b>1 584</b> | <b>433</b>  |
| Sur titres d'investissement                                                                | -            | -           |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | 1 584        | 433         |
| <b>Plus-values de cessions réalisées</b>                                                   | <b>58</b>    | <b>116</b>  |
| Sur titres d'investissement                                                                | 57           | 19          |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | 1            | 97          |
| <b>Moins-values de cessions réalisées</b>                                                  | <b>(17)</b>  | <b>(67)</b> |
| Sur titres d'investissement                                                                | (16)         | (60)        |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | (1)          | (7)         |
| Pertes sur créances liées à des titres de participation                                    | -            | -           |
| <b>SOLDE DES PLUS ET MOINS-VALUES DE CESSIONS</b>                                          | <b>41</b>    | <b>49</b>   |
| Sur titres d'investissement                                                                | 41           | (41)        |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | -            | 90          |
| <b>SOLDE EN PERTE OU EN BÉNÉFICE</b>                                                       | <b>1 625</b> | <b>482</b>  |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</b>                                        |              |             |
| Plus-values de cessions                                                                    | -            | -           |
| Moins-values de cessions                                                                   | -            | -           |
| <b>SOLDE EN PERTE OU EN BÉNÉFICE</b>                                                       | <b>-</b>     | <b>-</b>    |
| <b>RÉSULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISÉS</b>                                                 | <b>1 625</b> | <b>482</b>  |

## NOTE 36 IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

(en millions d'euros)

|                                                                                    | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| Impôt sur les bénéfices <sup>(1)</sup>                                             | 576        | 478        |
| Dotations nettes aux provisions pour impôts dans le cadre de l'intégration fiscale | (184)      | (190)      |
| <b>SOLDE NET</b>                                                                   | <b>392</b> | <b>288</b> |

(1) Le gain fiscal correspond essentiellement à l'impôt que Crédit Agricole S.A. a collecté, en tant que tête de groupe d'intégration fiscale, auprès de ses filiales bénéficiaires.

Dans le cadre de la loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 milliard d'euros ou 3 milliards d'euros.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 milliard d'euros ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de

l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

Crédit Agricole S.A. entité sociale, étant tête de groupe de l'intégration fiscale, a procédé au versement de 191 millions d'euros à la Direction des grandes entreprises (DGE) au titre de la contribution exceptionnelle.

Après prise en compte des sommes perçues des différentes entités du Groupe et application des mécanismes de réallocation interne, le montant net comptabilisé par Crédit Agricole S.A. s'élève à 41 millions d'euros.

## NOTE 37 IMPLANTATION DANS DES ÉTATS OU TERRITOIRES NON COOPÉRATIFS

Les projets d'investissements et de désinvestissements effectués par l'ensemble des entités contrôlées directement ou indirectement par Crédit Agricole S.A. doivent s'inscrire dans les orientations stratégiques définies par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. et mises en œuvre par la Direction générale du Groupe.

Une note de procédure Groupe précise le cadre d'intervention des métiers et des fonctions centrales de Crédit Agricole S.A. À ce titre, la Direction finances Groupe et la Direction de la stratégie et du développement sont consultées pour s'assurer du respect des attendus économiques et financiers de l'opération. Elles s'assurent également de l'opportunité de l'opération envisagée et de sa cohérence avec les orientations stratégiques du Groupe. L'intervention de la ligne métier Risques et contrôles permanents ainsi que des Directions de la conformité et des affaires juridiques

Les informations au 31 décembre 2025 concernant ces implantations sont présentées ci-dessous :

| Pays d'implantation   | Dénomination sociale            | Forme juridique       | Nature de l'agrément (si concerné) | Quote-part du capital (en %) | Nature de l'activité |
|-----------------------|---------------------------------|-----------------------|------------------------------------|------------------------------|----------------------|
| RUSSIE, FÉDÉRATION DE | CRÉDIT AGRICOLE CIB AO (RUSSIA) | CORPORATION – LIMITED |                                    | 97,79                        | 651C – BANQUES       |

Les entités ci-dessus sont intégrées au périmètre de contrôle interne de Crédit Agricole S.A. et à ce titre au dispositif de prévention et de contrôle des risques de non-conformité du Groupe (comportant notamment les diligences nécessaires en

se traduisent par des avis émis dans le champ de leurs responsabilités respectives.

Ce principe est décliné dans les filiales, s'agissant des nouveaux produits et nouvelles activités, dans le cadre de comités spécifiques.

Crédit Agricole S.A. détient des implantations directes ou indirectes suivantes dans des États ou des territoires non coopératifs au sens de l'article 238-O-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2025, le Groupe Crédit Agricole détient, depuis 1991, une implantation en Russie. Cet État a été inscrit par la France en 2024 sur la liste des États et territoires non coopératifs mentionnée au deuxième alinéa du 1 de l'article 238-O A du Code général des impôts.

matière de prévention du blanchiment de capitaux et de lutte contre le financement du terrorisme), décrit par ailleurs dans le rapport du Président du Conseil d'administration du document de référence de Crédit Agricole S.A. (le cas échéant).